101e ANNÉE
VOL. 101

No 22
3019

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi, 31 mai 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, May 31, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, March 13, 1968

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Accel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Mary O. Herzberg, fille majeure, 1230, McGregor, Douglas S. Pryde, 4569, Hingston, Louis S. Bonin, 7600, Lajeunesse, tous trois de Montréal, Colin D. Blakely, 85, Brittany, et Pierre Boudreault, 231, Lazard, ces deux derniers de Mont-Royal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire de la publicité pour toutes sortes de produits naturels ou manufacturés, et en faire la distribution, la mise en marché et le commerce, sous le nom de « Accel Inc. », avec un capital-actions divisé en 2,300 actions ordinaires sans valeur au pair et 270 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1597-69

Agence de détective Nationale inc.
National Detective Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Robert Péloquin, 4874, Côte des Neiges, Montréal, Michael Phillips, 7082, Lisieux, Saint-Léonard, et Yvon Lauzé, 4, Letellier, Charlemagne, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Letters Patent

Accel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mary O. Herzberg, fille majeure, 1230 McGregor, Douglas S. Pryde, 4569 Hingston, Louis S. Bonin, 7600 Lajeunesse, all three of Montreal, Colin D. Blakely, 85 Brittany, and Pierre Boudreault, 231 Lazard, the latter two of Mount Royal, all five advocates, for the following purposes:

To promote, distribute, introduce and deal in any and all manufactured or natural products, under the name of "Accel Inc.", with a capital stock divided into 2,300 common shares without par value and 270 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1597-69

Agence de détective Nationale inc.
National Detective Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Péloquin, 4874 Côte des Neiges, Montreal, Michael Phillips, 7082 Lisieux, Saint-Léonard, and Yvon Lauzé, 4 Letellier, Charlemagne, all three businessmen, for the following purposes:

Agir comme agent d'investigation ou de sécurité, sous le nom de « Agence de détective Nationale inc. — National Detective Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1600, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1312-69

To act as investigation or security agents, under the name of "Agence de détective Nationale inc. — National Detective Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1600 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1312-69

Alpha Reflectors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, 225, Olivier, Westmount, Harvey Crestohl, 158, Lockhart, Mont-Royal, et Israel S. Mass, 3445, Drummond, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir compagnie d'électricité et d'électronique, sous le nom de « Alpha Reflectors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1655-69

Alpha Reflectors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph S. Blumer, 225 Olivier, Westmont, Harvey Crestohl, 158 Lockhart, Mount Royal, and Israel S. Mass, 3445 Drummond, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronics company, under the name of "Alpha Reflectors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1655-69

Association des Amis Guides et Scouts de St-Nom de Marie, de Baie-Comeau

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Barthe, électricien, 80, Arnaud, Jacques Bergeron, électricien, 10, Napoléon-Godbout, et Claire Martin, ménagère, épouse de Ange-Aimé Turcotte, 2, avenue Dolbeau, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Promouvoir le mouvement scout pour garçons et filles, sous le nom de « Association des Amis Guides et Scouts de St-Nom de Marie, de Baie-Comeau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1737-69

Association des Amis Guides et Scouts de St-Nom de Marie, de Baie-Comeau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Barthe, electrician, 80 Arnaud, Jacques Bergeron, electrician, 10 Napoléon-Godbout, and Claire Martin, housewife, wife of Ange-Aimé Turcotte, 2 Dolbeau Ave., all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To promote the scout movement for boys and girls, under the name of "Association des Amis Guides et Scouts de St-Nom de Marie, de Baie-Comeau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1737-69

L'Association des Marchands d'automobiles des Laurentides
Laurentian Automobile Dealers Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions Romain Desjardins, Saint-Eustache, Maurice Savaria, Armand Desrosiers, tous deux de Saint-Jérôme, Adrien Lacasse, Lachute, Louis Mercure, Sainte-Agathe, Jean-Marie Moreau,

L'Association des Marchands d'automobiles des Laurentides
Laurentian Automobile Dealers Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Romain Desjardins, Saint-Eustache, Maurice Savaria, Armand Desrosiers, both of Saint-Jérôme, Adrien Lacasse, Lachute, Louis Mercure, Sainte-Agathe, Jean-Marie Moreau, Saint-Lin,

Saint-Lin, tous six garagistes, Marcel Cardinal, Sainte-Thérèse, René Poirier, Berthierville, et Pierre Gamache, Joliette, ces trois derniers gérants, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts professionnels et commerciaux des membres, sous le nom de « L'Association des Marchands d'automobiles des Laurentides — Laurentian Automobile Dealers Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 255, boulevard Sauvé, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1819-69

Auberge du Passant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Florent Dumont, fonctionnaire, Jean-Charles Comtois, agent de réclamations, et Mariette Lavoie, ménagère, veuve non remariée de Gaston Roberge, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, notamment aux prisonniers libérés, aux itinérants, aux réhabilités ou réhabilitables, qui sont sans famille et sans argent, sous le nom de « Auberge du Passant inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 5980-68

Audio-Versity Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Richard Giasson, route rurale numéro 1, Morin Heights, Michel Schutt-Ainé, 7655, rue Verdier, Saint-Léonard, tous deux commerçants, et Adrien Cinq-Mars, comptable, 8331, rue Talcy, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils de reproduction sonore, audio-visuel et de communication, sous le nom de « Audio-Versity Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1742-69

Barca Food Services (Québec) Ltd.
Les Services d'alimentation Barca (Québec) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

all six garage-keepers, Marcel Cardinal, Sainte-Thérèse, René Poirier, Berthierville, and Pierre Gamache, Joliette, the latter three managers, for the following purposes:

To promote and safeguard the professional and commercial interests of the members, under the name of "L'Association des Marchands d'automobiles des Laurentides — Laurentian Automobile Dealers Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at 255 Sauvé Blvd., Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1819-69

Auberge du Passant inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Florent Dumont, civil servant, Jean-Charles Comtois, claims adjuster, and Mariette Lavoie, housewife, unremarried widow of Gaston Roberge, all three of Amos, for the following purposes:

To come to the aid of the poor and needy, notably to freed prisoners, itinerants, the rehabilitated or those deserving to be rehabilitated, who are without family and money, under the name of "Auberge du Passant inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation is at Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 5980-68

Audio-Versity Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Giasson, rural route number 1, Morin Heights, Michel Schutt-Ainé, 7655 Verdier St., Saint-Léonard, both traders, and Adrien Cinq-Mars, accountant, 8331 Talcy St., Anjou, for the following purposes:

To deal in all kinds sound reproducing, audio-visual and communication apparatus, under the name of "Audio-Versity Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1742-69

Barca Food Services (Québec) Ltd.
Les Services d'alimentation Barca (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Stanley Louis Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Samuel Wex, 150, chemin Radcliffe, tous deux avocats, de Montréal-Ouest, et Erica Hume, secrétaire, épouse de John B. Hume, 2450, Athlone, Mont-Royal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs et exploiter un commerce d'alimentation et de produits de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Barca Food Services (Québec) Ltd.— Les Services d'alimentation Barca (Québec) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 904, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1518-69

Barrif Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1969, constituant en corporation: Michael Bray, 720, Chemin Hamlet, William David Finley, 62, Foothills Drive, tous deux d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Arnold Garrison, 410, rue Berch, et Cliff Garrison, 187, rue Lang, ces deux derniers de Shawville, tous les quatre hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits manufacturés, de marchandises, de biens personnels et d'objets de commerce de toute sorte et de toute nature se rattachant aux matériaux de construction, sous le nom de « Barrif Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1170-69

Bayard & Bélanger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Gilles Hébert, 22, de Barcelone, Candiac, Jean-M. Pâquet, 8375, Pontmain, Saint-Léonard, et Raymond Pagé, 31, Sunset, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et photographes, sous le nom de « Bayard & Bélanger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1752-69

the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Samuel Wex, 150 Radcliffe Road, both advocates, of Montreal West, and Erica Hume, secretary, wife of John B. Hume, 2450 Athlone, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and to deal in foods and provisions of every kind and description, under the name of "Barca Food Services (Québec) Ltd.— Les Services d'alimentation Barca (Québec) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, suite 904, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1518-69

Barrif Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Bray, 720 Hamlet Road, William David Finley, 62 Foothills Drive, both of Ottawa, in the Province of Ontario, Arnold Garrison, 410 Berch Street, and Cliff Garrison, 187 Lang Street, the latter two of Shawville, all four businessmen, for the following purposes:

To deal in all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to building materials, under the name of "Barrif Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Shawville, judicial district of Pontiac.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1170-69

Bayard & Bélanger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Hébert, 22 de Barcelone, Candiac, Jean-M. Pâquet, 8375 Pontmain, Saint-Léonard, and Raymond Pagé, 31 Sunset, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business printers and photographers, under the name of "Bayard & Bélanger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1752-69

Paul T. Beauchemin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: John J. Pepper, 3637, The Boulevard, Westmount, Jacques Caron, 11462, Tardivel, et Pierre Fournier, 4522, Girouard, app. 8, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de gestion, sous le nom de « Paul T. Beauchemin inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 290,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1706-69

R. O. Beauchemin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: John J. Pepper, 3637, The Boulevard, Westmount, Jacques Caron, 11462, Tardivel, et Pierre Fournier, 4522, Girouard, app. 8, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de gestion, sous le nom de « R. O. Beauchemin inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 290,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1704-69

Fernand Bertrand & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Fernand Bertrand, cultivateur, Fernande Lavoie, ménagère, épouse dudit Fernand Bertrand, et Réjane Bertrand, employée de bureau, fille majeure, tous trois de Notre-Dame-des-Anges, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Fernand Bertrand & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-des-Anges, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1841-69

Olivier Bienvenue ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Olivier Bienvenue,

Paul T. Beauchemin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John J. Pepper, 3637 The Boulevard, Westmount, Jacques Caron, 11462 Tardivel, and Pierre Fournier, 4522 Girouard, Apt. 8, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and management company, under the name of "Paul T. Beauchemin inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 290,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1706-69

R. O. Beauchemin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John J. Pepper, 3637 The Boulevard, Westmount, Jacques Caron, 11462 Tardivel, and Pierre Fournier, 4522 Girouard, Apt. 8, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and management company, under the name of "R. O. Beauchemin inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 290,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1704-69

Fernand Bertrand & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Bertrand, farmer, Fernande Lavoie, housewife, wife of the said Fernand Bertrand, and Réjane Bertrand, office employee, spinster of the full age of majority, all three of Notre-Dame-des-Anges, for the following purposes:

The lumber industry and business, under the name of "Fernand Bertrand & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-des-Anges, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1841-69

Olivier Bienvenue ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Olivier Bienvenue, Guy Bienvenue, Jean

Guy Bienvenue, Jean Bienvenue et Robert Bienvenue, tous quatre commerçants, de Saint-Valérien-de-Milton, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes, sous le nom de « Olivier Bienvenue ltée », avec un capital total de $39,600, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Valérien-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1624-69

Blazey Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Stanley Lyon Selinger, avocat, 6265, avenue Mountain Sights, Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, rue Hutchison, tous deux de Montréal, et Harry Blazey, manufacturier, 540, 14e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Blazey Enterprises Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1460-69

Ronald Boisvert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Robert-A. Boisvert, gérant, Marguerite Guilbault, ménagère, épouse dudit Robert-A. Boisvert, tous deux de 33, Quevillon, Salaberry-de-Valleyfield, Ronald Boisvert, hôtelier, et Carmen Duquette, ménagère, épouse dudit Ronald Boisvert, ces deux derniers de 208, Hamford, Lachute, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Ronald Boisvert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1709-69

156 Boulevard le Mont Bleu limitée
156 Le Mont Bleu Boulevard Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Langford D. McLeod, 1755, rue Fisher, John A. Cunliffe, 299, rue Westhill, tous deux entrepreneurs généraux,

Bienvenue and Robert Bienvenue, all four traders of Saint-Valérien-de-Milton, for the following purposes:

To deal in dairy, farm and market-gardening products of all kinds, under the name of "Olivier Bienvenue ltée", with a total capital stock of $39,600, divided into 600 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Valérien-de-Milton, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1624-69

Blazey Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Lyon Selinger, advocate, 6265 Mountain Sights Avenue, Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison Street, both of Montreal, and Harry Blazey, manufacturer, 540, 14th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Blazey Enterprises Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1460-69

Ronald Boisvert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert-A. Boisvert, manager, Marguerite Guilbault, housewife, wife of the said Robert-A. Boisvert, both of 33 Quevillon, Salaberry-de-Valleyfield, Ronald Boisvert, innkeeper, and Carmen Duquette, housewife, wife of the said Ronald Boisvert, the latter two of 208 Hamford, Lachute, for the following purposes:

To run hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Ronald Boisvert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1709-69

156 Boulevard le Mont Bleu limitée
156 Le Mont Bleu Boulevard Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Langford D. McLeod, 1755 Fisher Street, John A. Cunliffe, 299 Westhill Street, both general contractors, of Ottawa, in the Province of Onta-

d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et Michel Pharand, avocat, 33, rue Jolicoeur, Hull, pour les objet suivants:

Établir une compagnie de construction d'immeubles à logements à « dividendes limités », sous le nom de « 156 Boulevard Le Mont Bleu limitée — 156 Le Mont Bleu Boulevard Limited », avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1259-69

G. R. Bouthillier plomberie limitée
G. R. Bouthillier Plumbing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Georges Bouthillier, plombier, 124, rue de la Paix, Saint-Paul-l'Ermite, Pierre Larue, avocat, 2197, Sherbrooke est, Montréal, et Robert Bouthillier, plombier, 1905, St-Pierre, Lemoyne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « G. R. Bouthillier plomberie limitée — G. R. Bouthillier Plumbing Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 124, rue de la Paix, Saint-Paul-l'Ermite, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1845-69

Boutique Sylvie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 7519, Bailey, Lawrence Glazer, 7920, Kingsley, et Abraham Shuster, 5710, Wolseley, tous trois avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins de chaussures, sous le nom de « Boutique Sylvie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1542-69

Brasserie Le Taurillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Desmond O'Neill, tavernier, Yolande R. O'Neill, ménagère, épouse dudit

rio, and Michel Pharand, lawyer, 33 Jolicoeur Street, Hull, for the following purposes:

To carry on business as a limited dividend housing company, under the name of "156 Boulevard Le Mont Bleu limitée — 156 Le Mont Bleu Boulevard Limited", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 9,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1259-69

G. R. Bouthillier plomberie limitée
G. R. Bouthillier Plumbing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Bouthillier, plumber, 124 de la Paix Street, Saint-Paul-l'Ermite, Pierre Larue, advocate, 2197 Sherbrooke East, Montreal, and Robert Bouthillier, plumber, 1905 Saint-Pierre, Lemoyne, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of « G. R. Bouthillier plomberie limitée — G. R. Bouthillier Plumbing Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 124 de la Paix Street, Saint-Paul-l'Ermite, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1845-69

Boutique Sylvie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey, Lawrence Glazer, 7920 Kingsley, and Abraham Shuster, 5710 Wolseley, all three advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To own and operate a shoe store or stores, under the name of "Boutique Sylvie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1542-69

Brasserie Le Taurillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Desmond O'Neill, tavern keeper, Yolande R. O'Neill, housewife, wife of said Desmond

Desmond O'Neill, et Ellen Fitzpatrick, rentière, veuve de Thomas J. O'Neill, tous trois de 183, Renaud, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des tavernes, sous le nom de « Brasserie Le Taurillon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1175, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1834-69

Café au Régal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Richard Lefebvre, restaurateur, Simonne Gauthier, ménagère, épouse dudit Richard Lefebvre, et Claude Lefebvre, restaurateur, tous trois de 3462, Ste-Marthe, Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Café au Régal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1530-69

Cafétéria Collégial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Gabrielle Jetté, ménagère, épouse de Léopold Corbeil, Yvan Corbeil, notaire, tous deux de 4880, Chabot, Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Cafétéria Collégial inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1630-69

Camp Burton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Parent, Luc Parent, tous deux professeurs, et Daniel Parent, étudiant, tous trois de 1061, Jean XXIII, Laval, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Camp Burton inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

O'Neill, and Ellen Fitzpatrick, annuitant, widow of Thomas J. O'Neill, all three of 183 Renaud, Québec, for the following purposes:

To operate one or several taverns, under the name of "Brasserie Le Taurillon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1175 Charest Boulevard West, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1834-69

Café au Régal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Lefebvre, restaurant keeper, Simonne Gauthier, housewife, wife of said Richard Lefebvre, and Claude Lefebvre, restaurant keeper, all three of 3462 Ste-Marthe, Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Café au Régal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1530-69

Cafétéria Collégial inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabrielle Jetté, housewife, wife of Léopold Corbeil, Yvan Corbeil, notary, both of 4880 Chabot, Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 69, 5th Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Cafétéria Collégial inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1630-69

Camp Burton inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Parent, Luc Parent, both professors, and Daniel Parent, student, all three of 1061 Jean XXIII, Laval, for the following purposes:

To establish and operate a recreational center, under the name of "Camp Burton inc.".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

Le siège social de la corporation est 1061, Jean XXIII, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1634-69

Canadian Guild of Crafts, Québec
Guilde Canadienne des métiers d'art, Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Wilson Mellen, administrateur, 57, chemin Stratford, Hampstead, Marjorie Durnford, ménagère, épouse de A. T. Galt Durnford, 4010, chemin Trafalgar, Frank J. Nobbs, architecte, 4493 ouest, rue Sherbrooke, et Alice M. S. Lighthall, ménagère, célibataire, 422, avenue Metcalfe, ces trois derniers de Westmount, pour les objets suivants:

Encourager, conserver, faire renaître et mettre en valeur l'industrie des arts et métiers, sous le nom de « Canadian Guild of Crafts, Québec — Guilde Canadienne des métiers d'art, Québec ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 780-69

Carbo-Jet (Québec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Roland Durand, 234, Forestwood Drive, Rosemère, Jean-Guy Riopel, 641, Stuart, Montréal, et John R. Laffoley, 3736, Kindersley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Lancer, annoncer, distribuer ou introduire tous et chacun des produits manufacturés, marchandise, propriété personnelle et sujet de commerce ou de négoce de toute sorte et de toute nature se rapportant à la distribution de boissons non alcooliques et liqueurs, sous le nom de « Carbo-Jet (Québec) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1719-69

Carrefour Amitié inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marcelle Lebel, secrétaire, fille majeure, 125, Poirier, Lauzon, Lisette Côté, 1358, Marie-Anne, Géraldine Dumas, 1608, St-François, toutes deux institutrices, filles majeures, de

The head office of the corporation is at 1061 Jean XXIII, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1634-69

Canadian Guild of Crafts, Québec
Guilde Canadienne des métiers d'art, Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Wilson Mellen, executive, 57 Stratford Road, Hampstead, Marjorie Durnford, housewife, wife of A. T. Galt Durnford, 4010 Trafalgar Road, Frank J. Nobbs, architect, 4493 Sherbrooke Street West, and Alice M. S. Lighthall, housewife, spinster, 422 Metclafe Avenue, the latter three of Westmount, for the following purposes:

To encourage, retain, revive and develop Canadian handicrafts and art industries, under the name of "Canadian Guild of Crafts, Québec — Guilde Canadienne des métiers d'art, Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 780-69

Carbo-Jet (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Durand, 234 Forestwood Drive, Rosemère, Jean-Guy Riopel, 641 Stuart, Montreal, and John R. Laffoley, 3736 Kindersley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To promote, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to the dispensing of soft drinks, beverages and liquors, under the name of "Carbo-Jet (Québec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1719-69

Carrefour Amitié inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcelle Lebel, secretary, spinster of the full age of majority, 125 Poirier, Lauzon, Lisette Côté, 1358 Marie-Anne, Géraldine Dumas, 1608 St-François, both teachers, spinsters of the

L'Ancienne-Lorette, Marc Bolduc, technicien, 781, Rougemont, Sainte-Foy, et Louise Bélanger, secrétaire, fille majeure, 425, avenue des Oblats, Québec, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Carrefour Amitié inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1569-69

Cavendish Photo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, 90, Elgin, Pointe-Claire, Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, Hutchison, Montréal, et Jack D. Dubney, administrateur, 522, Lansdowne, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et fournitures de toutes sortes et de toute nature, utilisés en photographie (science ou art) ou s'y rapportant, sous le nom de « Cavendish Photo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1480-69

Cellard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Marius Cellard, entrepreneur, Lucette Bujold, ménagère, épouse dudit Marius Cellard, tous deux de Saint-Alphonse, comté de Bonaventure, et Vital Cellard, comptable, Nouvelle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de « Cellard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Alphonse, comté de Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1635-69

Central Security Agency Limited
Agence Centrale de Sécurité limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Léonce-Armand Deneumoustier, secrétaire, 1856, rue De Gaulle, Laflèche, Leslie James Gauley, agent de sécurité,

full age of majority, of L'Ancienne-Lorette, Marc Bolduc, technician, 781 Rougemont, St. Foy, and Louise Bélanger, secretary, spinster of the full age of majority, 425 des Oblats Ave., Québec, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the material, cultural and social interests of the members, under the name of "Carrefour Amitié inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1569-69

Cavendish Photo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David A. Schwartz, advocate, 90 Elgin, Pointe-Claire, Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison, Montreal, and Jack D. Dubney, executive, 522 Lansdowne, Westmount, for the following purposes:

To deal in articles and materials of every kind and nature used in or connected with the science or arts of photography, under the name of "Cavendish Photo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1480-69

Cellard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marius Cellard, contractor, Lucette Bujold, housewife, wife of said Marius Cellard, both of Saint-Alphonse, county of Bonaventure, and Vital Cellard, accountant, Nouvelle, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Cellard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Alphonse, county of Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1635-69

Central Security Agency Limited
Agence Centrale de Sécurité limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonce-Armand Deneumoustier, secretary, 1856 De Gaulle Street, Laflèche, Leslie James Gauley, security officer, 2440 Madison

2440, avenue Madison, app. 35, et Roland Lavoie, gérant d'immeuble, 2115, rue Patricia, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise d'agents et de gardiens, sous le nom de « Central Security Agency Limited — Agence Centrale de Sécurité limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3285, boulevard Cavendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 5841-68

Château Mackay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Henry Steinberg, 656, avenue Murray Hill, Westmount, et Pierre Delorme, 11482, rue Favier, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir une compagnie d'immeuble, de construction et de placements et tenir hôtels et restaurants, sous le nom de « Château Mackay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, Carré Phillips, bureau 303, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1733-69

Chez Denyse Bruyère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, 4006, avenue Montrose, Ray Evans Lawson, 4215, boulevard de Maisonneuve, app. 2, tous deux de Westmount, Frederick William Benn, 3300, avenue Glencoe, Guy Allain, 5267, avenue Byron, et Paul-Robert Marchand, 4145, Blueridge, app. 16, ces trois derniers de Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins de robes, sous le nom de « Chez Denyse Bruyère inc. », avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1316-69

Cidex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat et conseil en Loi de la reine, 790, avenue Lexington, Westmount, Joel Arnold

Avenue, Apt. 35, and Roland Lavoie, building manager, 2115 Patricia Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of security agents and guards, under the name of "Central Security Agency Limited — Agence Centrale de Sécurité limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3285 Cavendish Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 5841-68

Château Mackay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Henry Steinbert, 656 Murray Hill Avenue, Westmount, and Pierre Delorme, 11482 Favier Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company and to operate hotels and restaurants, under the name of "Château Mackay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Suite 303, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1733-69

Chez Denyse Bruyère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose Avenue, Ray Evans Lawson, 4215 de Maisonneuve Boulevard, Apt. 2, both of Westmount, Frederick William Benn, 3300 Glencoe Avenue, Guy Allain, 5267 Byron Avenue, and Paul-Robert Marchand, 4145 Blueridge, Apt. 16, the latter three of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To own and operate a dress shop or shops, under the name of "Chez Denyse Bruyère inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1316-69

Cidex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington Avenue, Westmount, Joel Arnold Pinsky, advocate, 69 Down-

Pinsky, avocat, 69, chemin Downshire, Hampstead, et Isobel Nicholson, secrétaire, célibataire, 3661, rue Sainte-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

L'achat, la vente, la fabrication, l'importation et l'exportation d'appareils électriques et d'équipement électrique de toute sorte, sous le nom de « Cidex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 398 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1509-69

Lionel Clermont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Lionel Clermont, homme d'affaires, 780, Daniel, Lisette Côté, 1683, boulevard des Laurentides, tous deux de Laval, et Lisette Ouellet, 12010, Pasteur, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Lionel Clermont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1578-69

Le Club de tir d'Eastman inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, Louise Delorme, 350, Pine, Saint-Lambert, Denyse Marcoux, 1488, Galt, toutes deux secrétaires, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières de Montréal, ces trois dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du tir, sous le nom de « Le Club de tir d'Eastman inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Eastman, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 5393-68

Cogeval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1969,

shire Road, Hampstead, and Isobel Nicholson, secretary, spinster, 3661 St. Famille Street, Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import and export electrical goods, and electrical equipment of all kinds, under the name of "Cidex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $1 each and 398 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1509-69

Lionel Clermont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Clermont, businessman, 780 Daniel, Lisette Côté, 1683 des Laurentides Boulevard, both of Laval, and Lisette Ouellet, 12010 Pasteur, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in furniture and fancy goods of all kinds, under the name of "Lionel Clermont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1578-69

Le Club de tir d'Eastman inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, Louise Delorme, 350 Pine, Saint-Lambert, Denyse Marcoux, 1488 Galt, both secretaries, and Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two of Montreal, the latter three spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote in particular the sport of shooting, under the name of "Le Club de tir d'Eastman inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Eastman, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 5393-68

Cogeval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Irenée Quintal, 6490, 1re avenue, Laval, Claude Chatel, 6240, 43e avenue, tous deux administrateurs, et Gilles Chatel, avocat, 4540, Côte des Neiges, app. 1705, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Cogeval inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 717, Rockland, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1226-69

Colmo Mining Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Ivanhoe Coderre, prospecteur, Saint-Magloire-de-Bellechasse, Abbé Duchesneau, entrepreneur, 3158, Lavallée, Jean-Louis Marcotte, administrateur, 3179, De Martigny, tous deux de Sainte-Foy, Lawrence Morin, employé du Pacifique Canadien, 3389, Saint-Victorien, Giffard, et Guy Gilbert, professeur, 8360, Des Flandres, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et des sondages pour trouver des mines et du minerai, sous le nom de « Colmo Mining Corporation Limited », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1651-69

La Compagnie de publication du journal L'Écho du Dimanche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean Clermont, journaliste, Gizèle Charbonneau, infirmière, épouse dudit Jean Clermont, tous deux de 56, Shaw, Shawbridge, et Aline Bonin, secrétaire, épouse de Jean-Marc Bonin, 388, Parent, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Publier un journal, sous le nom de « La Compagnie de publication du journal L'Écho du Dimanche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1768-69

Les Constructions Husu ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, cons-

porating: Irenée Quintal, 6490, 1st Ave., Laval, Claude Chatel, 6240, 43rd Ave., both administrators, and Gilles Chatel, advocate, 4540 Côte des Neiges, Apt. 1705, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Cogeval inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 717 Rockland, Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1226-69

Colmo Mining Corporation Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ivanhoe Coderre, prospector, Saint-Magloire-de-Bellechasse, Abbé Duchesneau, contractor, 3158 Lavallée, Jean-Louis Marcotte, administrator, 3179 De Martigny, both of Sainte-Foy, Lawrence Morin, Canadian Pacific employee, 3389 St-Victorien, Giffard, and Guy Gilbert, professor, 8360 Des Flandres, Charlesbourg, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Colmo Mining Corporation Limited", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1651-69

La Compagnie de publication du journal L'Écho du Dimanche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Clermont, newspaperman, Gizèle Charbonneau, nurse, wife of said Jean Clermont, both of 56 Shaw, Shawbridge, and Aline Bonin, secretary, wife of Jean-Marc Bonin, 388 Parent, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To publish a newspaper, under the name of « La Compagnie de publication du journal L'Écho du Dimanche inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1768-69

Les Constructions Husu ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

tituant en corporation: André Bédard, boulevard St-Paul, Donat Bédard, 1407, boulevard St-Paul, tous deux commerçants, et Réal Gervais, conseiller en administration, 348, Des Champs Élysées, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Constructions Husu ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1321-69

Coronet tailleur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Maurice Ménard, commerçant, Marguerite Langevin, commerçante, ex-épouse de Philippe Chalifoux, tous deux de 2371, Bélanger est, et Roger Desmarais, commerçant, 6874, Iberville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Coronet tailleur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2373, Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1700-69

Créations Huguette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Denis Legault, gérant, Huguette Désormeaux, téléphoniste, épouse dudit Denis Legault, tous deux de 410, rue Wolfe, Malartic, Yves D'Anjou, commerçant, et Monic Désilets, commerçante, épouse dudit Yves D'Anjou, ces deux derniers de 5, rue St-Charles, Noranda, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commere de robes, chapeaux ou vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Créations Huguette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1185-69

Croydon Volunteer Firemen's Association Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions:

rating: André Bédard, St-Paul Blvd., Donat Bédard, 1407 St-Paul Blvd., both traders, and Réal Gervais, management consultant, 348 Des Champs Élysées, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Constructions Husu ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1321-69

Coronet tailleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Ménard, trader, Marguerite Langevin, trader, ex-wife of Philippe Chalifoux, both of 2371 Bélanger St. east, and Roger Desmarais, trader, 6874 Iberville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, and to deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Coronet tailleur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2373 Bélanger east, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1700-69

Créations Huguette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Legault, manager, Huguette Désormeaux, telephone operator, wife of said Denis Legault, both of 410 Wolfe Street, Malartic, Yves D'Anjou, trader, and Monic Désilets, trader, wife of said Yves D'Anjou, the latter two of 5 St-Charles Street, Noranda, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, hats or clothing of all kinds, under the name of "Créations Huguette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 prefered shares of $100 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1185-69

Croydon Volunteer Firemen's Association Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share

Robert John Standish, opérateur en installation de machines, 4455, rue Legion, John Coubrough, inspecteur, 4450, rue Legion, et Morris Frederick Floyd, conducteur, 5760, rue Normand, tous trois de Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Organiser et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Croydon Volunteer Firemen's Association Incorporated ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut posséder et acquérir la corporation est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 5760, rue Normand, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 961-69

Curzon Varieties Inc.
Variétés Curzon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Stanley Louis Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Samuel Wex, 150, Radcliffe, tous deux avocats, de Montréal-Ouest, et Erica Hume, secrétaire, épouse de John B. Hume, 2450, chemin Athlone, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins d'articles variés, sous le nom de « Curzon Varieties Inc.— Variétés Curzon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 96, nord, avenue Westminster, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1670-69

André Dallaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: André Dallaire, entrepreneur, Françoise Warren, ménagère, épouse dudit André Dallaire, et Jacques Ferland, comptable, tous trois de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux employés par les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « André Dallaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1668-69

J. Deschenes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: William Sanville Aaron, 555, Cardinal, Saint-Laurent, David Harry Wood,

capital: Robert John Standish, machine set-up operator, 4455 Legion Street, John Coubrough, inspector, 4450 Legion Street, and Morris Frederick Floyd, carman, 5760 Normand Street, all three of Saint-Hubert, for the following purposes:

To establish and operate a recreational center, under the name of "Croydon Volunteer Firemen's Association Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is $1,000,000.

The head office of the corporatin is at 5760 Normand Street, Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 961-69

Curzon Varieties Inc.
Variétés Curzon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Samuel Wex, 150 Radcliffe, both advocates, of Montreal West, and Erica Hume, secretary, wife of John B. Hume, 2450 Athlone Road, Mount Royal, for the following purposes:

To operate variety stores, under the name of "Curzon Varieties Inc.— Variétés Curzon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 96 Westminster Avenue North, Montreal West, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1670-69

André Dallaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Dallaire, contractor, Françoise Warren, housewife, wife of the said André Dallaire, and Jacques Ferland, accountant, all three of La Malbaie, for the following purposes:

To deal in all kinds of materials used by general contractors and builders, under the name of "André Dallaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1668-69

J. Deschenes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Sanville Aaron, 555 Cardinal, Saint-Laurent, David Harry Wood, 760 Cas-

760, Casgrain, Henri Wilfrid Laurier, 110, Brixton, tous deux de Saint-Lambert, tous trois avocats, Gisèle Bélisle, 1010, Cherrier, et Jill Harkness, 5345 Walkley, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir courtiers, agents et agents de vente en douanes, sous le nom de « J. Deschenes Inc. », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1646-69

Design Photography Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Mark Abramowitz, avocat, 6627, Bailey, Côte Saint-Luc, Melvin John Harris, vendeur, 56, Lampton, Ormstown, et Edward Henderson, photographe, 239, chemin Hollis, Beaconsfiled, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de photographes et reproducteurs d'images et agir en qualité d'artistes et artistes commerciaux, sous le nom de « Design Photography Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1012, rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1412-69

Paul G. Desroches & Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Paul-G. Desroches, agent manufacturier, 50, Avondale, Dollard-des-Ormeaux, Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, De Tracy, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure, 5060, Pie IX, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents de manufacturiers, sous le nom de « Paul G. Desroches & Associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Avondale, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1792-69

Dial-A-Tronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Melvin Kronish, 5501, Adalbert, Edward Druker, 5763, McMurray,

grain, Henri Wilfrid Laurier, 110 Brixton, both of Saint-Lambert, all three advocates, Gisèle Bélisle, 1010 Cherrier, and Jill Harkness, 5345 Walkley, the latter two secretaries, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as customs house brokers, factors and agents, under the name of "J. Deschenes Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1646-69

Design Photography Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark Abramowitz, advocate, 6627 Bailey, Côte Saint-Luc, Melvin John Harris, salesman, 56 Lampton, Ormstown, and Edward Henderson, photographer, 239 Hollis Road, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on the business of photographers and reproducers of pictures and to act as artists and commercial artists, under the name of "Design Photography Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1012 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1412-69

Paul G. Desroches & Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-G. Desroches, manufacturing agent, 50 Avondale, Dollard-des-Ormeaux, Jean-Marie Brassard, advocate, 11778 De Tracy, and Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority, 5060 Pie IX, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturing agents, under the name of "Paul G. Desroches & Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and, 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 50 Avondale, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1792-69

Dial-A-Tronics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Kronish, 5501 Adalbert, Edward Druker, 5763 McMurray, both advocates, of

tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Jean Frances Nesbitt, secrétaire, célibataire, 1619, Saint-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'équipement électronique, de machinerie et d'appareils électroniques, sous le nom de « Dial-A-Tronics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 89, boulevard Roger-Pilon, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1644-69

Disco-Club Epoca inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Denise Lapointe, comédienne, connue professionnellement sous le nom de Denise Filiatrault, épouse séparée de corps de Jacques Lorain, Benito Guitian-Proal, administrateur, tous deux de 12320, Beauséjour, et Jacques Deberdt, administrateur, 1420, Crescent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, aubergistes, hôteliers et taverniers, sous le nom de « Disco-Club Epoca inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 230, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1684-69

Les Distributeurs S.M. inc.
S.M. Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1969, constituant en corporation: J.-Éloi Gervais, avocat et conseil en Loi de la reine, 61 est, rue St-Charles, Longueuil, Michel Lamarre, avocat, 180 est, Dorchester, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, célibataire, 5609, rue Viau, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de vendeur, distributeur ou établir des agences de distributeurs ou distribution, sous le nom de « Les Distributeurs S.M. inc.— S.M. Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1827-69

Dollard Photo & Music Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1969, constituant en corporation: Ralph Elgar Hill, administrateur, Madeline Finn, ménagère, épouse

Côte Saint-Luc, and Jean Frances Nesbitt, secretary, spinster, 1619 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic equipment, electrical apparatus and machinery, under the name of "Dial-A-Tronics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 89 Roger Pilon Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1644-69

Disco-Club Epoca inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denise Lapointe, actress, known professionnally under the name of Denise Filiatrault, wife separate as to bed and board of Jacques Lorain, Benito Guitian-Proal, administrator, both of 12320 Beauséjour, and Jacques Deberdt, administrator, 1420 Crescent, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, innkeepers, hotel keepers and tavern keepers, under the name of "Disco-Club Epoca inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 230 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1684-69

Les Distributeurs S.M. inc.
S.M. Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Éloi Gervais, advocate and Queen's Counsel, 61 St-Charles East, Longueuil, Michel Lamarre, advocate, 180 Dorchester East, and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, 5609 Viau Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as vendor, distributor or create agencies of distributors or distribution, under the name of « Les Distributeurs S.M. inc.— S.M. Distributors Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1827-69

Dollard Photo & Music Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ralph Elgar Hill, executive, Madeline Finn, housewife, wife of the said Ralph Elgar

dudit Ralph Elgar Hill, et Charlotte Hill, ménagère, veuve de Albert Hill, tous trois du 13210, rue Elizabeth, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, de matériel, de produits et de marchandises de toute sorte et de toute nature utilisés en photographie, photogravure et optique, ou s'y rapportant, sous le nom de « Dollard Photo & Music Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4866, chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1124-69

Domaine Brazeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Marcel Brazeau, ébéniste, Madeleine B. Hamel, secrétaire, épouse séparée de corps d'Arthur Boyer, tous deux de La Patrie, et Suzanne Hamel, secrétaire, fille majeure, 670, Carré Dumay, Sainte-Thérèse-en-Haut, pour les objets suivants:

Exploiter un club d'auto-neige, de chasse, de pêche et de camping, sous le nom de « Domaine Brazeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Patrie, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 627-69

Domaine L'Assomption inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Arnold Ricci, 8110, Du Cap, Saint-Léonard, Robert Brasseur, 10148, Berri, Montréal, tous deux hommes d'affaires, Lawrence Sparks, 6, Meadow Lawn, Pointe-Claire, et Guido Ricci, 6735, Papineau, Montréal, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Domaine L'Assomption inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 3873-68

Double « R » Ranch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean-Jacques Robillard, vendeur, Juliette Bastien, ménagère, épouse

Hill, and Charlotte Hill, housewife, widow of Albert Hill, all three of 13210 Elizabeth Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in articles, materials, goods, wares and merchandise of every kind and nature used in or connected with photography, photo-engraving and optics, under the name of "Dollard Photo & Music Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of the par value of $100 each and 150 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 4866 Sources Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1124-69

Domaine Brazeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Brazeau, cabinet-maker, Madeleine B. Hamel, secretary, wife separate as to bed and board of Arthur Boyer, both of La Patrie, and Suzanne Hamel, secretary, spinster of the full age of majority, 670 Carré Dumay, Sainte-Thérèse-en-Haut, for the following purposes:

To operate a ski-doo, game, fish and camping club, under the name of "Domaine Brazeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at La Patrie, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 627-69

Domaine L'Assomption inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arnold Ricci, 8110 Du Cap, Saint-Léonard, Robert Brasseur, 10148 Berri, Montreal, both businessmen, Lawrence Sparks, 6 Meadow Lawn, Pointe-Claire, and Guido Ricci, 6735 Papineau, Montreal, the latter two salesmen, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine L'Assomption inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 3873-68

Double "R" Ranch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Jacques Robillard, salesman, Juliette Bastien, housewife, wife of said Jean-

dudit Jean-Jacques Robillard, tous deux de 79, de Léry, Boucherville, et André Tremblay, avocat, 1195, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger et faire la location de chevaux d'équitation, sous le nom de « Double « R » Ranch Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7e rang, Montpellier, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 858-69

Gabriel Dufour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Gabriel Dufour, entrepreneur, Nicole Pineault, ménagère, épouse dudit Gabriel Dufour, tous deux de 1362, Méderic Gravel, Port-Alfred, et Réal Gervais, conseiller en administration, 348, Champs Élysées, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Gabriel Dufour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1674-69

École Cycliste Provinciale

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Gauthier, éducateur, 822, Carré Hotte, Sainte-Thérèse, Gilbert Cinq-Mars, fonctionnaire, 4305, Bossuet, et Gabriel Lupien, prêtre, 560, Crémazie est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Enseigner comment pratiquer le sport cycliste, sous le nom de « École Cycliste Provinciale ».

Le siège social de la corporation est 822, Carré Hotte, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1216-69

Econo-Mart Department Store Ltd.
Magasin à rayons Econo-Mart ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverly Crescent, Laval, Maximilien Polak, 7897, Wavell, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Brenda Epstein, secrétaire, célibataire, 6041, Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir grand magasin au détail, sous le nom de « Econo-Mart Department Store Ltd.— Magasin à rayons Econo-Mart ltée », avec un

Jacques Robillard, both of 79 De Léry, Boucherville, and André Tremblay, advocate, 1195 Berri, Montréal, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange and rent riding horses, under the name of "Double "R" Ranch Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 7th Range, Montpellier, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 858-69

Gabriel Dufour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabriel Dufour, contractor, Nicole Pineault, housewife, wife of said Gabriel Dufour, both of 1362 Méderic Gravel, Port-Alfred, and Réal Gervais, administration counsellor, 348 Champs Élysées, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Gabriel Dufour inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1674-69

École Cycliste Provinciale

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Gauthier, teacher, 822 Carré Hotte, Sainte-Thérèse, Gilbert Cinq-Mars, civil servant, 4305 Bossuet, and Gabriel Lupien, priest, 560 Crémazie, east, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To teach how to practise the sport of cycling, under the name of "École Cycliste Provinciale".

The head office of the corporation is at 822 Carré Hotte, Sainte-Thérèse, judical district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29214 1216-69

Econo-Mart Department Store Ltd.
Magasin à rayons Econo-Mart ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverly Crescent, Laval, Maximilien Polak, 7897 Wavell, Côte Saint-Luc, both advocates, and Brenda Epstein, secretary, spinster, 6041 Wilderton, Montreal, for the following purposes:

To act as a retail departmental store, under the name of "Econo-Mart Department Store Ltd.— Magasin à rayons Econo-Mart ltée",

capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1543-69

with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1543-69

Efraim Spiewak Memorial Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Montréal, Aaron Pollack, 900, Rockland, Outremont, et Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte Saint-Luc, tous trois avocat, pour les objets suivants:

Demander l'établissement d'une fondation de charité, sous le nom de « Efraim Spiewak Memorial Foundation ».

Le revenu annuel sur les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation se limite à $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1582-69

Efraim Spiewak Memorial Foundation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Montreal, Aaron Pollack, 900 Rockland, Outremont, and Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte Saint-Luc, all three attorneys, for the following purposes:

To require the establishment of a charitable foundation, under the name of "Efraim Spiewak Memorial Foundation".

The annual revenue from the immovable property which the corporation may possess or hold, is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1582-69

Elite's Discount Store Inc.
Magasin d'escompte Élite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1969, constituant en corporation: Elie Strigler, marchand, 774, Parkway, Laval, Max Coblentz, avocat et conseil en Loi de la reine, 484, McGill, et Ross Coblentz, étudiant, 4382, Isabella, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce du tabac, de cigarettes, cigares, pipes, divers articles de fumeurs et autres menus articles utilisés généralement par les fumeurs, sous le nom de « Elite's Discount Store Inc. — Magasin d'escompte Élite inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4843 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1336-69

Elite's Discount Store Inc.
Magasin d'escompte Élite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Elie Strigler, merchant, 774 Parkway, Laval, Max Coblentz, advocate and Queen's Counsel, 484 McGill, and Ross Coblentz, student, 4392 Isabella, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tobacco, cigarettes, cigars, pipes, smokers' sundries and such other articles and things as are commonly used by smokers, under the name of "Elite's Discount Store Inc. — Magasin d'escompte Élite inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4843 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1336-69

Entretien Select inc.
Select Maintenance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Victorin Thompson, industriel, Irène Lepage, ménagère, épouse dudit Victorin Thompson, tous deux de 2385, Power, Sillery, et Marcel Martineau, agent, d'assurance, boulevard des Étudiants, Loretteville, pour les objets suivants:

Entretien Select inc.
Select Maintenance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victorin Thompson, industrialist, Irène Lepage, housewife, wife of the said Victorin Thompson, both of 2385 Power, Sillery, and Marcel Martineau, insurance agent, des Étudiants Blvd., Loretteville, for the following purposes:

Faire l'entretien général et le ménage de tous édifices, terrains et parterres, sous le nom de « Entretien Select inc. — Select Maintenance Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 73, rue Saint-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1750-69

480 Duvernay Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Arthur J. Marcovitch, 5525, Trent, Richard S. Gottlieb, 7519, Bailey, Lawrence Glazer, 7920, Kingsley, tous trois avocats, de Côte Saint-Luc, et Lenora Anderson, secrétaire, épouse de Peter Anderson, 19, Trésor Caché, LaSalle, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « 480 Duvernay Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopéartives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1520-69

J. P. Ferland et frère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Ferland, mécanicien, Gisèle Groleau, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Ferland, tous deux de 104, rue Wolfe, Marcel-A. Ferland, mécanicien, et Gertrude Bédard, ménagère, épouse dudit Marcel-A. Ferland, ces deux derniers de 120, rue St-Louis, tous quatre de Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces d'automobiles, camions et de tous genres de véhicules automobiles, sous le nom de « J. P. Ferland et frère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 104, rue Wolfe, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1438-69

Franan Investment Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, Dov Kravetz, 4969, Isabella, tous deux avocats, et Francine Végiard, secrétaire, célibataire, 2575, Aird, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The general maintenance and cleaning of all buildings, lands and lawns, under the name of "Entretien Select inc. — Select Maintenance Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 73 Saint-Pierre St., Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1750-69

480 Duvernay Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur J. Marcovitch, 5525 Trent, Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey, Lawrence Glazer, 7920 Kingsley, all three advocates, of Côte Saint-Luc, and Lenora Anderson, secretary, wife of Peter Anderson, 19 Trésor Caché, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "480 Duvernay Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1520-69

J. P. Ferland et frère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Ferland, mechanic, Gisèle Groleau, housewife, wife of the said Jean-Paul Ferland, both of 104 Wolfe St., Marcel-A. Ferland, mechanic, and Gertrude Bédard, housewife, wife of the said Marcel-A. Ferland, the two latter of 120 St-Louis St., all four of Lévis, for the following purposes:

To deal in automobile parts, trucks and all kinds of motor vehicles, under the name of "J. P. Ferland et frère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 104 Wolfe St., Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1438-69

Franan Investment Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Dov Kravetz, 4969 Isabella, both advocates, and Francine Végiard, secretary, spinster, 2575 Aird, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Franan Investment Company Inc. », avec un capital total de $125,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,500 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 99,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1617-69

To carry on the business of an investment company, under the name of "Franan Investment Company Inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,500 class "A" preferred shares of $10 each and 99,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1617-69

Irénée Gendreau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1969, constituant en corporation: J.-Valère Hallé, industriel, 2968, rue de la Promenade, Sainte-Foy, Robert O'Malley, voyageur, 6480, avenue Fabre, Charlesbourg, et Marcel Lapointe, comptable, 2104, rue Carreau, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Irénée Gendreau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 175, de l'Évêché ouest, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1803-69

Irénée Gendreau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Valère Hallé, industrialist, 2968 de la Promenade St., St. Foy, Robert O'Malley, traveller, 6480 Fabre Ave., Charlesbourg, and Marcel Lapointe, accountant, 2104 Carreau St., Québec, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Irénée Gendreau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 175 de l'Évêché west, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1803-69

Gourmet Food Products Ltd.
Produits alimentaires Gourmet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Pierre-R. Portelance, commerçant, 506, Grosvenor, Westmount, Jean Trépanier, ingénieur, 242, Colbert, Repentigny, et Geoffroy Birtz, avocat, 176, Highfield, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits alimentaires de quelque nature que ce soit, sous le nom de « Gourmet Food Products Ltd.— Produits alimentaires Gourmet ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1548-69

Gourmet Food Products Ltd.
Produits alimentaires Gourmet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-R. Portelance, trader, 506 Grosvenor, Westmount, Jean Trépanier, engineer, 242 Colbert, Repentigny, and Geoffroy Birtz, advocate, 176 Highfield, Mount-Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all food products of any nature whatsoever, under the name of "Gourmet Food Products Ltd.— Produits alimentaires Gourmet ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 9,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1548-69

Granby Kiwanis Fund
Fonds Kiwanis de Granby

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: René Bouthillier, gérant des ventes, 10, rue Laval, Hervé Benoit, dessinateur, 2 sud, rue Saint-Charles, et Fred A. Wallace, retraité, 74, rue Grove, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Granby Kiwanis Fund
Fonds Kiwanis de Granby

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Bouthillier, sales manager, 10 Laval Street, Hervé Benoit, designer, 2 St-Charles Street South, and Fred A. Wallace, retired, 74 Grove Street, all three of Granby, for the following purposes:

Venir en aide aux nécessiteux, spécialement les jeunes, sous le nom de « Granby Kiwanis Fund — Fonds Kiwanis de Granby ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir ou posséder la corporation est de $40,000.

Le siège social de a corporation est 74, rue Grove, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 5970-68

Harvey Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Adrien Harvey, commerçant, Pierrette Néron, ménagère, épouse dudit Adrien Harvey, et Jacques Ferland, comptable, tous trois de La Malbaie, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles de sport, sous le nom de « Harvey Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1666-69

I. & G. Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en Loi de la reine, 4865, chemin de la Reine Marie, app. 17, Richard Boucher, agent immobilier, 6625, 33e avenue, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3456, rue Aylmer, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner, acheter et vendre des robes, vêtements de sport et autres vêtements pour dames et demoiselles, ainsi que des accessoires vestimentaires de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « I. & G. Originals Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1406-69

Industries Cerco inc.
Cerco Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Raymond Lemieux, homme d'affaires, Pierrette Normandin, ménagère, épouse dudit Raymond Lemieux, et Jean-Claude Bédard, menuisier, tous trois de Saint-Rémi, pour les objets suivants:

To assist needy persons, particularly young people, under the name of "Granby Kiwanis Fund — Fonds Kiwanis de Granby".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at 74 Grove Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 5970-68

Harvey Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Harvey, trader, Pierrette Néron, housewife, wife of the said Adrien Harvey, and Jacques Ferland, accountant, all three of La Malbaie, for the following purposes:

To manufacture and to deal in sports clothing and goods, under the name of "Harvey Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1666-69

I. & G. Originals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, 4865 Queen Mary Road, Apt. 17, Richard Boucher, realtor, 6625, 33rd Avenue, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, 3456 Aylmer Street, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell dresses, gowns, sportswear, women's and misses' wearing apparel of every kind and description, under the name of "I. & G. Originals Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 300, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1406-69

Industries Cerco inc.
Cerco Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lemieux, businessman, Pierrette Normandin, housewife, wife of the said Raymond Lemieux, and Jean-Claude Bédard, carpenter, all three of Saint-Rémi, for the following purposes:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Industries Cerco inc.— Cerco Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Rémi, judicial judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1680-69

Les Industries maritimes de Sept-Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Donald Gallienne, Sept-Iles, Norman Ryall, St. Andrews, New Brunswick, tous deux hommes d'affaires, et Jean Leahy, avocat et conseil en Loi de la reine, 255, avenue Laurier, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de pêcherie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les Industries maritimes de Sept-Iles inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1396-69

International Advertising Display Co. Ltd. Cie d'Étalage publicitaire internationale ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1969, constituant en corporation: Max Klepper, administrateur, 670, Caven Circle, Saint-Laurent, Alan M. Stein, 5042, Ponsard, Montréal, et Irwin Rudick, 6637, rue Baily, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de panneaux-réclame, étalages et des produits qui s'y rattachent, sous le nom de « International Advertising Display Co. Ltd.— Cie d'Étalage publicitaire internationale ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1036-69

International Radio Telephone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Joseph Pavia, 7692, Cartier, Thomas, Pavia 5554, Albert Duquesne, et Louis Acocella, 2226, est, Mont-Royal, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication, le service, la réparation et le commerce de radios, accessoires électriques, instruments de musique et des pièces qui les

The lumber trade and business, under the name of "Industries Cerco inc.— Cerco Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Rémi, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1680-69

Les Industries maritimes de Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Gallienne, Sept-Iles, Norman Ryall, St. Andrews, New Brunswick, both businessmen, and Jean Leahy, advocate an Queen's Counsel, 255 Laurier Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on a fishery business in all its branches, under the name of "Les Industries maritimes de Sept-Iles inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1396-69

International Advertising Display Co. Ltd. Cie d'Étalage publicitaire internationale ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Max Klepper, executive, 670 Caven Circle, Saint-Laurent, Alan M. Stein, 5042 Ponsard, Montreal, and Irwin Rudick, 6637 Baily Street, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in advertising signs, displays, and allied products, under the name of "International Advertising Display Co. Ltd.— Cie d'Étalage publicitaire internationale ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1036-69

International Radio Telephone Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Pavia, 7692 Cartier, Thomas Pavia, 5554 Albert Duquesne, and Louis Acocella, 2226 Mount Royal East, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, service, repair and otherwise deal in radios, electrical appliances, musical instruments and their component parts and

composent, ainsi que de marchandises du même genre, sous le nom de « International Radio Telephone Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3230, rue Rouville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1671-69

JDS Metal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1969, constituant en corporation: John Hykawy, 2218, Papineau, Jacques-Cartier, Howard Grief, 8435, Mayrand, tous deux avocats, et Monique Leveillé, secrétaire, célibataire, 4000, Kindersley, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de métaux, alliages de métaux et produits du métal, sous le nom de « JDS Metal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1506-69

Jones Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Albert Bissonnette, avocat et conseil en Loi de la reine, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Françoise Bourbeau, 3, Place Bellerive, Laval, et Kathleen Higgins, 439, avenue Grosvenor, Westmount, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les bojets suivants:

Établir une compagnie de placements, sous le nom de « Jones Enterprises Ltd. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 99,400 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 529, Saint-Charles-Borromée, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1615-69

Joylonn Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, Dov Kravetz, 4969, Isabella, tous deux avocats, et Francine

kindred merchandise, under the name of "International Radio Telephone Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3230 Rouville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1671-69

JDS Metal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Hykawy, 2218 Papineau, Jacques-Cartier, Howard Grief, 8435 Mayrand, both attorneys, and Monique Leveillé, secretary, spinster, 4000 Kindersley, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, metal alloys and metal products, under the name of "JDS Metal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1506-69

Jones Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Bissonnette, advocate and Queen's Counsel, 2 Brynmor Avenue, Montreal West, Françoise Bourbeau, 3 Place Bellerive, Laval, and Kathleen Higgins, 439 Grosvenor Avenue, Westmount, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jones Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 99,400 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 529 St. Charles-Borromée, Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Finnacial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1615-69

Joylonn Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Dov Kravetz, 4969 Isabella, both advocates, and Francine Végiard,

Végiard, secrétaire, célibataire, 2575, Aird, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir une compagnie de placements, sous le nom de « Joylonn Investment Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,500 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 124,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1618-69

King of the Pizza Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1969, autorisant la fusion des compagnies « King of the Pizza Inc. » et « Mazza Pizza Inc. », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, datées respectivement des 8 août 1958 et 29 août 1967, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, avec un capital total de $80,000, divisé en 4,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnies est « King of the Pizza Limited ».

Le siège social de la compagnie est 1858 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 367-69 1479/61

Knitree Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: David Goodman, avocat et conseil en Loi de la reine, 11, Lyncroft, Hampstead, William Fraiberg, avocat, 335, Clarke, app. 14, Westmount, Bella Waxman, 4817, Fulton et Shirley Atkinson, 3440, Durocher, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montéal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Knitree Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9200, rue Meilleur, Montréal district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1302-69

R. A. Lacerte et Associés inc.
R. A. Lacerte and Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, Bruce Cleven, 223, Lazard,

secretary, spinster, 2575 Aird, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Joylonn Investment Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,500 class "A" preferred shares of $10 each and 124,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1618-69

King of the Pizza Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "King of the Pizza Inc." and "Mazza Pizza Inc.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, August 8, 1958, and August 29, 1967, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, with a total capital stock of $80,000, divided into 4,400 common shares of the par value of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The name of the new company is "King of the Pizza Limited".

The head office of the new company is 1858 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 367-69 1479/61

Knitree Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Goodman, advocate and Queen's Counsel, 11 Lyncroft, Hampstead, William Fraiberg, advocate, 335 Clarke, Apt. 14, Westmount, Bella Waxman, 4817 Fulton, and Shirley Atkinson, 3440 Durocher, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Knitree Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 9200 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1302-69

R. A. Lacerte et Associés inc.
R. A. Lacerte and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, Bruce Cleven, 223 Lazard, both of

tous deux de Mont-Royal, et C. Stephen Cheasley, 201, Corot Rive, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en finance, industrie et administration comprenant toutes et chacune des spécialités de ces affaires, sous le nom de « R. A. Lacerte et Associés inc. — R. A. Lacerte and Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1636-69

Elphège Leclerc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Roger Parenteau, avocat, 1450, Fradet, Françoise Béland, secrétaire, fille majeure, 1000, 104e avenue, tous deux de Drummondville-Sud, et Elphège Leclerc, industriel, Sainte-Clothilde, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou de bois, sous le nom de « Elphège Leclerc inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Clothilde, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1574-69

Leisure Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Michel Blouin, 3328, Troie, Montréal, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, Saint-Laurent, et Daniel Kochenburger, 1545, Graham, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général d'articles de toutes sortes se rapportant aux loisirs, sous le nom de « Leisure Products Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1487-69

Lilben Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Albert Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Jaime Wilson Dunton, 8, chemin Condover, Pointe-Claire,

Mount Royal, and C. Stephen Cheasley, 201 Corot Rive, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To engage in and carry on in all or any of their respective branches all or any of the businesses of financial, industrial and management consultants, under the name of "R. A. Lacerte et Associés inc. — R. A. Lacerte and Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1636-69

Elphège Leclerc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Parenteau, advocate, 1450 Fradet, Françoise Béland, secretary, spinster of the full age of majority, 1000, 104th Avenue, both of Drummondville-South, and Elphège Leclerc, industrialist, Sainte-Clothilde, for the following purposes:

To deal in all articles manufactured totally or partially of wood or metal, under the name of "Elphège Leclerc inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 6,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Clothilde, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1574-69

Leisure Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Blouin, 3328 Troie, Montreal, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, Saint-Laurent, and Daniel Kochenburger, 1545 Graham, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on any business generally pertaining to leisure products of every kind, under the name of "Leisure Products Inc.", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1487-69

Lilben Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Bissonnette, 2 Brynmor Avenue, Montreal West, Jaime Wilson Dunton, 8 Condover Road, Pointe-Claire, both advocates, and

tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, célibataire, 439, avenue Grosvenor, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Lilben Holdings Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1614-69

L.P. Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Sydney Phillips, 5616, Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750, Smart, tous deux de Côte Saint-Luc, et Laizer Sirota, 2475, Major, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir, en général, à titre de consultants et conseillers relativement à la gestion et l'exploitation de restaurants, bars, snack-bars, services de buffet et établissements de toutes sortes fournissant les produits alimentaires aux débouchés commerciaux et au public, sous le nom de « L.P. Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, rue Bridge, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1356-69

Aurélien Lessard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Aurélien Lessard, commerçant, Lionel Lessard et Richard Lessard, ces deux derniers mécaniciens, tous trois de Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments aratoires, machinerie de ferme, véhicules automobiles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Aurélien Lessard inc. », avec un capital total de $90,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1726-69

Lynn & Johnston Laboratories Inc.
Les Laboratoires Lynn & Johnston inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Stanley Chaplin Lynn, 285, avenue Montrose, Rosemère, Gerald Harlan Johnston, 720, chemin Acadia, Lachine, tous

Kathleen Higgins, secretary, spinster, 439 Grosvenor Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Lilben Holdings Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1614-69

L.P. Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Phillips, 5616 Palmer, Wolfe M. Friedman, 5750 Smart, both of Côte Saint-Luc, and Laizer Sirota, 2475 Major, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To act as consultants and advisors in general to the management and operators of restaurants, lounges, snack-bars, catering services and establishments of all kinds providing foods to trade outlets or to the public, under the name of "L.P. Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 210 Bridge Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1356-69

Aurélien Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurélien Lessard, trader, Lionel Lessard, and Richard Lessard, the latter two mechanics, all three of Saint-Georges-West, for the following purposes:

To deal in agricultural implements, farm machinery, motor vehicles and merchandise of all kinds, under the name of "Aurélien Lessard inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 400 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1726-69

Lynn & Johnston Laboratories Inc.
Les Laboratoires Lynn & Johnston inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Chaplin Lynn, 285 Montrose Avenue, Rosemère, Gerald Harlan Johnston, 720 Acadia Road, Lachine, both chemists, Ginette

deux chimistes, Ginette Ayotte, secrétaire, célibataire, 2022, rue Daniel, Jacques-Cartier, et H. Laddie Schnaiberg, avocat, 7460, chemin Kingsley, app. 908, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce de toutes sortes de produits chimiques et accessoires de laboratoire, sous le nom de « Lynn & Johnston Laboratories Inc. — Les Laboratoires Lynn & Johnston inc. », avec un capital-actions divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1613-69

M.B. automobiles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Maurice Brochu, garagiste, 13, Ramsay, André Desbois, mécanicien, 116, Legardeur, et Roger Levasseur, notaire, Place Lasalle, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles et véhicules de toutes sortes, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « M.B. automobiles ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1595-69

M.W. Diecutting Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Marvin Riback, 5621, Palmer, Côte Saint-Luc, Jack Lightstone, 4505, Édouard Montpetit, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Morlin A. Aster, avocat, 6525, chemin Côte Saint-Luc, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fabricants de matrices et de machinerie, sous le nom de « M.W. Diecutting Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1030, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1612-69

Gordon A. MacEachern (Québec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1969,

Ayotte, secretary, spinster, 2022 Daniel Street, Jacques-Cartier, and H. Laddie Schnaiberg, advocate, 7460 Kingsley Road, Apt. 908, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of chemical products and laboratory equipment, under the name of "Lynn & Johnston Laboratories Inc. — Les Laboratoires Lynn & Johnston inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1613-69

M.B. automobiles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Brochu, garage-keeper, 13 Ramsay, André Desbois, mechanic, 116 Legardeur, and Roger Levasseur, notary, Place Lasalle, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and motor vehicles of all kinds, as well as their parts and accessories, under the name of "M.B. automobiles ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1595-69

M.W. Diecutting Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Riback, 5621 Palmer, Côte Saint-Luc, Jack Lightstone, 4505 Édouard Montpetit, both advocates and Queen's Counsels, and Morlin A. Aster, advocate, 6525 Côte St. Luc Road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of dies and machinery, under the name of "M.W. Diecutting Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1030 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1612-69

Gordon A. MacEachern (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: William MacEachern, administrateur, 2050, Maisonneuve, app. 802, Montréal, Jim Stanley, 45, avenue Brittany, app. 210, Mont-Royal, et Alan Telford, 1040, rue David, Laval, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

L'entretien et le nettoyage d'immeubles, de complexes à bureaux, de machinerie et de chaudières, sous le nom de « Gordon A. MacEachern (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chac une et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1258, rue Mackay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1722-69

Mar-Bi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean Bigonesse, administrateur, Jean Bigonesse fils, homme d'affaires, tous deux de 10410, d'Auteuil, Montréal, et J.-Henri Vermette, administrateur, 955, rue Bibeau, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Mar-Bi inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10410, d'Auteuil, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1689-69

Paul Martel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jocelyne Lacoste, 113, rue Clarence, Cécile Bernard, 382, rue St-Viateur, Denise Duquette, 438, rue St-Jacques, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Granby, et Paul Martel, agent publicitaire, 1010, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Paul Martel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1824-69

Paul Martin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Wilfrid Lemieux,

rating: William MacEachern, executive, 2050 Maisonneuve, Apt. 802, Montreal, Jim Stanley, 45 Brittany Avenue, Apt. 210, Mount Royal, and Alan Telford, 1040 David Street, Laval, the latter two businessmen, for the following purposes:

To carry on the business of maintaining and cleaning buildings, office complexes, machinery and boilers, under the name of "Gordon A. MacEachern (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1258 Mackay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1722-69

Mar-Bi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Bigonesse, administrator, Jean Bigonesse junior, businessman, both of 10410 d'Auteuil, Montreal, and J.-Henri Vermette, administrator, 955 Bibeau Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Mar-Bi inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10410 d'Auteuil, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1689-69

Paul Martel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jocelyne Lacoste, 113 Clarence Street, Cécile Bernard, 382 Saint-Viateur Street, Denise Duquette, 438 Saint-Jacques Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Granby, and Paul Martel, advertising agent, 1010 Sainte-Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Paul Martel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 Sainte-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1824-69

Paul Martin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilfrid Lemieux, foreman, 3rd Range,

contremaître, 3e rang, Paul LeBel, marchand, 4e avenue, Paul Martin, entrepreneur, 502, 8e avenue, et Paul-E. Bérubé, gérant, 10e avenue, tous quatre de La Pocatière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de «Paul Martin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1836-69

Marv's Shoe Den Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Leonard Simcoe, avocat, 476, Lethbridge, Mont-Royal, Ted Lebovics, étudiant, 5791, Trinity, Côte Saint-Luc, et Bessie Peters, secrétaire, épouse de Dave Peters, 3805, Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures, bottes, marchandises de caoutchouc et produits connexes, sous le nom de « Marv's Shoe Den Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1818-69

Meadow-West Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Gilles Moreau, 10750, De St-Réal, et Peter Virag, 6907, Lemieux, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Meadow-West Building Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1533-69

Le Mobilier Vic-Bec inc.
Vic-Bec Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Marcel Bernard, contremaître, Jean-Paul Lainesse, évaluateur de temps,

Paul LeBel, merchant, 4th Avenue, Paul Martin, contractor, 502, 8th Avenue, and Paul-E. Bérubé, manager, 10th Avenue, all four of La Pocatière, for the following purposes:

To deal in any hardware goods, electric appliances and building material, under the name of "Paul Martin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1836-69

Marv's Shoe Den Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leonard Simcoe, advocate, 476 Lethbridge, Mount Royal, Ted Lebovics, student, 5791 Trinity, Côte Saint-Luc, and Bessie Peters, secretary, wife of Dave Peters, 3805 Dupuis, Montreal, for the following purposes:

To deal in shoes, boots, rubber goods and related products, under the name of "Marv's Shoe Den Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Coopératives.

29414-o 1818-69

Meadow-West Building Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Gilles Moreau, 10750 De St-Réal, and Peter Virag, 6907 Lemieux, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Meadow-West Building Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1533-69

Le Mobilier Vic-Bec inc.
Vic-Bec Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Bernard, foreman, Jean-Paul Lainesse, time appraiser, 61A Gamache, Léo

61A, Gamache, Léo Lajeunesse, contremaître, route rurale numéro 2, tous trois de Victoriaville, Léo Lambert, assureur, 17, Provencher, et Michel Perreault, gérant, 159A, Beauchesne, ces deux derniers d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Le Mobilier Vic-Bec inc. — Vic-Bec Furniture Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1698-69

Montreal Art Boutique Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Haykazoun Sumbulian, Thomas Calder, tous deux avocats, et Mary A. Quinlan, secrétaire, veuve non remariée de feu Joseph B. Dowling, tous trois de 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles d'art et de nouveauté, sous le nom de « Montreal Art Boutique Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1428-69

M. Morin et Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Marcel Morin, vendeur, Jacquelyne Béliveau, ménagère, épouse dudit Marcel Morin, tous deux de 6311, Ouellette, Montréal-Nord, et Onias Asselin, vendeur, 3245, Tracy, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « M. Morin et Associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1753-69

Moto Kometik inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Benoît Lévesque, André Rousseau, tous deux industriels, François Rousseau, technicien, Danielle Rousseau, secrétaire, fille majeure, Guy Gendron, étudiant, tous cinq de Saint-Jean-Port-Joli, Hébert Dubé, surin-

Lajeunesse, foreman, Rural Route number 2, all three of Victoriaville, Léo Lambert, insurer, 17 Provencher, and Michel Perreault, manager, 159A Beauchesne, the latter two of Arthabaska, for the following purposes:

To deal in furniture and fancy goods of all kinds, under the name of "Le Mobilier Vic-Bec inc. — Vic-Bec Furniture Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1698-69

Montreal Art Boutique Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Haykazoun Sumbulian, Thomas Calder, both advocates, and Mary A. Quinlan, secretary, unremarried widow of the late Joseph B. Dowling, all three of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in art goods and novelties, under the name of "Montreal Art Boutique Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1428-69

M. Morin et Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Morin, salesman, Jacquelyne Béliveau, housewife, wife of said Marcel Morin, both of 6311 Ouellette, Montreal North, and Onias Asselin, salesman, 3245 Tracy, Laval, for the following purposes:

To deal in all hardware articles, electrical accessories and construction material, under the name of "M. Morin et Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1753-69

Moto Kometik inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the LieutenantGovernor of the Province, incorporating: Benoît Lévesque, André Rousseau, both industrialists, François Rousseau, technician, Danielle Rousseau, secretary, spinster of the full age of majority, Guy Gendron, student, all five of Saint-Jean-Port-Joli, Hébert Dubé, superin-

tendant, Saint-Damase-de-l'Islet, et André Bérubé, comptable, Saint-Eugène, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes pièces en métal ou autre matière qui entrent dans la construction de véhicules motorisés, sous le nom de « Moto Kometik inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-Port-Joli, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1842-69

Music Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Guy Bélisle, 124, Grande Côte, Gaston Binette, 102, rue De Bellefeuille, tous deux notaires, et François Théorêt, secrétaire, épouse de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Music Mart Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1692-69

Nanuk Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Jean Marier, 2530, Chassé, tous deux de Sainte-Foy, et Jacques Delisle, 1240, de Samos, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de véhicules, moteurs, pièces, accessoires, machinerie, marchandises, articles et produits, sous le nom de « Nanuk Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1851-69

Nettoyeurs Aristo inc.
Aristo Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1969, constituant en corporation: André Pellerin, nettoyeur, Denyse Brosseau, ménagère, épouse dudit André Pellerin, tous deux de 3802, rue Montsabré, Réjean Pellerin, 2309, rue Frontenac, et Jacques

tendent, Saint-Damase-de-l'Islet, and André Bérubé, accountant, Saint-Eugène, for the following purposes:

To manufacture and deal in all metal pieces or other material used in the building of motor vehicles, under the name of "Moto Kometik inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 100,000 common shares of $5 each.

The head office of the company is at Saint-Jean-Port-Joli, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1842-69

Music Mart Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bélisle, 124 Grande Côte, Gaston Binette, 102 De Bellefeuille Street, both notaries, and Françoise Théorêt, secretary, wife of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To deal in music instruments, their parts and accessories, as well as in other similar merchandise, under the name of "Music Mart Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal vaue of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1692-69

Nanuk Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Jean Marier, 2530 Chassé, both of Sainte-Foy, and Jacques Delisle, 1240 de Samos, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of vehicles, engines, parts, accessories, machinery, goods, wares and merchandise, under the name of "Nanuk Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1851-69

Nettoyeurs Aristo inc.
Aristo Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Pellerin, cleaner, Denyse Brosseau, housewife, wife of the said André Pellerin, both of 3802 Montsabré Street, Réjean Pellerin, 2309 Frontenac Street, and Jacques Pellerin, 2342

Pellerin, 2342, rue Frontenac, ces deux derniers vendeurs, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nettoyeurs Aristo inc.— Aristo Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1781-69

Le Nettoyeur Lévisien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Gilbert Blanchette, gérant, 1455, St-Victor, Maurice Frenette, agent, et Blanche Paradis, ménagère, épouse dudit Maurice Frenette, ces deux derniers de 1218, St-Paul, tous trois de L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Le Nettoyeur Lévisien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 38, rue St-Augustin, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1712-69

Perrette Dairy (Laval) Ltd.
Laiterie Perrette (Laval) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 6950, avenue Fielding, Montréal, Michael P. Maloney, 445, avenue Lepage, Dorval, et Frederick K. Anderson, 2, boulevard Crépeau, Saint-Laurent, tous trois commis en Loi, pour les objets suivants:

Exploiter la préparation et le commerce de produits laitiers, agricoles et maraîchers, sous le nom de « Perrette Dairy (Laval) Ltd. — Laiterie Perrette (Laval) ltée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair, 80 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 31,000 actions privilégiées catégorie « B » sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1472-69

Peterson Discount Plaza Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Peter Peterson, marchand, Anna Peterson, ménagère, épouse dudit Peter Peterson, tous deux, du 3504, du

Frontenac Street, the latter two salesmen, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeurs Aristo inc.— Aristo Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1781-69

Le Nettoyeur Lévisien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Blanchette, manager, 1455 Saint-Victor, Maurice Frenette, agent, and Blanche Paradis, housewife, wife of the said Maurice Frenette, the latter two of 1218 Saint-Paul, all three of L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Le Nettoyeur Lévisien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 38 Saint-Augustin Street, Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1712-69

Perrette Dairy (Laval) Ltd.
Laiterie Perrette (Laval) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Farid A. Cheftechi, 6950 Fielding Avenue, Montreal, Michael P. Maloney, 445 Lepage Avenue, Dorval, and Frederick K. Anderson, 2 Crépeau Boulevard, Saint-Laurent, all three law clerks, for the following purposes:

To manufacture and deal in dairy, farm and garden produce, under the name of "Perrette Dairy (Laval) Ltd. — Laiterie Perrette (Laval) ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value, 80 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 31,000 class "B" preferred shares without par value.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1472-69

Peterson Discount Plaza Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Peterson, merchant, Anna Peterson, housewife, wife of the said Peter Peterson, both of 3504 Park, Apt. 15, Montreal, and Chris-

Parc, app. 15, Montréal, et Christos Koukis, marchand, 5122, Samson, Laval, pour les objets suivants:

Tenir un magasin de détail en général, sous le nom de « Peterson Discount Plaza Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1732-69

Pie IX Service Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1969, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 4950, avenue Ponsard, Mortimer Chaikelson 5893, Clanranald, tous deux avocats, Helen Connors, réceptionniste, célibataire, 4278, St-Hubert, tous trois de Montréal, et Thérèse Perreault, secrétaire, célibataire, 5533, Henri Bourassa, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de service et la fabrication et le commerce de voitures neuves et usagées, véhicules, accessoires et pièces d'iceux, sous le nom de « Pie IX Service Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4101 est, Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 706-69

Polar Holdings Inc.
Gestion Polaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Martin Donald Bogante, avocat, Linda Bogante, ménagère, épouse dudit Martin Donald Bogante, tous deux de 455, Hudson, Montréal-Ouest, et Jack Ralph Bogante, avocat, 5365, Prince de Galles, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Polar Holdings Inc.— Gestion Polaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 159 ouest, rue Craig, bureau 916, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1833-69

La Poudrière de l'Esplanade ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, cons-

tos Koukis, merchant, 5122 Samson, Laval, for the following purposes:

To operate a general retail store, under the name of "Peterson Discount Plaza Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1732-69

Pie IX Service Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, 4950 Ponsard Avenue, Mortimer Chaikelson, 5893 Clanranald, both advocates, Helen Connors, receptionist, spinster, 4278 St. Hubert, all three of Montreal, and Thérèse Perreault, secretary, spinster, 5533 Henri Bourassa, Montreal North, for the following purposes:

To operate service stations and to manufacture and deal in new and used conveyances, vehicles, accessories and parts thereof, under the name of "Pie IX Service Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4101 Jean-Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 706-69

Polar Holdings Inc.
Gestion Polaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Martin Donald Bogante, advocate, Linda Bogante, housewife, wife of the said Martin Donald Bogante, both of 455 Hudson, Montreal West, and Jack Ralph Bogante, advocate, 5365 Prince of Wales, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Polar Holdings Inc.— Gestion Polaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 159 Craig Street West, Suite 916, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1833-69

La Poudrière de l'Esplanade ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

tituant en corporation: Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Jean Marier, 2530, Chassé, tous deux de Sainte-Foy, et Jean Richard, 2504, de la Falaise, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers et boutiques pour la vente de produits de toutes sortes, sous le nom de « La Poudrière de l'Esplanade ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1114, Cartier, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1672-69

rating: Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Jean Marier, 2530 Chassé, both of St. Foy, and Jean Richard, 2504 de la Falaise, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To operate stores, studios and shops selling goods of all kinds, under the name of "La Poudrière de l'Esplanade ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1114 Cartier, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1672-69

Productions Provinciales inc.
Provincial Productions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: André Lareau, artiste commercial, Marcel Lareau, fabricant d'enseignes, et Cécile Vilandré, ménagère, épouse de J.-R. Aimé Lareau, tous trois de 286, chemin des Prairies, Joliette, pour les objets suivants:

Exercer à la radio ou ailleurs une entreprise de publicité, sous le nom de « Productions Provinciales inc.— Provincial Productions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 286, chemin des Prairies, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1681-69

Productions Provinciales inc.
Provincial Productions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lareau, commercial artist, Marcel Lareau, sign manufacturer, and Cécile Vilandré, housewife, wife of J.-R.-Aimé Lareau, all three of 286 des Prairies Road, Joliette, for the following purposes:

To operate, on the radio or elsewhere, a publicity business, under the name of "Productions Provinciales inc.— Provincial Productions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 286 des Prairies Road, Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1681-69

Proulx automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Louis-Ovide Proulx, mécanicien, Linda Bezeau, ménagère, épouse dudit Louis-Ovide Proulx, tous deux de 11, Cormier, et Normand Proulx, mécanicien, 725, Bourgeois, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Proulx automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 911, Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1625-69

Proulx automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Ovide Proulx, mechanic, Linda Bezeau, housewife, wife of the said Louis-Ovide Proulx, both of 11 Cormier, and Normand Proulx, mechanic, 725 Bourgeois, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of « Proulx automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 911 Laure, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1625-69

Québec Automobile Sales Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Barbara Field, ménagère, épouse de Bernard Martin, 2005, Alfred, Paul-André De Champlain, 802, Riendeau, et Claude

Québec Automobile Sales Agency Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barbara Field, housewife, wife of Bernard Martin, 2005 Alfred, Paul-André De Champlain, 802 Riendeau, and Claude Le Maire,

Le Maire, 6722, Matte, ces deux derniers vendeurs, tous trois de Brossard, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, véhicules automobiles et pièces d'iceux, neufs ou usagés, sous le nom de « Québec Automobile Sales Agency Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2005 rue Alfred, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1643-69

Québec Council of Odd Pants Employers

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Balinsky, 160 est, Saint-Viateur, Norman Rothstein, 5505, boulevard Saint-Laurent, Stanley Guttman, 9320, boulevard Saint-Laurent, Harvey Socransky, 3981, boulevard Saint-Laurent, tous les quatre de Montréal, et Ernest Larue, 1850, rue Saint-Antoine, Saint-Hyacinthe, tous les cinq manufacturiers, pour les objets suivants:

Préparer des conventions collectives en faveur de ses membres et établir des règlements pour les rapports entre employeurs et employés de l'industrie de la couture, et sans restriction à l'industrie du pantalon, sous le nom de « Québec Council of Odd Pants Employers ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir ou posséder la corporation est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1230-69

R & C Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, tous deux de Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, Queen Mary, Hampstead, et Phyllis Stern, secrétaire, épouse de Allen Yaphe, 2200, rue Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce d'appareils sanitaires de toutes sortes, sous le nom de « R & C Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6045, chemin Upper Lachine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1366-69

6722 Matte, the latter two salesmen, all three of Brossard, for the following purposes:

To deal in new and used automobiles, trucks, motor vehicles and parts, under the name of "Québec Automobile Sales Agency Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2005 Alfred Street, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1643-69

Québec Council of Odd Pants Employers

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles Balinsky, 160 St. Viateur East, Norman Rothstein, 5505 St. Lawrence Boulevard, Stanley Guttman, 9320 St. Lawrence Boulevard, Harvey Socransky, 3981 St. Lawrence Boulevard, all four of Montreal, and Ernest Larue, 1850 St. Antoine Street, Saint-Hyacinthe, all five manufacturers, for the following purposes:

To engage on behalf of its members in collective bargaining and in the regulation of relations between the employers and employees in the sewing industries and without limitation to the odd pants industry, under the name of "Québec Council of Odd Pants Employers".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1230-69

R & C Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, both of Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary, Hampstead, and Phyllis Stern, secretary, wife of Allen Yaphe, 2200 Gold Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in sanitation supplies of all kinds, under the name of "R & C Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6045 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1366-69

Rayson Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, et Evlyn Raphael, secrétaire, épouse de Charles Raphael, 4895, Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Rayson Trading Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1811-69

Rayson Trading Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, and Evlyn Raphael, secretary, wife of Charles Raphael, 4895 Carlton, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Rayson Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1811-69

Rapco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Les Enberg, administrateur, 4812, Nanterre, Pierrefonds, Irwin Rudick, 6637, chemin Bailey, Côte Saint-Luc, et Alan M. Stein, 5042, Ponsard, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce de toutes sortes de matériaux de construction et de tous articles connexes, sous le nom de « Rapco Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1508-69

Rapco Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Les Enberg, executive, 4812 Nanterre, Pierrefonds, Irwin Rudick, 6637 Baily Road, Côte Saint-Luc, and Alan M. Stein, 5042 Ponsard, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of construction materials and any articles associated therewith, under the name of "Rapco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1508-69

Restaurant Florentin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Leonard Liverman, 671, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Israel H. Kaufman, 10960, James Morrice, tous deux avocats, et Annie McNamee, secrétaire, fille majeure, 6550 ouest, rue Sherbrooke, app. 918, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Florentin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1601-69

Restaurant Florentin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leonard Liverman, 671 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Israel H. Kaufman, 10960 James Morrice, both advocates, and Annie McNamee, secretary, fille majeure, 6550 Sherbrooke Street West, Apt. 918, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Florentin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1601-69

Rev Counter Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Rev Counter Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the

patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Avrum Rubinger, 5885, Centennial, Côte Saint-Luc, Billy Mauer, 955, Plymouth, Mont-Royal, tous deux avocats, et Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de pièces, accessoires, outils, appareils, lubrifiants, ciment, dissolutions et instruments, qui se rapportent ou non à la construction des automobiles, sous le nom de « Rev Counter Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1100, Marlboro Drive, bureau 101, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1492-69

St-Adolphe Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Ben Schecter, 5891, Centennial, Stephen J. Roth, 172, Ashton, et Charles Spector, 4895, Bourret, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « St. Adolphe Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, bureau 1406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1734-69

Salon Émelie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Pauline Sanche, coiffeuse, veuve de Ivan Abbott, 3050, rue Workman, Joseph-Alfred Campeau, retraité, 250 est, rue Ontario, et Gertrude Martin, retraitée, fille majeure, 3052, rue Workman, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure et de beauté, sous le nom de « Salon Émelie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 526, avenue Atwater, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1774-69

Salrec Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions:

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Avrum Rubinger, 5885 Centennial, Côte Saint-Luc, Billy Mauer, 955 Plymouth, Mount Royal, both advocates, and Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to construction of motor cars or otherwise, under the name of "Rev Counter Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1100 Marlboro Drive, Suite 101, Mount Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1492-69

St-Adolphe Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ben Schecter, 5891 Centennial, Stephen J. Roth, 172 Ashton, and Charles Spector, 4895 Bourret, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "St. Adolphe Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Room 1406, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1734-69

Salon Émelie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pauline Sanche, hairdresser, widow of Ivan Abbott, 3050 Workman Street, Joseph-Alfred Campeau, retired, 250 Ontario Street East, and Gertrude Martin, retired, fille majeure, 3052 Workman Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hairdressing and beauty salon, under the name of "Salon Émelie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 526 Atwater Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1774-69

Salrec Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Raymond-Rolland Mercier, contremaître, 22, 18e avenue, Bassin Valleyfield, J. Philip Boudreau, 12, rue Albert, Roma Lavigueur, 24, rue Albert, tous deux surintendants, Raymond Forget, opérateur, 26, rue Robb, tous trois de Nitro, Joseph-Raymond Plante, soudeur au plomb, 314, du Lac, Jean-Pierre Grenon, opérateur, 139, Lanctot, Charles Baldwin, premier commis, 5, rue Eastern, Eugène Groulx, peintre, 39A, rue Cossette, et Jean Gauthier, contremaître, 144, rue St-Louis, les cinq derniers de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objtes suivants:

Favoriser les activités sociales, culturelles, éducatives et récréatives, sous le nom de « Salrec Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut acquérir ou détenir est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1479-69

Sanctuaire de Beauvoir

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire St-Laurent, prédicateur, Clément Lebel, économe, et André Godbout, supérieur, tous trois du Sanctuaire de Beauvoir, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir l'exercice de la religion, la charité, l'assistance, l'enseignement et l'éducation, sous le nom de « Sanctuaire de Beauvoir ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est en la paroisse du Sacré-Coeur, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1713-69

Henri-Paul Savard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Henri-Paul Savard, industriel, Marie-Paule Hardy, ménagère, épouse dudit Henri-Paul Savard, tous deux de Portneuf Station et Jean-Guy Alain, comptable, Donnacona, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Henri-Paul Savard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Portneuf, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1665-69

Selco Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Raymond-Rolland Mercier, foreman, 22, 18th Avenue, Valleyfield Bassin, J. Philip Boudreau, 12 Albert Street, Roma Lavigueur, 24 Albert Street, both supervisors, Raymond Forget, operator, 26 Robb Street, all three of Nitro, Joseph-Raymond Plante, lead burner, 314 du Lac, Jean-Pierre Grenon, operator, 139 Lanctot, Charles Baldwin, senior clerk, 5 Eastern Street, Eugène Groulx, painter, 39A Cossette Street, and Jean Gauthier, foreman, 144 St. Louis Street, the latter five of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To promote social, cultural, self-improvement and recreational activity, under the name of "Salrec Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Timothée, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1470-69

Sanctuaire de Beauvoir

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rosaire St-Laurent, preacher, Clément Lebel, bursar, and André Godbout, superior, all three of the Sanctuaire de Beauvoir, Sherbrooke, for the following purposes:

To encourage the practise of religion, charity, assistance, teaching and education, under the name of "Sanctuaire de Beauvoir".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to limited, is $500,000.

The head office of the corporation is in the parish of Sacré-Coeur, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1713-69

Henri-Paul Savard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Savard, industrialist, Marie-Paule Hardy, housewife, wife of the said Henri-Paul Savard, both of Portneuf Station, and Jean-Guy Alain, accountant, Donnacona, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Henri-Paul Savard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Portneuf, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1665-69

Selco Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by

patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Pierre Larue, 2197, Sherbrooke est, Maurice Hamel, 3270, Ellendale, app. 215, tous deux avocats, et Rodrigue Boivin, comptable, 10024, boulevard Rivière-des-Prairies, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « Selco Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10024, boulevard Rivière-des-Prairies, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1772-69

Service de pneus Baie-Comeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Roland Pelletier, gérant, 1159, Boisjoli, Hauterive, Denis Bérubé, comptable agréé, et Roger Levasseur, notaire, ces deux derniers de Place Lasalle, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles et véhicules de toutes sortes, ainsi que leurs parties et accessoires, sous le nom de « Service de pneus Baie-Comeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1761-69

Service National de l'auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Régent Thériault, mécanicien, 34, Donald-Smith, Roger Levasseur, notaire, Place Lasalle, tous deux de Baie-Comeau, et Georges-H. Pelletier, garagiste, 983, Manicouagan, Hauterive, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, magasins et entrepôts pour faire le lavage, la réparation, le service et la garde des automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Service National de l'auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilegiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1498-69

Service Paroissial des loisirs St-Denis

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions:

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Larue, 2197 Sherbrooke East, Maurice Hamel, 3270 Ellendale, Apt. 215, both advocates, and Rodrigue Boivin, accountant, 10024 Rivière-des-Prairies Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in any hardware goods, electric accessories and building material, under the name of "Selco Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10024 Rivière-des-Prairies Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1772-69

Service de pneus Baie-Comeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Pelletier, manager, 1159 Boisjoli, Hauterive, Denis Bérubé, chartered accountant, and Roger Levasseur, notary, the latter two of Place Lasalle, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and vehicles of all kinds, as well as in their parts and accessories, under the name of "Service de pneus Baie-Comeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1761-69

Service National de l'auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Régent Thériault, mechanic, 34 Donald-Smith, Roger Levasseur, notary, Place Lasalle, both of Baie-Comeau, and Georges-H. Pelletier, garage-keeper, 983 Manicouagan, Hauterive, for the following purposes:

To operate garages, stores and warehouses to wash, repair, keep and maintain automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Service National de l'auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1498-69

Service Paroissial des loisirs St-Denis

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Donald Chapdelaine, magasinier, 842, Gilford, Roger Larivée, contremaître, 5360, Mentana, Robert-J. Labelle, commis de bureau, 5149, Drolet, et Yvon Ropers, travailleur en loisirs, 5055, Bellechasse, app. 8, tous de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service Paroissial des loisirs St-Denis ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1086-69

Emil Shewchuk & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Emil Shewchuk, constructeur, Olga Shewchuk, ménagère, épouse dudit Emil Shewchuk, et Meroslav Shewchuk, entrepreneur, tous trois de 6590, 40e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Emil Shewchuk & Son Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6590, 40e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
companies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1856-69

Sinol Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, Martin Green, 982, Grou, Saint-Laurent, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, carpettes et textiles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Sinol Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4924, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1459-69

Société Colibec inc.
Colibec Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean-Marc Bruneau, gérant, 7065, Cloutier, Jean-Pierre Légaré, médecin, 7585, 3e avenue, Marius Fortier, industriel,

Donald Chapdelaine, store-keeper, 842 Gilford, Roger Larivée, foreman, 5360 Mentana, Robert-J. Labelle, office clerk, 5149 Drolet, and Yvon Ropers, recreational worker, 5055 Bellechasse, Apt. 8, all of Montreal, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service Paroissial des loisirs St-Denis".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1086-69

Emil Shewchuk & Son Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emil Shewchuk, constructor, Olga Shewchuk, housewife, wife of said Emil Shewchuk, and Meroslav Shewchuk, contractor, all three of 6590, 40th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Emil Shewchuk & Son Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6590, 40th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1856-69

Sinol Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, Martin Green, 982 Grou, Saint-Laurent, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère all four advocates, for the following purposes:

To deal in carpets, matting and textiles of every kind and description, under the name of "Sinol Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4924 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1459-69

Société Colibec inc.
Colibec Society Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Bruneau, manager, 7065 Cloutier, Jean-Pierre Légaré, doc tor, 7585, 3rd Avenue, Marius Fortier, industrialist, 7223 Place

7223, Place Mont-Royal, tous trois de Charlesbourg, Paul Dumont, fonctionnaire, 1331, Maréchal Foch, Québec, Clément Massicotte, médecin, 6015, boulevard du Jardin, Orsainville, et Noël Demers, industriel, 1090, Rousseau, Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport en général et en particulier le sport du hockey sur glace, sous le nom de « Société Colibec inc.— Colibec Society Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1847-69

Sojolin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jacques Dugas, 111, Tellier, J.-H. Denis Gagnon, 102, DeSalaberry, tous deux avocats, et Claude Bélanger, comptable, 590, Gadoury, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités et faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Sojolin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1699-69

Osias Soucis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: André Soucis, boucher, Jeannine Soucis, teneur de livres, fille majeure, tous deux de 7110, Pontoise, Saint-Léonard, Roger Soucis, gérant, 4219, Hochelaga, et Yvon Soucis, boucher, 4215, Hochelaga, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Osias Soucis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4211, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1562-69

Sulinco Ltd.
Sulinco ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, consti-

Mont-Royal, all three of Charlesbourg, Paul Dumont, civil servant, 1331 Maréchal Foch, Québec, Clément Massicotte, doctor, 6015 du Jardin Boulevard, Orsainville, and Noël Demers, industrialist, 1090 Rousseau, Sillery, for the following purposes:

To promote sports in general and ice hockey in particular, under the name of "Société Colibec inc.— Colibec Society Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1847-69

Sojolin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Dugas, 111 Tellier, J.-H. Denis Gagnon, 102 De Salaberry, both advocates, and Claude Bélanger, accountant, 590 Gadoury, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business generally as money lenders in all and any of its specialties and as a real estate, construction and investment company, under the name of "Sojolin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1699-69

Osias Soucis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Soucis, butcher, Jeannine Soucis, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of 7110 Pontoise, Saint-Léonard, Roger Soucis, manager, 4219 Hochelaga, and Yvon Soucis, butcher, 4215 Hochelaga, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Osias Soucis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4211 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1562-69

Sulinco Ltd.
Sulinco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

tuant en corporation: Douglas S. Pryde, 4569, avenue Hingston, Montréal, Colin K. Irving, 4335, avenue Montrose, Westmount, et Anne-Marie Trahan, fille majeure, 70, avenue Elmwood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir une compagnie de placements, sous le nom de « Sulinco Ltd. — Sulinco ltée », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 4, Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1598-69

La Tabatière du Portage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1969, constituant en corporation: André Gagnon, pharmacien, Andrée Lanthier, ménagère, épouse dudit André Gagnon, tous deux de 75, Labelle, et Jean-R. Labelle, comptable agréé, 139, Lajeunesse, tous trois de L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Tabatière du Portage inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune, 240 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 328, boulevard l'Ange-Gardien, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1784-69

Taverne T.P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Adrienne St-Germain, ménagère, épouse de Raymond Daigneault, 625, Smiley, Saint-Lambert, Pierrette Sénéchal, secrétaire, fille majeure, et Charles-E. Poirier, notaire, ces deux derniers de 4032, Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Taverne T.P. inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 926, boulevard Ste-Croix, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1691-69

Tôlerie Générale ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Leonard Rosen, notaire, 44, Wildtree Drive, Beaconsfield, Viviane Lemonde, secrétaire, célibataire, 4600, chemin de la

porating: Douglas S. Pryde, 4569 Hingston Avenue, Montreal, Colin K. Irving, 4335 Montrose Avenue, Westmount, and Anne-Marie Trahan, fille majeure, 70 Elmwood Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sulinco Ltd. — Sulinco ltée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 4 Maisonneuve Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1598-69

La Tabatière du Portage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gagnon, pharmacist, Andrée Lanthier, housewife, wife of said André Gagnon, both of 75 Labelle, and Jean-R. Labelle, chartered accountant, 139 Lajeunesse, all three of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "La Tabatière du Portage inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $100 each, 240 preferred class "A" shares of $100 each and into 150 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 328 Ange-Gardien Boulevard, L'Assomption, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1784-69

Taverne T.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrienne St-Germain, housewife, wife of Raymond Daigneault, 625 Smiley, Saint-Lambert, Pierrette Sénéchal, secretary, spinster of the full age of majority, and Charles-E. Poirier, notary, the latter two of 4032 Parc Lafontaine, Montreal, for the following purposes:

To run hotels, motels, inns, taverns, restaurants, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Taverne T.P. inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 926 Sainte-Croix Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1691-69

Tôlerie Générale ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leonard Rosen, notary, 44 Wildtree Drive, Beaconsfield, Viviane Lemonde, secretary, spinster, 4600 Queen Mary Road, and David Ro-

Reine-Marie, et David Robinson, notaire, 2300, Saint-Mathieu, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Tôlerie Générale ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1669-69

Turbotronics Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, Lorraine Miller, secrétaire, épouse dudit Joseph P. Miller, tous deux du 120, 90e avenue, LaSalle, et Yvon Ostiguy, commis, 55, rue Ostiguy, Lavaltie, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement électronique, d'appareils-photos, de fournitures pour la photographie et autres objets connexes, sous le nom de « Turbotronics Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1773-69

Turnkey Design Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Charles-Aurèle Gagné, entrepreneur, 2975, Gouin ouest, Montréal, Raymond Piché, dessinateur, 167, Du Havre, Salaberry-de-Valleyfield, et Rachelle Cyr, secrétaire, épouse de Alain Paris, 305, St-Charles, Longueuil, pour les objets suivants:

Donner des consultations et des avis, préparer des études, esquisses, ébauches et dessins pour fins de construction industrielle et commerciale, sous le nom de « Turnkey Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1443-69

United Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: David Fleming, 65, Belvédère, Ben Bernstein, 4004, avenue Grey, tous deux avocats de Montréal, et Darlene

binson, notary, 2300 St. Mathieu, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Tôlerie Générale ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1669-69

Turbotronics Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, Lorraine Miller, secretary, wife of the said Joseph P. Miller, both of 120, 90th Avenue, LaSalle, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To deal in electronic equipment, cameras, photography supplies and all other related objects, under the name of "Turbotronics Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1773-69

Turnkey Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Aurèle Gagné, contractor, 2975 Gouin West, Montreal, Raymond Piché, designer, 167 Du Havre, Salaberry-de-Valleyfield, and Rachelle Cyr, secretary, wife of Alain Paris, 305 Saint-Charles, Longueuil, for the following purposes:

To give advice and consultations, prepare studies, sketches, outlines, and drawings for industrial and commercial constructions, under the name of "Turnkey Design Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1443-69

United Farms Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Fleming, 65 Belvédère, Ben Bernstein, 4004, Grey Avenue, both advocates, of Montreal, and Darlene Segal, secretary, spinster,

Segal, secrétaire, célibataire, 7925, chemin Kingsley, app. 1415, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise générale de culture et d'agriculture, dans toutes leurs spécialités, sous le nom de « United Farms Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Sophie, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1296-69

Universal Gas Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Otto Stark, technicien, 5375, Durnford, Thomas Wilheim, vendeur, et Elisabet Whilheim, employée d'hôtel, épouse dudit Thomas Wilheim, ces deux derniers du 1444, Mackay, app. 602, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Universal Gas Equipment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3395, rue Jean-Brillant, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1504-69

Univrac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Gilberte Baron, 5154, Jeanne-Mance, et Gisèle Tourville, 3261, Forest Hill, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Univrac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 638, 1re rue, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1816-69

Valdo construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1969, constituant en corporation: François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande Allée, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

7925 Kingsley Road, Apt. 1415, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "United Farms Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Sophie, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1296-69

Universal Gas Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Otto Stark, technicien, 5375 Durnford, Thomas Wilheim, salesman, and Elisabet Wilheim, hotel employee, wife of the said Thomas Wilheim, the latter two of 1444 Mackay, Apt. 602, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Universal Gas Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3395 Jean Brillant Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1504-69

Univrac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Gilberte Baron, 5154 Jeanne-Mance, and Gisèle Tourville, 3261 Forest Hill, the two latter secretaries spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Univrac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 638, 1st St., Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1816-69

Valdo construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, the two latter of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Valdo construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1315-69

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Valdo construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1315-69

Ward Graphics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Gary Ward, artiste commercial, Elizabeth Ward, ménagère, épouse dudit Gary Ward, et Dorothy Ward, gérante, épouse divorcée de Wallace Hartland Ward, tous trois du 4411, Kingston, Pierrefonds, pour les objets suivants:

S'établir artistes, imprimeurs, illustrateurs graphiques, photographes et reproducteurs de gravures de toutes sortes et de toute nature, sous le nom de « Ward Graphics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1396 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 210, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1727-69

Ward Graphics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gary Ward, commercial artist, Elizabeth Ward, housewife, wife of the said Gary Ward, and Dorothy Ward, manager, divorced wife of Wallace Hartland Ward, all three of 4411 Kingston, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of artists, printers, graphic illustrators, photographers and reproducers of pictures of all kinds and varieties, under the name of "Ward Graphics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1396 St. Catherine Street West, Suite 210, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1727-69

Eric Wiele Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Ben Schecter, 5891, Centennial, Stephen J. Roth, 172, Ashton, et Charles Spector, 4895, Bourret, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de marchandises de sport, articles pour athlètes, textiles et vêtements de toutes sortes, genres et descriptions, sous le nom de « Eric Wiele Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1775-69

Eric Wiele Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ben Schecter, 5891 Centennial, Stephen J. Roth, 172 Ashton, and Charles Spector, 4895 Bourret, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, athletic equipment, textile and clothing of every kind, nature and description, under the name of "Eric Wiele Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1435 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1775-69

Wong Kung Har Tong Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jack Wong, 5133, rue Clark, Charlie Wong, 5110 ouest, Sherbrooke, Shane Wong, 5538, Côte des Neiges, Tom Wong, 4020, Laval, Peter Wong, 74 ouest, Lagauchetière, tous les cinq hommes d'affaires, Victor Wong, gérant, 5824, avenue Terrebonne, et Sie Yee Wong, retraité, 980, Clark, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Wong Kung Har Tong Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate: a corporation without share capital: Jack Wong, 5133 Clark Street, Charlie Wong, 5110 Sherbrooke West, Shane Wong, 5538 Côte des Neiges, Tom Wong, 4020 Laval, Peter Wong, 74 Lagauchetière West, all five businessmen, Victor Wong, manager, 5824 Terrebonne Avenue, and Sie Yee Wong, retired, 980 Clark, all of Montreal, for the following purposes:

Établir, organiser, encourager et maintenir des rapports entre des personnes portant le nom de famille « Wong » rapports au point de vue social, culturel, charitable et d'assistance, sous le nom de « Wong Kung Har Tong Association ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut détenir ou posséder la corporation est de $400,000.

Le siège social de la corporation est 70 ouest, Lagauchetière, 2e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 4985-68

The Yellow Submarine Sandwich Bars Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Keith Lee George, 98, avenue Cedar, Pointe-Claire, Ronald Joseph Fairholm, 4813, rue Rachel, Pierrefonds, tous deux administrateurs, et William Patrick Keating, avocat, 379, rue Portland, Mont-Royal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « The Yellow Submarine Sandwich Bars Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 1914, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1831-69

To establish, promote, maintain and organize social, cultural, charitable and welfare relationships among persons and individuals bearing the family name "Wong" under the name of "Wong Kung Har Tong Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $400,000.

The head office of the corporation is at 70 Lagauchetière West, 2nd Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 4985-68

The Yellow Submarine Sandwich Bars Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Keith Lee George, 98 Cedar Avenue, Pointe-Claire, Ronald Joseph Fairholm, 4813 Rachel Street, Pierrefonds, both executives, and William Patrick Keating, advocate, 379 Portland Street, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Yellow Submarine Sandwich Bars Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street West, Suite 1914, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 1831-69

Lettres patentes supplémentaires

A. & M. Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de janvier 1969, à la compagnie « A. & M. Investment Corp. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 4179-65 — 1479/10

Barth Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de janvier 1969, à la compagnie « Barth Construction Inc. », 1° réduisant son capital de $270,000 à $110,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,600 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $110,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées, catégories « B », d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° modifiant les droits et privilèges qui se rattachent à ses actions privilégiées, catégorie « A » et catégorie « B ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 13980-57 — 1481/11

Supplementary Letters Patent

A. & M. Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. & M. Investment Corp.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 4179-65 — 1479/10

Barth Construction Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Barth Construction Inc.", 1. reducing its capital from $270,000 to $110,000, the capital stock annulled being divided into 1,600 class "B" preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $110,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 400 class "B" preferred shares of the par value of $100 each; 3. modifying the rights and privileges attached to its class "A" and class "B" preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 13980-57 — 1481/11

Bauer International Investment & Securities Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'avril 1969, à la compagnie « Federman Realty Ltd. » constituée par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1964, 1° changeant son nom en celui de « Bauer International Investment & Securities Co. Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 2476-64 — 1480/61

Brochu Industries Limited
Les Industries Brochu limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour d'avril 1969, à la compagnie « Brochu Industries Limited — Les Industries Brochu limitée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 5652-44 — 1482/45

La Corporation du Foyer d'Accueil de Matane ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'avril 1969, à « La Corporation du Foyer d'Accueil de Matane ltée », étendant ses pouvoirs, et ce, par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $800,000 à $1,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 2394-67 — 1482/11

Cotton Frocks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour d'avril 1969, à la compagnie « Cotton Frocks Inc. », 1° réduisant son capital de $137,000 à $74,876 par l'annulation de 62,124 actions émises privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $74,876 à $137,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 62,124 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 6797-40 — 1482/46

Desmond-Hall Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de janvier 1969, à la compagnie « Desmond-Hall Limited », 1° redésignant ses actions privilégiées comme actions privilégiées première catégorie; 2° augmentant son capital de $60,000 à $180,000, le capital-actions étant divisé en 100

Bauer International Investment & Securities Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Federman Realty Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of June, 1964, 1. changing its name to that of "Bauer International Investment & Securities Co. Ltd."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 2476-64 — 1480/61

Brochu Industries Limited
Les Industries Brochu limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Brochu Industries Limited — Les Industries Brochu limitée ", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 5652-44 — 1482/45

La Corporation du Foyer d'Accueil de Matane ltée

Notice is given that under Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 18th day of April, 1969, to "La Corporation du Foyer d'Accueil de Matane ltée". extending its powers, and such, by increasing the amount to which is limited the immovable property which the said corporation may acquire and possess from $800,000, to $1,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 2394-67 — 1482/11

Cotton Frocks Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cotton Frocks Inc.", 1. reducing its capital from $137,000 to $74,876 by the cancellation of 62,124 issued preferred shares of the par value of $1 each; 2. increasing its capital from $74,876 to $137,000, the additional capital stock being divided into 62,124 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 6797-40 — 1482/46

Desmond-Hall Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Desmond-Hall Limited", 1. redesignating its preferred shares as first preferred shares; 2. increasing its capital from $60,000 to $180,000, the additional capital-stock being divided into 100 second preferred shares of the

actions privilégiées, deuxième catégorie, d'une valeur au pair de $1,000 chacune et 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 12131-57 — 1479/36

The Dutch-Canadian Association

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1969, à « The Catholic Dutch-Canadian Association », constituée en corporation par lettres patentes du 24e jour d'août 1962, 1° changeant son nom en celui de « The Dutch-Canadian Association »; 2° modifiant ses pouvoirs; 3° augmentant la valeur des biens immobiliers que ladite corporation peut acquérir et posséder de $50,000 à $250,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 13097-62 — 1482/22

Dynamic Metals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de mars 1969, à la compagnie « Dynamic Metals Inc. », réduisant son capital par l'annulation de 2,326 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 1046-63 — 1480/34

Les Entrepreneurs en Service Sanitaire du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'avril 1969, à « L'Association des Entrepreneurs-Vidangeurs de la Province de Québec inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 28e jour de janvier 1959, changeant son nom en celui de « Les Entrepreneurs en Service Sanitaire du Québec inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 13248-58 — 1482/52

Yvon Fournier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'avril 1969, à la compagnie « Yvon Fournier inc. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 10720-62 — 1482/55

par value of $1,000 each and 200 additional common shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 12131-57 — 1479/36

The Dutch-Canadian Association

Notice is hereby given that under the Companies Act, Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 14th day of April, 1969, to "The Catholic Dutch-Canadian Association", incorporated by letters patent dated the 24th day of August 1962, 1. changing its name into that of "The Dutch-Canadian Association"; 2. amending its powers; 3. increasing the value of the immovable property which the said corporation may acquire and possess from $50,000 to $250,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 13097-62 — 1482/22

Dynamic Metals Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dynamic Metals Inc.", reducing its capital by the cancellation of 2,326 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 1046-63 — 1480/34

Les Entrepreneurs en Service Sanitaire du Québec inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 22nd day of April 1969, to "L'Association des Entrepreneurs-Vidangeurs de la Province de Québec inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of January, 1959, changing its name into that of "Les Entrepreneurs en Service Sanitaire du Québec inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 13248-58 — 1482/52

Yvon Fournier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Yvon Fournier inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 10720-62 — 1482/55

Horizons du Monde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'avril 1969, à la compagnie « Horizons du Monde inc. », 1° augmentant son capital de $10,000 à $120,000 par la création de 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 797-68 — 1482/35

Ideal Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour d'avril 1969, à la compagnie « Ideal Dress Co. Ltd. », 1° réduisant son capital de $1,000,000 à $750,000 par l'annulation de 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $750,000 à $1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 8431-46 — 1481/26

Lee's Fine Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de mars 1969, à la compagnie « China Inn (Montreal) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de février 1967, changeant son nom en celui de « Lee's Fine Foods Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 691-67 — 1481/36

Lucien Leclerc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'avril 1969, à la compagnie « Lucien Leclerc inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1163-56 — 1482/65

Molson & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour d'avril 1969, à la compagnie « Molson & Company Limited », diminuant son capital par l'annulation de 18,750 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 10271-59 — 1482/71

Horizons du Monde inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Horizons du Monde inc.", 1. increasing its capital from $10,000 to $120,00 by the creation of 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 797-68 — 1482/35

Ideal Dress Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ideal Dress Co. Ltd.", 1. reducing its capital from $1,000,000 to $750,000 by the cancellation of 2,500 preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $750,000 to $1,000,000, the additional capital stock being divided into 250,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 8431-46 — 1481/26

Lee's Fine Foods Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "China Inn (Montreal) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of February, 1967, changing its name to that of "Lee's Fine Foods Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 691-67 — 1481/36

Lucien Leclerc inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lucien Leclerc inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 1163-56 — 1482/65

Molson & Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Molson & Company Limited", reducing its capital by the cancellation of 18,750 class "A" preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 10271-59 — 1482/71

Placements Reino ltée
Reino Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1969, à la compagnie « Placements Reino ltée — Reino Investments Ltd. », 1. augmentant son capital de $40,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 11,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune; 2° subdivisant 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune; 3° changeant 30,000 actions ordinaires de $5 chacune en 30,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 5° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 4046-66 — 1482/75

Placements Reino ltée
Reino Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Placements Reino ltée — Reino Investments Ltd.", 1. increasing its capital stock from $40,000 to $200,000, the additional share capital being divided into 11,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $50 each; 2. subdividing 15,000 common shares of a par value of $10 each into 30,000 common shares of a par value of $5 each; 3. changing 30,000 common shares of $5 each into 30,000 common shares of no par value; 4. amending the provisions of its letters patent; 5. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 4046-66 — 1482/75

Plow & Watters Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'avril 1969, à la compagnie « Plow & Watters Holdings Ltd. », diminuant son capital de $217,380 à $187,849, le capital-actions annulé étant divisé en 29,531 actions privilégiées émises d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 787-22 — 1482/76

Plow & Watters Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Plow & Watters Holdings Ltd.", reducing its capital from $217,380 to $187,849, the capital stock annulled being divided into 29,531 issued preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 787-22 — 1482/76

St. George Shoe Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour d'avril 1969, à la compagnie « St. George Shoe Company Limited », refondant 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $80 chacune en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 225-32 — 1482/105

St. George Shoe Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "St. George Shoe Company Limited", revising 250 common shares of a par value of $80 each into 200 common shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414 225-32 — 1482/105

Sarosi Shoes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1969, à la compagnie « Sarosi Shoes Ltd. », augmentant son capital de $150,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 14389-59 — 1479/54

Sarosi Shoes Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sarosi Shoes Ltd.", increasing its capital from $150,000 to $500,000, the additional capital stock being divided into 35,000 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29414-o 14389-59 — 1479/54

Self Serv Valet (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Self Serv Valet (Canada) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1969, have

patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1969, à la compagnie « Self Serv Valet (Canada) Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 3540-67 — 1482/96

Société Générale de Franchising du Canada ltée
General Franchising Corporation of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mars 1969, à la compagnie « Société Générale de Franchising du Canada ltée — General Franchising Corporation of Canada Ltd. », 1° changeant ses 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 79,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 2639-67 — 1479/56

Tremblay & fils (Assurance) inc.
Tremblay & Sons (Insurance) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de décembre 1968, à la compagnie « J. A. Tremblay & fils (Assurances) inc.— J. A. Tremblay & Sons (Insurance) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Tremblay et fils (Assurance) inc.— Tremblay & Sons (Insurance) Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 4720-65 — 1482/109

Unitar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de janvier 1969, à la compagnie « Unitar Ltd. », 1° réduisant son capital de $765,000 à $525,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,400 actions privilégiées de deuxième catégorie de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $525,000 à $925,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de deuxième catégorie de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 16903-59 — 1479/20

Villeray Enterprise Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Self Serv Valet (Canada) Inc.", increasing its capital from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 3540-67 — 1482/96

Société Générale de Franchising du Canada ltée
General Franchising Corporation of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Société Générale de Franchising du Canada ltée — General Franchising Corporation of Canada Ltd.", 1. changing its 1,000 common shares of the par value of $1 each into 1,000 common shares without nominal or par value; 2. increasing its capital by the creation of 79,000 additional common shares without nominal or par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 2639-67 — 1479/56

Tremblay & fils (Assurance) inc.
Tremblay & Sons (Insurance) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. A. Tremblay & fils (Assurances) inc.— J. A. Tremblay & Sons (Insurance) Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1965, changing its name to that of "Tremblay et fils (Assurance) inc.— Tremblay & Sons (Insurance) Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 4720-65 — 1482/109

Unitar Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Unitar Ltd.", 1. reducing its capital from $765,000 to $525,000, the capital stock annulled being divided into 2,400 second preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital from $525,000 to $925,000, the additional capital stock being divided into 4,000 second preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 16903-59 — 1479/20

Villeray Enterprise Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have

patentes supplémentaires en date du 9e jour d'avril 1969, à la compagnie « Villeray Enterprise Ltd. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 14388-53 — 1480/55

Vitrerie Montréal Duluth inc.
Montreal Duluth Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'avril 1969, à la compagnie « Vitrerie Duluth (Montréal) inc. — Duluth Class (Montreal) inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « Vitrerie Montréal Duluth inc. — Montreal Duluth Glass Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 4010-65 — 1481/74

Wilderton Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1969, à la compagnie « Wilderton Shopping Centre Inc.", réduisant son capital par l'annulation de 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414 11172-54 — 1479/22

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Villeray Enterprise Ltd.", modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 14388-53 — 1480/55

Vitrerie Montréal Duluth inc.
Montreal Duluth Glass Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vitrerie Duluth (Montréal) inc. — Duluth Glass (Montreal) Inc. », incorporated by letters patent dated the 8th day of September, 1965, changing its name to that of "Vitrerie Montréal Duluth inc. — Montreal Duluth Glass Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 4010-65 — 1481/74

Wilderton Shopping Centre Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Wilderton Shopping Centre Inc. », reducing its capital by the cancellation of 4,500 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 11172-54 — 1479/22

Commission du salaire minimum

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main d'oeuvre donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, c. 144 et amendements), que l'ordonnance numéro 7, 1969, dont le texte suit, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 8 mai 1969 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1543 du 21 mai 1969.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 7, 1969

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144),

Ordonne ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1° *Désignation:* La présente ordonnance est connue sous le titre de Ordonnance No 7, 1969.

2° *Interprétation:* Dans la présente ordonnance,

a) « semaine » signifie: une semaine civile ou une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

Minimum Wage Commission

Notice

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, c. 144 and amendments), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's Ordinance number 7, 1969, text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on May 8, 1969 and was approved by Order in Council number 1543 dated May 21, 1969.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 7, 1969

SHOE INDUSTRY

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (RSQ 1964, chapter 144 and amendments),

Orders the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Designation:* The present Ordinance is designated as "Ordinance No. 7, 1969".

2. *Interpretation:* In the present ordinance,

(*a*) "week" means a calendar week or a seven-day period extending from midnight on a given day to the end of the seventh following day;

b) « semaine normale » signifie: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

c) « industrie de la chaussure » signifie: la fabrication dans leur entier ou dans l'une de leurs parties des chaussures de tous genres, de toutes descriptions, de tout matériel, que cette fabrication constitue l'activité principale de l'entreprise ou une activité connexe.

Cependant, les mots « industrie de la chaussure » ne désignent pas la fabrication:

1. des couvre-chaussures en plastique par le procédé « saucé » (slush moulding);

2. des bottes de caoutchouc;

3. des sabots de caoutchouc pour bottes de chantier;

4. des chaussures imperméables et des couvre-chaussures faits entièrement ou en partie de caoutchouc, pourvu que toutes les parties une fois réunies, forment un tout exigeant la vulcanisation dans un autoclave d'après le procédé propre à l'industrie de la chaussure de caoutchouc;

5. des espadrilles et des chaussures de tennis, faites avec des tiges en tissus réunies au moyen de ciment de caoutchouc, avec semelles de caoutchouc, le tout vulcanisé dans des autoclaves;

6. de toutes les parties et des opérations nécessaires à la fabrication des diverses chaussures mentionnées aux paragraphes « 1 » à « 5 » ci-haut. Toutefois, les parties de la botte de chantier, autres que le sabot de caoutchouc, demeurent néanmoins régies par la présente ordonnance;

7. du matériel en caoutchouc véritable ou synthétique moulé par des formes; des talons façonnés ou moulés; des talons de bois.

d) entrepreneur » signifie: tout entrepreneur, sous-entrepreneur ou sous-traitant qui exerce son activité en société et qui fait l'une des opérations que comporte l'industrie de la chaussure. L'entrepreneur est considéré le salarié de celui avec lequel il a contracté. Les salariés des entrepreneurs sont soumis aux termes et conditions de la présente ordonnance.

e) « spécialité indienne » signifie: la chaussure dont l'empeigne et la semelle ne forment qu'une seule pièce. Cette chaussure est constituée en tout d'une empeigne composant la semelle, le plateau et la baguette.

f) « région I » signifie: la région de Montréal métropolitain comprenant l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, l'Ile Bizard et les districts électoraux de Chambly et Taillon.

g) « région II » signifie: le reste de la province.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3° *Salariés régis:* L'ordonnance régit les salariés et les employeurs de l'industrie de la chaussure.

4° *Salariés non régis:* Ne sont pas assujettis à la présente ordonnance:

a) Le conjoint de l'employeur et ses enfants;

b) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements de l'industrie de la chaussure choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation;

c) Les personnes rémunérées de quelque façon que ce soit et travaillant en dehors de l'établissement d'un employeur sans qu'un contrôle puisse être exercé sur le temps affecté à ce travail, sous réserve des dispositions de l'article 13.

(*b*) "standard work-week" means the number of working hours in a week beyond which any time worked must be paid at overtime rates;

(*c*) "shoe industry" means the manufacture, in whole or in part, of shoes of any kind, description or material, whether such work constitutes the main or the accessory business of an enterprise.

However the term "shoe industry" does not include the manufacturing of:

1. plastic overshoes made by the slush moulding process;

2. rubber boots;

3. rubber sabots for lumberjack boots;

4. waterproof footwear and overshoes made wholly or in part of rubber provided that all the parts combined as a whole require to be vulcanized in pressurized vessels by the accepted process applicable to the rubber footwear industry;

5. running shoes and tennis shoes made with fabric uppers combined by means of rubber cement with a rubber sole, the whole vulcanized in pressurized vessels;

6. all parts and operations necessary for the manufacture of the various types of shoes mentioned above in sections "1" to "5". However, parts of the lumberjack boots other than the rubber sabots shall nevertheless be governed by the present ordinance;

7. real or synthetic rubber material moulded to shape; wrought or moulded heels; wooden heels.

(*d*) "jobber" means any contractor, subcontractor or jobber operating in partnership and who does one of the operations of the shoe industry. The jobber is considered as the employee of the party with whom he is under contract. Jobbers' employees are subject to the terms and conditions of this ordinance;

(*e*) "indian specialty" means shoes whose vamp and sole constitute one single piece. Shoes of this type are made up of a vamp which forms the sole, the plug and back strap;

(*f*) "zone I" means the region constituted by the metropolitan region of Montreal including the Island of Montreal, Ile Jésus, Ile Bizard and the electoral districts of Chambly and Taillon;

(*g*) "zone II" means the remainder of the Province.

PART TWO

Jurisdiction

3. *Employees governed:* This Ordinance governs the employees and employers of the shoe industry.

4. *Employees not governed:* This Ordinance does not govern:

(*a*) the employer's spouse and children;

(*b*) students working during the school year in establishments of the shoe industry chosen by the authorities of a school under a work initiation programme approved by the Minister of Education;

(*c*) persons remunerated in any manner and working outside the employer's establishment without any control being exercised over the length of time devoted to such work, subject to the provisions of section 13.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions générales

5° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par cette ordonnance est de quarante-cinq (45) heures.

6° *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire effectif majoré de sa moitié.

7° *Exceptions:* Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas:

a) Au gardien;

b) Au contremaître et à l'assistant-contremaître.

8° *Durée du travail:* Le temps de travail pour lequel le salarié doit être rémunéré comprend les heures ou fractions d'heure où il travaille, les périodes de repos et les heures où il est à la disposition de l'employeur, à l'usine mais ne comprend pas le temps alloué pour le repas du midi ou pour le repas du soir.

9° *Indemnité de présence:* Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum.

10° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre (24) heures consécutives.

11° *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque à intervalles réguliers ne pouvant dépasser sept jours. Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom et prénoms;

b) Sa classe;

c) La période de paie;

d) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;

e) Le taux de son salaire et le salaire gagné;

f) Le montant des déductions;

g) Le montant net versé.

12° *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

13° *Travail à domicile:* Aucune chaussure dont la fabrication est visée par l'ordonnance ne doit être livrée aux salariés pour être fabriquée ou travaillée en dehors de l'établissement de l'employeur, à moins d'obtenir l'autorisation préalable de la Commission.

14° *Taux à la pièce:* Tous les salariés à la pièce qui exécutent les mêmes opérations dans un même établissement doivent être payés au même taux à la pièce; pour ces salariés la Commission peut, dans l'établissement d'une réclamation, considérer une période de quatre (4) semaines.

QUATRIÈME PARTIE

Classification et taux minima de salaire

15° *Classification:* Lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance les salariés de l'indus-

PART THREE

General provisions

5. *Standard work-week:* The standard work-week of the employees governed by this ordinance consists of forty-five (45) working hours.

6. *Overtime:* Any work performed by an employee over and above the standard work-week shall be paid at the going hourly rate plus 50% thereof.

7. *Exceptions:* The provisions of section 6 do not apply to:

(*a*) Watchmen;

(*b*) Foremen and assistant-foremen.

8. *Hours of work:* Work time for which the employee is entitled to be remunerated includes the hours or fractions thereof during which he actually works, rest periods and hours during which he is at his employer's disposal, in the plant, but does not include the time allowed for the noon meal nor the time allowed for the evening meal.

9. *Call-in pay:* The employee who reports at the place of work at his employer's request and works less than three (3) hours a day is entitled to three (3) hours' wages at the minimum rate.

10. *Weekly rest period:* Every employee shall be allowed a weekly rest period lasting at least twenty-four (24) consecutive hours.

11. *Methods of remuneration:* Wages shall be paid in currency in sealed envelopes or by cheque at regular intervals not exceeding seven (7) consecutive days. Before adopting any other method of payment the employer must first secure the Commission's authorization to do so.

The employer shall give the employee, together with his pay, a pay slip on which appear the following items:

(*a*) the employee's family name and first names;

(*b*) the employee's classification;

(*c*) the pay period;

(*d*) the total number of his hours of work, overtime hours being indicated separately, except for employees governed by section 7;

(*e*) the rate of his wages and the amount of wages earned;

(*f*) the amount of deductions made;

(*g*) the net amount paid.

12. *Deduction from wages:* No deduction shall be made from the minimum wages payable to an employee except any deduction imposed by a legislative measure or decreed by a court order.

13. *Work done at home:* No shoe manufactured under the present ordinance shall be delivered to employees to be manufactured or worked on outside the employer's establishment without the Commission's permission.

14. *Piece-work rate:* All piece-work employees performing the same operations in the same establishment shall be paid the same piece-work rate; in establishing a claim for such employees the Commission may consider a four (4) month period.

PART FOUR

Classification and minimum wage rates

15. *Classification:* On the effective date of the present ordinance, the employees of the shoe

trie de la chaussure devront être intégrés à la nouvelle classification de la façon mentionnée ci-dessous.

Le pourcentage déterminé par chaque classe de la nouvelle classification indique la proportion minimale du nombre total de salariés d'un établissement que doit comprendre cette classe. Cette classification s'applique aussi aux contremaîtres et assistants-contremaîtres mais ne comprend par les employés de bureau. Lorsque dans une entreprise le pourcentage indiqué pour une classe est inférieur à celui stipulé ci-dessous, la Commission pourra tenir comte de l'excédent sur les pourcentages indiqués aux classes supérieures pour satisfaire aux dispositions du présent article.

industry shall be integrated into the new classification as follows.

The percentage determined for each class of the new classification shows the minimum proportion of the total number of employees of an establishment that the said class may include. This classification also applies to foremen and assistant-foremen but does not include office employees. If in any undertaking the percentage indicated for any class is lower than that stipulated hereinbelow, the Commission may take into account the surplus over the percentages indicated for the superior classes in order to comply with the provisions of the present section.

Ancienne classification Former Classification *Ordonnance 7, 1967* *Ordinance No. 7, 1967*		Nouvelle classification New Classification *Ordonnance 7, 1969* *Ordinance No. 7, 1969*
1. Les salariés de la classe I — Class I employees	*deviennent* *become*	Ouvriers spécialisés classe V — 15% Class V skilled workers — 15%
2. Les salariés de la classe I n'ayant pas terminé la deuxième période de 1,200 heures d'apprentissage et les salariés de la classe II — Class I employees who have not completed the second 1,200 hour apprenticeship period and class II, employees	*deviennent* *become*	Ouvriers spécialisés classe IV — 5% Class IV skilled workers — 5%
3. Les salariés de la classe I n'ayant pas terminé la première période de 1,200 heures d'apprentissage; les apprentis de la classe II n'ayant pas terminé la deuxième période de 600 heures et les salariés de la classe III — Class I employees who have not completed the first 1,200 hour apprenticeship period; class II apprenticeship who have not completed the second 600 hour period and class III, employees	*deviennent* *become*	Ouvriers spécialisés classe III — 7% Class III skilled workers — 7%
4. Les salariés de la classe A — Class A employees	*deviennent* *become*	Ouvriers spécialisés classe II — 25% Class II skilled workers — 25%
5. Les salariés et les apprentis des classes 4, 5, B, C et les salariés âgés de moins de 18 ans, sauf ceux désignés ci-après — Class 4, 5, B and C employees and apprentices and employees under 18 years of age except those mentioned hereinbelow	*deviennent* *become*	Ouvriers spécialisés classe I — 38% Class I skilled workers — 38%
6. Les salariés à l'essai durant les 60 premiers jours oeuvrés — Probationary employees during the first 60 days worked,	*deviennent* *become*	Les salariés à l'essai durant les 60 premiers jours oeuvrés — Probationary employees during the first 60 days worked.

Les pourcentages déterminés aux classes III, IV et V ne s'appliquent pas aux établissements où on ne fait que des opérations de piquage.

Dans ces établissements, la proportion minimale du nombre total de salariés d'un établissement que doit comprendre chaque classe, est la suivante:

Ouvriers spécialisés, classe II, 50%.
Ouvriers spécialisés, classe I, 35%.

Le taux de salaire auquel un salarié a droit lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ne peut pas être réduit pendant toute sa durée.

16° *Taux minima de salaire:* Les salariés visés à l'article 15 ont droit aux taux de salaire suivants, selon leur fonction:

The percentages determined for Classes III, IV and V do not apply to establishments where only stitching operations are performed.

In such establishments, the minimum proportion of the total number of employees of an establishment shall be as follows for each class:

Skilled workers, class II, 50%
Skilled workers, class I, 35%.

The wage rate to which an employee is entitled on the effective date of this ordinance shall not be lowered throughout the whole term of the said ordinance.

16. *Minimum rates of wages:* The employees contemplated in section 15 are entitled to the rates of wages hereinbelow according to their classification:

	l'heure Régions I	II
Ouvriers spécialisés, classe V	$2.10	$1.90
Ouvriers spécialisés, classe IV	1.85	1.67
Ouvriers spécialisés, classe III	1.60	1.44
Ouvriers spécialisés, classe II	1.40	1.26
Ouvriers spécialisés, classe I	1.30	1.20
Les salariés à l'essai durant les 60 premiers jours oeuvrés	1.20	1.10

17° *Employés de bureau et autres salariés:* Les employés de bureau, soit: les adjoints administratifs, les commis de comptabilité et les commis aux écritures ainsi que tous les salariés non compris dans les autres groupes ont droit aux taux de salaire minima suivants:

	l'heure Régions I	II
a) Les salariés à l'essai durant les 60 premiers jours oeuvrés	$1.15	$1.05
b) Les autres salariés	1.25	1.15

18° *Bulletin d'enregistrement:* Tout employeur de l'industrie de la chaussure doit remettre à chacun de ses salariés, au cours de la dernière semaine de paie de chaque mois, un certificat indiquant sa classe pour le mois suivant.

Tout employeur ne pourra modifier la classe d'un salarié au cours de cette période d'un mois, à moins qu'une telle modification accorde au salarié une classe supérieure.

Lorsqu'un salarié est embauché ce certificat doit lui être remis au cours de sa première semaine d'emploi, et par la suite, au moment indiqué au premier paragraphe du présent article.

19° *Crédits d'apprentissage:* Lors de son entrée en fonction dans une entreprise, tout salarié qui a obtenu un certificat de formation de la Commission d'Apprentissage de l'Industrie de la Chaussure doit être engagé dans une classe non inférieure à la classe I.

Cinquième partie

Congrès annuels payés et jours fériés

20° *Congés annuels payés:*

a) « année de référence » signifie: la période comprise entre le 1er mai et le 30 avril de l'année suivante.

b) Tout salarié doit bénéficier d'un congé annuel de deux (2) semaines consécutives.

c) Le salarié a droit pour son congé à une indemnité équivalente à 4% du salaire gagné durant l'année de référence.

d) Avant son départ pour vacances, le salarié doit recevoir l'indemnité due pour la période de congé.

e) La période des congés est fixée à la semaine civile incluant le 13 du mois de juillet et à la semaine suivante. La date des congés ne peut être changée sans une autorisation écrite de la Commission.

Cependant, la période des congés des salariés visés à l'article 17, des gardiens et des salariés de l'expédition (instock) s'étend du 1er juin au 1er septembre.

f) Le travailleur doit recevoir lors de la résiliation de son contrat de travail:

1. l'indemnité qui lui est due au paragraphe *c*), s'il n'a pu jouir du congé auquel il avait droit;

2. 4% du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

	Per hour Zones I	II
Class V skilled workers	$2.10	$1.90
Class IV skilled workers	1.85	1.67
Class III skilled workers	1.60	1.44
Class II skilled workers	1.40	1.26
Class I skilled workers	1.30	1.20
Probationary employees during the first 60 days worked	1.20	1.10

17. *Office employees and other employees:* Office employees, that is, assistant administrators, accounts and bookeeping clerks, as well as all employees not included in the other groups, are entitled to the following minimum rates:

	Per hour Zones I	II
(*a*) Probationary employees during the first 60 days worked	$1.15	$1.05
(*b*) The other employees	1.25	1.15

18. *Statement of hiring:* Every employer in the shoe industry shall give each of his employees, during the course of the last pay week of each month, a certificate showing his classification for the following month.

No employer may change the employee's classification during this one month period unless such a change grants the employee a higher classification.

When an employee is hired, the said certificate must be given to him during the course of his first week's employment, and thereafter, at the time specified in the first subsection of this section.

19. *Apprenticeship credits:* Upon taking up his duties in an establishment, any employee who has obtained a training certificate from the Shoe Industry Apprenticeship Commission must be hired in a class which is not lower than class I.

Part five

Annual vacation with pay and legal holidays

20. *Annual vacation with pay:*

(*a*) "qualifying year" means the period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the following year.

(*b*) Every employee shall be given two (2) consecutive weeks' annual vacation with pay.

(*c*) For his annual vacation with pay, the employee is entitled to vacation pay equivalent to 4% of his earnings during the qualifying year.

(*d*) The employee shall be given his entire vacation pay before he leaves on vacation.

(*e*) The vacation with pay period shall be the week including the 13th of July and the following week. The vacation with pay period shall not be changed without the Minimum Wage Commission's consent.

However, for employees contemplated in section 17, watchmen and instock employees, the vacation period shall extend from the 1st of June to the 1st of September.

(*f*) Upon the termination of his labour contract, the employee shall be given

1. the vacation pay to which he is entitled under subsection (*c*), if he has been unable to take the annual vacation to which he was entitled;

2. 4% of his earnings since the 1st of May preceding separation date.

21° *Jours fériés:* Tout employeur qui fait travailler ses salariés les jours de fêtes suivants, savoir: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail et la fête de Noël doit les rémunérer au taux horaire effectif majoré de 100%.

SIXIÈME PARTIE

Dispositions règlementaires

22° *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
b) Sa classe;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) La période de paie;
e) L'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
f) Le total de ses heures de travail;
g) Ses heures supplémentaires;
h) Le taux de son salaire;
i) Le salaire gagné;
j) Les déductions faites;
k) Le montant remis au salarié;
l) Les renseignements relatifs aux congés annuels payés;
m) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes *e*), *f*) et *g*) ne sont pas obligatoires pour les salariés visés à l'article 7.

23° *Horloges enregistreuses:* Tout employeur qui habituellement, ou dans le cours normal des affaires a, à son emploi, cinq (5) salariés ou plus, est tenu d'avoir une horloge enregistreuse où tous les salariés à l'heure ou à la pièce, doivent enregistrer leur temps.

24° *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder une dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de trois (3) ans.

25° *Rapport mensuel:* Les employeurs doivent transmettre à la Commission du salaire minimum un rapport mensuel fournissant, pour chaque salarié, les renseignements exigés à l'article II. La date d'entrée au service de l'employeur doit être indiquée pour les salariés à l'essai.

Ce rapport mensuel devra de plus indiquer le nombre et le pourcentage des salariés, pour chaque classe de la classification arrêtée à l'article 15.

26° *Affichage:* Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

27° *Ordonnance No 7, 1967 remplacée:* L'ordonnance No 7, 1967 adoptée par la Commission le 19 juin 1967, approuvée par l'arrêtée en conseil numéro 1754 du 28 juin 1967 et publiée

21. *Legal holidays:* Any employer requesting his employees to work on the following holidays, namely: New Year's Day, January 2, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day, shall pay them the hourly going rate plus 100% thereof.

PART SIX

Statutory rules

22. *Work record:* Every employer shall keep, for each period of work and for each employee in his employ, a record system in which shall be recorded in ink, in indelible pencil, in print or perforation:

(*a*) his family name, first names, address and social insurance number;
(*b*) his classification;
(*c*) the date of his entrance into the employer's service;
(*d*) the pay period;
(*e*) the exact time his work began and ended each day;
(*f*) the total number of his hours of work;
(*g*) his overtime;
(*h*) his wage rate;
(*i*) the wages earned;
(*j*) deductions made;
(*k*) the amount given to the employee;
(*l*) information relative to annual vacation;
(*m*) all other information required by ordinance or by-law of the Commission.

The provisions of subsections (*e*), (*f*) and (*g*) are not mandatory for the employees contemplated in section 7.

23. *Punch clocks:* Every employer who usually or during the normal course of business employs five (5) or more people, shall have a punch clock on which all employees, by the hour or by the piece, shall register their time.

24. *Where records must be kept and preserved:* Records must be kept in the Province, at the employer's establishment.

If an employer operates several establishments, he must keep, in each one of them, a separate record system for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by electronic data processing, the Commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

Records covering a given year must be preserved and retained for a three year period.

25. *Monthly report:* Employers shall transmit to the Minimum Wage Commission a monthly report showing for each employee the particulars required under section II. For probationary employees, the date of entry into service must be given.

This monthly report shall also give the number and the percentage of employees for each class of the classification established under section 15.

26. *Posting:* Every employer must post and keep posted in a conspicuous piece, any by-law, resolution, ordinance or document furnished for such purpose by the Commission.

27. *Ordinance No. 7, 1967 replaced:* Ordinance No. 7, 1967, adopted by the Commission on June 19, 1967, approved by Order in Council No. 1754 of June 28, 1967 and published in the

dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 juillet 1967 est, par la présente, remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

28° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier jour de juin mil neuf cent soixante-neuf.

Faite et passée en la ville de Sainte-Foy, ce huitième jour du mois de mai mil neuf cent soixante-neuf.

Copie conforme.

Commission du salaire minimum.
Le président,
JEAN-LOUIS LEFEBVRE.
Le secrétaire,
29415-o PAUL DE LA DURANTAYE.

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, c. 144 et amendements), que l'ordonnance numéro 9, 1969, dont le texte suit, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 8 mai 1969 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1544 du 21 mai 1969.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance no 9, 1969

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144 et amendements),

Ordonne ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1° *Désignation:* La présente ordonnance est connue sous le titre de Ordonnance no 9, 1969.

2° *Interprétation:* Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « semaine »: une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

c) « exploitation forestière »:

1. Les entreprises effectuant la coupe, l'écorçage, le tronçonnement, le transport, le chargement du bois à bord des camions, des bateaux ou wagons de chemin de fer, les usines ou établissements où l'on fait le sciage ou le façonnage du bois exclusivement pour fins des exploitations forestières. L'expression « exploitation forestière » ne comprend pas les travaux de transformation du bois sorti de la forêt;

2. Les entreprises effectuant en forêt la construction et l'entretien des chemins, camps, écluses, piliers, facilités de chargement et de flottage;

3. Les entreprises effectuant des travaux d'amélioration, d'éclaircis, de reboisement, de drainage et d'irrigation du sol, en forêt;

4. Les entreprises de flottage du bois;

5. Les entreprises de protection de la forêt;

6. Les entreprises chargées du déboisement en vue de la construction de chemins, d'autoroutes, de barrages, de lignes de transmission, ou de tout autre travail du même genre en forêt;

Québec Official Gazette of July 15, 1967, is hereby replaced from the date of the coming into force of the present Ordinance.

28. *Coming into force:* The present ordinance shall come into force on the first day of June, one thousand nine hundred and sixty-nine.

Signed and dated in the town of Sainte-Foy, this eighth day of May, one thousand nine hundred and sixty-nine.

True copy.

Minimum Wage Commission.
JEAN-LOUIS LEFEBVRE,
President.
PAUL DE LA DURANTAYE,
29415-o *Secretary.*

Notice

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144 and amendments), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's Ordinance number 9, 1969 text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on May 8, 1969 and was approved by Order in Council number 1544 dated May 21, 1969.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 9, 1969

FOREST OPERATIONS

Pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, chapter 144 and amendments), the Minimum Wage Commission,

Orders the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Designation:* The present Ordinance is known as "Ordinance No. 9, 1969".

2. *Definitions:* In the present Ordinance,

(*a*) "week" means a seven-day period extending from midnight on a given day until the end of the seventh following day.

(*b*) "standard work-week": means the number of hours worked in a week beyond which any time worked must be paid at overtime rates.

(*c*) "forest operations" means:

1. enterprises carrying out cutting, barking, cutting into lengths, transportation, loading of wood on trucks, boats or railroad cars; mills or establishments where wood is sawed or dressed exclusively for logging operation purposes. The term "Logging operation" does not include the dressing or processing of wood once outside the forest;

2. enterprises which carry out, in the forest, the construction and maintenance of roads, camps, dams, piers, loading and driving facilities;

3. enterprises carrying out forest-improvement works, thinnings, drainage, soil irrigation;

4. driving enterprises;

5. forest protective enterprises;

6. enterprises in charge of forest-clearing operations for construction of roads, highways, dams, transmission lines or any other similar work in the forest;

7. Les traiteurs, entrepreneurs, sous-traitants, intermédiaires exerçant leurs activités en forêt, pour le bénéfice d'une des entreprises ci-haut mentionnées.

d) « jour de travail » : une période de neuf (9) heures ouvrées dans un même jour.

Cependant, lorsqu'un salarié effecté à la coupe du bois est empêché, en raison d'un bris de machine ou de scie mécanique vérifié par le surveillant, de travailler une journée complète de travail, il sera considéré avoir travaillé une demi-journée chaque fois qu'il aura été au travail au moins deux (2) heures durant l'avant-midi ou l'après-midi.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3. *Salariés régis:* La présente ordonnance régit les salariés aux quels s'applique la Loi du salaire minimum et leurs employeurs dans les exploitations forestières de la province de Québec.

4° *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Les salariés d'une entreprise qui poursuit son exploitation dans une colonie forestière sans but lucratif;

b) Le conjoint et les enfants de l'employeur;

c) Les salariés d'un cultivateur ou colon travaillant sur une terre à bois faisant partie d'une exploitation agricole;

d) Les étudiants qui travaillent au cours de l'année scolaire dans des établissements choisis par la direction d'une école et en vertu d'un programme d'initiation au travail approuvé par le ministre de l'Éducation.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions générales

5° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par cette ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures.

6° *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire minimum majoré de sa moitié.

7° *Exceptions:* Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas:

a) Aux cuisiniers et aides-cuisiniers;

b) Aux garde-feu;

c) Aux gardiens de camp, d'écurie, d'écluse et de barrière;

d) Aux salariés engagés aux pièces;

e) Aux salariés rémunérés sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine un salaire d'au moins $80.

8° *Heures de travail:* On désigne comme heures de travail à être rémunérées les heures ou fractions d'heure durant lesquelles un salarié travaille.

Toutefois, le temps excédant une heure par jour employé à voyager entre le camp et l'endroit du travail doit être compté comme heures de travail.

9° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre (24) heures consécutives.

10° *Modes de rémunération:* Tout salarié doit recevoir avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;

b) La période de paie;

7. caterers, contractors, sub-contractors, intermediaries operating in the forest on behalf of any one of the above-mentioned enterprises;

(*d*) "working day" means a period of nine (9) hours of work in any one day.

However, if an employee assigned to wood cutting is prevented from working a full day's work, because of a breakdown of machinery or mechanical saw checked over by the supervisor, he shall be considered as having worked a half day each time he will have been on the job at least two (2) hours in the forenoon or afternoon.

PART TWO

Jurisdiction

3. *Employees governed:* The present Ordinance governs employees covered by the Minimum Wage Act as well as their employers in logging operations in the Province of Québec.

4. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern:

(*a*) employees of a non-profit organization operating in a forest colony;

(*b*) the employer's spouse and children;

(*c*) employees of a farmer or settler working on a woodlot forming part of an agricultural undertaking;

(*d*) students who work during the academic year in establishments chosen by schools authorities, in pursuance of work initiation training programs approved by the Minister of Education.

PART THREE

General Provisions

5. *Standard Work-week:* The standard work-week of employees governed by the present Ordinance consists of fifty-four (54) working hours.

6. *Overtime:* All work performed by an employee over an above the standard work-week shall be paid at time and a half the minimum hourly rate.

7. *Exceptions:* The provisions of section 6 do not cover:

(*a*) cooks and kitchen helpers;

(*b*) fire rangers;

(*c*) camp watchmen, stablemen, dam watchmen and gate-keepers;

(*d*) employees hired on a piece work basis;

(*e*) employees paid on a fixed weekly, monthly or annual salary basis and receiving at least $80 a week.

8. *Working hours:* Are designated as working hours to be remunerated, the hours or fractions thereof during which an employee works.

However, time in excess of one hour per day, spent travelling between the camp and the working area must be considered as working time.

9. *Weekly rest period:* Every employee is entitled to a weekly rest period lasting at least twenty-four (24) consecutive hours.

10. *Payment method:* With each pay, the employer shall supply the employee with a statement listing:

(*a*) the employee's family and first names, address and social insurance number;

(*b*) the pay period;

c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément sauf pour les salariés visés à l'article 7;
d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;
e) Le montant des déductions;
f) Le montant net versé.

11° *Retenues sur salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf:
a) Celles imposées par une disposition législative;
b) Celles décrétées par ordre d'un tribunal;
c) Les avances en argent;
d) Le prix des effets vendus à la condition qu'une liste des prix de tels objets ait été affichée à la vue de ses salariés dans le magasin ou les bureaux de chantier;
e) Le prix du gite et de la pension, tel que fixé à l'article 12;
f) Le coût du blanchissage de tout effet, pourvu qu'une liste des prix soit affichée à l'endroit où loge le salarié;
g) La valeur des outils retournables, vêtements de sécurité, équipement, literie, perdus ou non retournés, à la condition que les taux soient mentionnés aux affiches et sur les bulletins de paie;
h) La pension d'un cheval fourni par le salarié;
i) La location de biens spécifiée au contrat écrit d'engagement.

12° *Gîte et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, il est interdit à son employeur de déduire du salaire plus que $1.95 par jour pour ce service, ou 65¢ par repas.

Il est interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de literie.

Dans le cas où le salarié a normalement terminé son travail après un avis d'au moins 48 heures à l'employeur, et est obligé d'attendre en forêt, par la faute de l'employeur, le rapport de mesurage et le règlement de son salaire, le gîte et la pension devront lui être fournis à la charge de l'employeur.

13° *Usage de chevaux:* Lorsqu'un salarié fournit son propre cheval, l'employeur devra lui verser une somme additionnelle de $3.00 par jour de travail mais pourra retenir de ce montant une somme n'excédant pas $1.50 par jour pour la pension du cheval.

QUATRIÈME PARTIE

Taux minima de salaire

14° *Salaire minimum:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit aux taux minima de salaire suivants selon leur fonction:
a) Les salariés affectés à la coupe du bois et payés aux pièces: un taux moyen de $16.00 par jour de travail établi pour chaque mois civil;
b) Les autres salariés engagés à forfait, les cuisiniers, aides-cuisiniers, les garde-feu, les gardiens de camp, d'écurie, d'écluse et de barrière: $13.50 par jour;
c) Les autres salariés: $1.50 l'heure.

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions règlementaires

15. *Congés annuels payés:*
a) « année de service » signifie: au moins 175 jours oeuvrés pendant une période de douze (12) mois consécutifs commençant:

(c) total hours worked, overtime hours being listed separately except for employees mentioned in section 7;
(d) his wage rate and total wages earned;
(e) amount of deductions;
(f) take-home pay.

11. *Deductions:* No deduction may be made from the minimum wage payable to an employee, except:
(a) those prescribed by law;
(b) those decreed by a court order;
(c) cash advances;
(d) the price of goods sold, provided a price list for such goods is posted in a conspicuous place in the camp store or offices;
(e) the cost of board and lodging as set forth in section 12;
(f) the cost of laundering any article, provided that a price list is posted up in the employee's lodging quarters;
(g) the value of returnable tools, safety garments, equipment, bedding, lost or not returned, provided the value of such goods be mentioned on posted notices or on the earnings statements;
(h) the feeding of a horse supplied by the employee;
(i) the rental cost of goods as specified in the written hiring contract.

12. *Board and lodging:* It is forbidden for the employer who provides his employee with board and lodging to deduct from the employee's wage a sum in excess of $1.95 per day or $0.65 per meal for this service.

No employer may claim from his employees any sum whatsoever for the rental or use of bedding.

When an employee has normally terminated his work after having given the employer at least 48 hours' notice and is obliged by his employer's fault, to wait in the forest for his scaling slip and wage settlement, such employee shall be supplied with free board and lodging at his employer's expense.

13. *Use of horses:* When an employee supplies his own horse, the employer shall have to pay him an additional amount of $3.00 per day of work but shall be allowed to deduct therefrom an amount not exceeding $1.50 per day for the feeding of the horse.

PART FOUR

Minimum Wage Rates

14. *Minimum wages:* Depending on their occupations, employees governed by this Ordinance are entitled to the following minimum wage rates:
(a) wood cutters paid on a piecework basis: an average rate of $16.00 per working day, the number of working days being determined for each calendar month;
(b) other employees hired on a contract basis, cooks, kitchen helpers, fire rangers, camp watchmen, stablemen, dam watch men and gatekeepers: $13.50 per day;
(c) all other employees: $1.50 per hour.

PART FIVE

By-laws

15. *Annual vacation with pay:*
(a) "Service year" means: at least 175 days worked during twelve (12) consecutive months beginning:

1. le jour d'entrée en fonction d'un salarié pour un employeur, ou;
2. tout autre jour fixé par convention collective.

b) Tout salarié régi par la présente ordonnance a droit après une année de service pour le même employeur:
1. à un congé continu d'une durée minimale de deux (2) semaines;
2. à une indemnité de congé égale à 4% du salaire gagné pendant l'année de service, exclusion faite cependant, des allocations versées pour la location de chevaux ou d'équipement.

c) Avant son départ en vacances, le salarié doit recevoir l'indemnité due pour la période de congé.

d) Le congé doit être pris dans les douze (12) mois qui suivent la fin de l'année de service.

16° *Indemnité conpensatrice de congés payés:* Au moment de la résiliation de son contrat de travail, tout salarié régi par cette ordonnance qui n'a pas complété une année de service, doit recevoir une indemnité compensatrice de congés payés égale à 2% de son salaire, exclusion faite cependant des allocations versées pour la location de chevaux ou d'équipement.

17° *Bunching:* Une opération communément appelée « bunching » soit le transport de billes à bras ou à dos d'homme est interdite.

18° *Contrat d'engagement:* Tout employeur doit exécuter avec son salarié, avant que ce dernier ne commence à travailler, un contrat écrit contenant les conditions et modalités d'engagement et en remettre immédiatement un exemplaire au salarié.

La location de biens ou d'équipement doit apparaître d'une façon distincte du salaire au contrat d'engagement.

Pour les salariés engagés aux pièces qui ne résident pas dans un camp forestier et dont le temps de travail ne peut être convenablement contrôlé et surveillé, un taux de production journalier doit être mentionné au contrat d'engagement afin d'établir le nombre de jours de travail.

19° *Frais de transport, gîte et pension en cours de route:* Sauf pour les salariés qui voyagent dans leur propre voiture ou comme passagers de voitures particulières, le transport du salarié et de ses bagages, le gîte et la pension en cours de route, à partir du terminus de voies publiques sont à la charge de l'employeur.

Cependant, si le salarié, de par sa propre volonté, ne fait pas au moins douze (12) jours de travail et si au cours des opérations de chantier, le salarié voyage, l'employeur pourra lui réclamer pour ce transport le prix de ce service pourvu que le montant soit fixé dans son contrat d'engagement; mais aucun droit de passage aux barrières ne pourra être exigé des salariés régis par cette ordonnance.

20° *Outils et accessoires:* Les salariés, sauf ceux engagés aux pièces ou à taux forfaitaire, doivent être pourvus, aux frais de l'employeur, d'outils et accessoires appropriés; ils ne sont pas tenus de payer le coût des outils et accessoires brisés ou dévalorisés par l'usage normal.

21° *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;

b) Sa fonction;

1. the day an employee enters his employer's service, or;
2. on any other day stipulated in the labour collective agreement.

(*b*) After one year's service with the same employer, every employee governed by this Ordinance is entitled to:
1. at least two (2) weeks' continuous vacation;
2. vacation pay equal to 4% of wages earned during the service year, excluding allowances paid for rental of horses or equipment.

(*c*) The employee shall be given his due vacation pay before leaving on vacation.

(*d*) Vacations shall be taken within twelve (12) months of the end of the service year.

16. *Vacation allowance:* When his work contract is cancelled, every employee hereby governed who has not completed one year's service shall be paid for vacation with pay equal to 2% of his wages, excluding allowances paid for the rental of horses or equipment.

17. *Bunching:* The operation commonly referred to as "bunching" is prohibited. "Bunching" means the transportation of logs in the arms or on a man's back.

18. *Hiring contract:* Before the employee starts to work, every employer shall sign with his employee a written contract that stipulates the terms and conditions of hiring. A copy thereof shall immediately be given to the employee.

The rental of goods or equipment shall be shown as a special item, a daily production rate shall be stipulated in the hiring contract so as to determine the number of working days.

For employees hired on a piecework basis who don't live in the forestry camp and whose working hours cannot conveniently be controlled or checked, etc . . .

19. *Transportation, and lodging board expenses en route:* Except when employees travel in their own cars or as passengers in private vehicles, the employer shall pay for the transportation of the employee and luggage, together with board and lodging expenses en route beyond the end of the public highway.

However, if on his own accord the employee does not work twelve (12) days and if the employee has to travel during forest operations, the employer may charge the employee for travelling provided the amount be set forth in the hiring contract. No employee governed by this Ordinance may be charged for toll fees at forest gates.

20. *Tools and equipment:* The employer shall pay for and supply all tools and equipment required by all employees except those hired on a piecework or contract basis. Employees shall not be obliged to pay the cost of tools and equipment broken or damaged through normal use.

21. *Work record system:* Every employer shall maintain a record system wherein are recorded in ink, indelible pencil, print or perforation, for each work period and for each employee in his service:

(*a*) his family name, first names, address and social insurance number;

(*b*) his occupation;

c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) Sa période de paie;
e) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;
f) Le nombre de jours oeuvrés pour les salariés visés aux alinéas a), b), c) et d) de l'article 7;

g) Le taux de son salaire;
h) Le salaire gagné;
i) Les déductions faites;
j) Le montant remis au salarié;
k) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

22° *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de trois ans.

23° *Rapport écrit:* L'employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

24° *Affichage:* L'employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents, qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

25° *Ordonnance No 9, 1967 remplacée:* L'ordonnance no 9, 1967 adoptée par la Commission le 31 mai 1967, approuvée par l'arrêté en conseil No 1755 du 28 juin 1967 et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 juillet 1967 est, par la présente, remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

26° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier jour de juin mil neuf cent soixante-neuf.

Faite et passée en la ville de Sainte-Foy, ce huitième jour du mois de mai mil neuf cent soixante-neuf.

Copie conforme.

Commission du salaire minimum.
Le président,
JEAN-LOUIS LEFEBVRE.
Le secrétaire,
29415-o PAUL DE LA DURANTAYE.

(c) the date he entered the employer's service;
(d) his pay period;
(e) total hours worked, overtime hours being listed separately except for employees mentioned in section 7;
(f) the number of days worked for the employees mentioned in subsections (a), (b), (c) and (d) of section 7;
(g) his wage rate;
(h) wages earned;
(i) deductions made;
(j) take-home pay;
(k) all other information requested by any ordinance or regulation of the Minimum Wage Commission.

22. *Where records must be kept and preserved:* The record system must be kept in the Province, at the employer's establishment.

When an employer operates several establishments, he shall keep a separate record system in each establishment for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by data processing, the Commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

Records covering a given year shall be retained for a three-year period.

23. *Written report:* When requested, the employer shall submit a written report to the Commission, giving the information contained in the work record system, as stipulated above.

24. *Posting:* Every employer shall post and keep posted, in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or document the Commission supplies for such purpose.

25. *Ordinance No. 9, 1967 replaced:* Ordinance No. 9, 1967 adopted by the Commission on May 31, 1967, approved by Order in Council number 1755 dated June 28, 1967 and published in the *Québec Official Gazette* of July 15, 1967, is hereby replaced from the effective date of the present Ordinance.

26. *Effective date:* The present Ordinance becomes effective on the first day of June, one thousand nine hundred and sixty-nine.

Signed and dated in the town of Ste-Foy, this eight day of May, one thousand nine hundred and sixty-nine.

True copy.

Minimum Wage Commission.
JEAN-LOUIS LEFEBVRE,
President.
29415-o PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

Avis

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1964, c. 144 et amendments), que l'ordonnance numéro 11, 1969, dont le texte suit, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 8 mai 1969 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1545 du 21 mai 1969.

Notice

Pursuant to the provisions of the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, c. 144 and amendments), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Minimum Wage Commission's Ordinance number 11, 1969, text of which is quoted below, was adopted by the Minimum Wage Commission on May 8, 1969 and was approved by Order in Council number 1545 dated May 21, 1969.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 11, 1969

CORPORATIONS MUNICIPALES ET COMMISSIONS SCOLAIRES

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144 et amendements),

Ordonne ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le titre de Ordonnance No 11, 1969.

2° *Interprétation:* Dans l'ordonnance, les mots suivants signifient:

a) « semaine »: une période de sept jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

DEUXIÈME PARTIE

Champ d'application

3° *Salariés régis:* L'ordonnance régit les corporations municipales et les commissions scolaires ainsi que leurs salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum.

4° *Salariés non régis:* L'ordonnance ne régit pas les étudiants employés dans l'exécution d'un programme récréatif ou éducatif organisé pour les enfants.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions générales

5° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par cette ordonnance est de quarante-huit (48) heures.

6° *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté par un salarié en plus des heures de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux horaire minimum majoré de sa moitié.

7° *Exceptions:* Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas:

a) Aux gardiens;

b) Aux instituteurs;

c) Aux contrôleurs d'absences;

d) Aux secrétaires-trésoriers;

e) Aux salariés engagés et payés à la semaine, à la quinzaine, au mois ou à l'année et recevant par semaine un salaire d'au moins $75.00.

8° *Période d'attente:* Le salarié est considéré être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne au travail.

9° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié à droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre (24) heures consécutives.

10° *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

QUATRIÈME PARTIE

Taux minima de salaire

11° *Salaire minimum:* Les salariés des corporations municipales et des commissions scolaires ont droit aux taux de salaire suivants, selon leur fonction:

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 11, 1969

MUNICIPAL CORPORATIONS AND SCHOOL BOARDS

Pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, c. 144 and amendments), the Minimum Wage Commission,

Orders the following:

PART ONE

Interpretation

1. *Designation:* This ordinance is designated as "Ordinance No. 11, 1969".

2. *Interpretation:* In this ordinance:

(*a*) "week" means a seven-day period extending from midnight on a given day to the end of the seventh following day;

(*b*) "standard work-week" means the number of working hours in a week beyond which any time worked must be paid at overtime rates.

PART TWO

Jurisdiction

3. *Employees governed:* The present ordinance governs municipal corporations and school boards as well as their employees covered by the Minimum Wage Act.

4. *Employees not governed:* This ordinance does not govern students who are employed in the implementation of a recreational or educational programme organized for children.

PART THREE

General Provisions

5. *Standard work-week:* Employees governed by this ordinance shall have a 48-hour standard work-week.

6. *Overtime:* All the time worked by an employee over and above the standard work-week shall be paid at one and one-half times the minimum hourly wage rate.

7. *Exceptions:* The provisions of section 6 do not cover:

(*a*) watchmen;

(*b*) teachers;

(*c*) attendance officers;

(*d*) secretary-treasurers;

(*e*) employees hired and paid on a weekly, bi-monthly or yearly basis and receiving at least a $75.00 a-week salary.

8. *Waiting time:* An employee is deemed to be working when he is at his employer's disposal and is obliged to wait for work to be given him.

9. *Weekly day of rest:* Every employee is entitled to a weekly rest period lasting at least twenty-four (24) consecutive hours.

10. *Deductions:* No deductions may be made from the minimum wages payable to an employee, except those prescribed by law or by a court order.

PART FOUR

Minimum Wage Rates

11. *Minimum wages:* Depending on their occupations, employees of municipal corporations or school boards are entitled to the following wage rates.

a) Les salariés âgés de moins de 18 ans: $1.25 l'heure;

b) Les gardiens logés gratuitement: $60.00 par semaine;

c) Les secrétaire d'une corporation de comté:

Nombre de municipalité	*Salaire mensuel*
9 et moins	$60.00
10 à 19	$60.00 plus 2.50 par municipalité en sus de 9
20 et plus	$85.00 plus $2.00 par municipalité en sus de 19

d) Contrôleurs d'absences:

Nombre d'élèves	*Salaire mensuel*
100 et moins	$20.00
101 et plus	$20.00 plus $0.07 par élève en sus de 100, jusqu'à concurrence d'un salaire mensuel de $300.00 pour une période de douze (12) mois par année.

e) Secrétaire-trésorier: le secrétaire-trésorier d'une corporation scolaire, lorsqu'il est chargé de la perception des taxes scolaires, ou le secrétaire-trésorier d'une corporation municipale, a droit pour ses services, sans égard à ses heures de travail, au salaire mensuel minimum suivant, fixé d'après le nombre de propriétaires d'immeubles inscrits au rôle de perception des taxes foncières générales:

Nombre de propriétaires inscrits	*Salaire mensuel*
100 et moins	$75.00
101 à 400	$75.00 plus $0.50 par propriétaire en sus de 100
401 à 700	$225.00 plus $0.45 par propriétaire en sus de 400
701 à 1,000	$360.00 plus $0.40 par propriétaire en sus de 700
1,000 et plus	$480.00

f) Tous les autres salariés: $1.40 l'heure.

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions règlementaires

12° *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque à intervalles réguliers ne pouvant dépasser seize (16) jours. Avant d'adopter un autre mode de paiement, tout employeur doit obtenir de la Commission une autorisation à cet effet.

Tout employeur doit remettre au salarié, avec sa paie, un bulletin contenant les mentions suivantes:

a) Ses nom et prénoms;
b) La période de paie;
c) Le total de ses heures de travail, les heures supplémentaires étant indiquées séparément, sauf pour les salariés visés à l'article 7;
d) Le taux de son salaire et le salaire gagné;
e) Le montant des déductions;
f) Le montant net versé.

13° *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale;
b) Sa fonction;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;

(*a*) employees under age 18: $1.25 an hour;

(*b*) watchmen with free lodging: $60.00 a week;

(*c*) County corporation secretaries:

Number of municipalities	*Monthly salary*
9 or less	$60.00
10 to 19	$60.00, plus $2.50 for each municipality over 9
20 and over	$85.00, plus $2.00 for each municipality over 19;

(*d*) attendance officers:

Number of students	*Monthly salary*
100 or less	$20.00
101 or more	$20.00, plus 7¢ for each student over 100, up to a maximum monthly salary of $300.00 for twelve (12) months a year;

(*e*) secretary-treasurer: When assigned to collecting school taxes and regardless of the number of hours worked, the secretary-treasurer of a school corporation or the secretary-treasurer of a municipal corporation is entitled to the following minimum monthly salary which is determined according to the number of property owners on the property tax collection roll:

Number of property owners on roll	*Monthly salary*
100 or less	$75.00
101 to 400	$75.00, plus 50¢ for each property owner over 100
401 to 700	$225.00 plus 45¢ for each property owner over 400
701 to 1,000	$360.00 plus 40¢ for each property owner over 700
1,000 or more	$480.00.

(*f*) all other employees: $1.40 per hour.

PART FIVE

By-laws

12. *Type and frequency of pay:* Wages shall be paid in cash in sealed envelopes or by cheque at regular intervals not exceeding sixteen (16) days. No employer may adopt another payment method without having first obtained the Commission's authorization.

With each pay the employer shall supply the employee with a statement listing:

(*a*) the employee's first and family names;
(*b*) the pay period;
(*c*) the total of hours worked, overtime hours being listed separately except for employees mentioned in section 7;
(*d*) His wage rate and total wages earned;
(*e*) The amount of deductions;
(*f*) His take-home pay.

13. *Work record system:* Every employer shall maintain a record system wherein are recorded in ink, indelible pencil, print of perforation, for each work period and for each employee in his service:

(*a*) his family and first names, address and social insurance number;
(*b*) his occupation;
(*c*) date he entered the employer's service;

d) La période de paie;
e) L'heure précise à laquelle chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
f) Le total de ses heures de travail;
g) Ses heures supplémentaires;
h) Le taux de son salaire;
i) Le salaire gagné;
j) Les déductions faites;
k) Le montant remis au salarié;
l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance No 3, pour les salariés visés par cette dernière;
m) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes *e*), *f*) et *g*) ne sont pas obligatoires pour les salariés visés à l'article 7.
Le système d'enregistrement se rapportant à une année doit être conservé durant une période de deux ans.

14° *Rapport écrit:* Tout employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

15° *Affichage:* Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

16° *Ordonnance No 11, 1966 remplacée:* L'ordonnance No 11, 1966 adopte par la Commission le 6 juillet 1966, approuvée par l'arrêté en conseil No 1139 du 20 juillet 1966 et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 juillet 1966 est, par la présente, remplacée à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

17. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur le premier jour de juin mil neuf cent soixante-neuf.
Faite et passée en la ville de Sainte-Foy, ce huitième jour de mois de mai mil neuf cent soixante-neuf.

Copie conforme.

Commission du salaire minimum.
Le président,
JEAN-LOUIS LEFEBVRE.
Le secrétaire,
PAUL DE LA DURANTAYE.

29415-o

(*d*) pay period;
(*e*) the exact time work was begun and ended daily;
(*f*) total hours worked;
(*g*) overtime hours worked;
(*h*) his wage rate;
(*i*) wages earned;
(*j*) deductions made;
(*k*) take-home pay;
(*l*) the information required by Ordinance No. 3 for employees governed by the latter;

(*m*) all other information required by any ordinance or by-laws of the Minimum Wage Commission.
The items specified in subsections (*e*), (*f*) and (*g*) above need not be supplied for employees mentioned in section 7.
Records covering a given year shall be preserved and retained for a two-year period.

14. *Written report:* When requested, every employer shall submit a written report to the Commission, giving the information contained in the work record system, as stipulated above.

15. *Posting:* Every employer must post and keep posted, in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or document the Commission supplies for such purpose.

16. *Ordinance No. 11, 1966 replaced:* Ordinance No. 11, 1966 adopted by the Commission on July 6, 1966, approved by Order in Council number 1139 dated July 20, 1966, and published in the *Québec Official Gazette* of July 30, 1966, is hereby replaced from the effective date of the present Ordinance.

17. *Effective date:* The present Ordinance becomes effective on the first day of June, one thousand nine hundred and sixty-nine.
Signed and dated in the Town of Ste-Foy, this eighth day of May, one thousand nine hundred and sixty-nine.

True copy.

Minimum Wage Commission.
JEAN-LOUIS LEFEBVRE,
President.
PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

29415-o

Compagnies dissoutes

A-A-A Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « A-A-A Construction inc. », constituée en corporation le 15 mars 1961, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 11403-61

Auto-Location Moisan limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Auto-Location Moisan

Companies Dissolved

A-A-A Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "A-A-A Construction inc.", incorporated on March 15, 1961, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 11403-61

Auto-Location Moisan limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Auto-

limitée », constituée en corporation le 29 octobre 1964, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 4841-64

B.D.M. Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « B.D.M. Industries Inc. », constituée en corporation le 31 mars 1953, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 5846-53

Barclay Management Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Barclay Management Corporation », constituée en corporation le 14 novembre 1951, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 13700-51

Builders Mart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Builders Mart Inc. », constituée en corporation le 7 octobre 1957, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 13165-57

Caravelle Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Caravelle Investments Inc. », constituée en corporation le 6 juillet 1961, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 13470-61

Équipement Industriel Cartier inc.
Cartier Industrial Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Équipement Industriel Cartier inc.— Cartier Industrial Equipment Inc. », constituée en corporation le 4 mai 1961, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 11702-61

La Compagnie de Publicité Populaire limitée
Popular Advertising Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter

Location Moisan limitée", incorporated on October 29, 1964, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 4841-64

B.D.M. Industries Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "B.D.M. Industries Inc.", incorporated on March 31, 1953, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 5846-53

Barclay Management Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Barclay Management Corporation", incorporated on November 14, 1951, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 13700-51

Builders Mart inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Builders Mart Inc.", incorporated on October 7, 1957, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 13165-57

Caravelle Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Caravelle Investments Inc.", incorporated on July 6, 1961, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 13470-61

Équipement Industriel Cartier inc.
Cartier Industrial Equipment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Équipement Industriel Cartier inc.— Cartier Industrial Equipment Inc.", incorporated on May 4, 1961, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 11702-61

La Compagnie de Publicité Populaire limitée
Popular Advertising Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

l'abandon de charte de « La Compagnie de Publicité Populaire limitée — Popular Advertising Company Limited », constituée en corporation le 3 mai 1946, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 3403-46

Containerized Refuse Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Containerized Refuse Limited », constituée en corporation le 2 février 1959, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 10552-59

Elsee Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Elsee Investments Ltd. », constituée en corporation le 14 janvier 1965, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 184-65

Flamo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Flamo inc. », constituée en corporation le 26 juillet 1963, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 723-63

Guyland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Guyland inc. », constituée en corporation le 15 mai 1961, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 12457-61

Harry Hendelman Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Harry Hendelman Furs Ltd. », constituée en corporation le 29 décembre 1961, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 10023-62

Investments Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter

to accept the surrender of the charter of "La Compagnie de Publicité Populaire limitée — Popular Advertising Company Limited", incorporated on May 3, 1946, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 3403-46

Containerized Refuse Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Containerized Refuse Limited", incorporated on February 2, 1959, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 10552-59

Elsee Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elsee Investments Ltd.", incorporated on January 14, 1965, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 184-65

Flamo inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Flamo inc.", incorporated on July 26, 1963, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 723-63

Guyland inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Guyland inc.", incorporated on May 15, 1961, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 12457-61

Harry Hendelman Furs Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Harry Hendelman Furs Ltd.", incorporated on December 29, 1961, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414-o 10023-62

Investments Corporation Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

l'abandon de charte de « Investments Corporation Limited », constituée en corporation le 11 octobre 1927, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1853-27

to accept the surrender of the charter of "Investments Corporation Limited", incorporated on October 11, 1927, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1853-27

Lac Marie-Francine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Lac Marie-Francine inc. », constituée en corporation le 21 août 1964, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 3609-64

Lac Marie-Francine inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lac Marie-Francine inc.", incorporated on August 21, 1964, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 3609-64

Lanoie & Lacombe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Lanoie & Lacombe inc. », constituée en corporation le 30 mai 1967, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 2437-67

Lanoie & Lacombe inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lanoie & Lacombe inc.", incorporated on May 30, 1967, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 2437-67

Leon Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Leon Developments Ltd. », constituée en corporation le 24 décembre 1958, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 14921-58

Leon Developments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Leon Developments Ltd.", incorporated on December 24, 1958, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 14921-58

L'Origo Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « L'Origo Corporation », constituée en corporation le 6 mai 1958, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 11209-58

L'Origo Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Origo Corporation", incorporated on May 6, 1958, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 11209-58

New Life Supermarket Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « New Life Supermarket Inc. », constituée en corporation le 18 novembre 1968, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 5452-68

New Life Supermarket Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "New Life Supermarket Inc.", incorporated on November 18, 1968, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 5452-68

Nova Knitting Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter

Nova Knitting Mills Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

l'abandon de charte de « Nova Knitting Mills Inc. », constituée en corporation le 16 avril 1957, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 11359-57

Paradis & Frères ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Paradis & Frères ltée », constituée en corporation le 3 novembre 1956, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 13352-56

St-Jérôme Oxygène ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « St-Jérôme Oxygène ltée », constituée en corporation le 4 février 1964, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 541-64

Trans-Canada Lifts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Trans-Canada Lifts Ltd. », constituée en corporation le 31 mars 1965, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 1117-65

Maurice Tremblay Construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Maurice Tremblay Construction ltée », constituée en corporation le 24 mai 1960, à compter du 30 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29414-o 12160-60

to accept the surrender of the charter of "Nova Knitting Mills Inc.", incorporated on April 16, 1957, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 11359-57

Paradis & Frères ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Paradis & Frères ltée", incorporated on November 3, 1956, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 13352-56

St-Jérôme Oxygène ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "St-Jérôme Oxygène ltée", incorporated on February 4, 1964, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 541-64

Trans-Canada Lifts Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Trans-Canada Lifts Ltd.", incorporated on March 31, 1965, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 1117-65

Maurice Tremblay Construction ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maurice Tremblay Construction ltée", incorporated on May 24, 1960, on and from May 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29414 12160-60

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Tanneries et corroieries — Province de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 330 du 19 mars 1953 et modifications, lui ont présenté une re-

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Tanners and Curriers — Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Tanners and Curriers in the Province of Québec, made binding by Decree number 330 of March 19, 1953 and amendments, have petitioned him to submit the following amend-

quête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer l'article II par le suivant:

« II. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du décret comprend toute la province de Québec, divisée en trois (3) zones, comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal, la cité de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles autour de l'Ile de Montréal et de cinq (5) milles autour de la cité de Québec;

Zone II: Toute autre ville ayant une population de 10,000 âmes ou plus;

Zone III: Le reste de la province de Québec. Cependant, si dans cette zone, un employeur a à son emploi dix (10) salariés ou plus, l'établissement de cet employeur est considéré comme étant situé dans la zone II. »

2° Remplacer l'article V par le suivant:

« V. *Taux de salaire minimaux:* Les taux de salaires sont les suivants pour chacune des catégories ci-après mentionnées et le minimum horaire prévu doit être payé au salarié pour chacune de ses heures de travail, suivant ses catégories et classes:

Catégorie I: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A.

Catégorie II: Si ces salariés, en plus d'être gardiens, travaillent à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A, leur durée hebdomadaire de travail est celle de cette dernière catégorie.

Si ces salariés ne travaillent pas à la fabrication du cuir, ou s'ils y travaillent occasionnellement ou d'urgence, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, Classe B.

Catégorie III: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV.

ments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

1. Section II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree includes the entire Province of Québec divided into three (3) zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal, the City of Québec and the municipalities entirely within a ten (10) mile radius around the Island of Montreal and a five (5) mile radius around the City of Québec;

Zone II: Any other town of 10,000 souls or more;

Zone III: The remainder of the Province of Québec. However, in this zone, if an employer has ten (10) or more employees his establishment is considered as located in Zone II."

2. Section V will be replaced by the following:

"V. *Minimum rates of wages:* The rates of wages shall be as follows for every one of the categories mentioned hereinbelow and the minimum hourly rate shall be paid to the employee for every hour worked according to his category and class:

Category I: The same rates as those provided for category IV, Class A.

Category II: Besides being watchmen, if these employees are engaged in the production of leather, their wage rates must be the same as those paid to employees belonging to Category IV, Class A, and their standard work-week shall be that of Category IV, Class A employees.

If these employees are not engaged in the production of leather, or if they work at leather production operations merely occasionally or in emergencies, they shall receive Category IV, Class B wage rates.

Category III: Employees of this Category shall receive the same wage rates as the employees of Category IV.

Catégorie IV: Category IV:

A. *Salariés travaillant à l'heure: — Employees paid by the hour:*

	Zones I	Zones II	Zones III
Classe A — Class A	$ 2.01	$ 1.96	$ 1.86
Classe B — Class B	1.78	1.74	1.65
Classe C — Class C	1.61	1.60	1.51
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage maximum de trois (3) mois — Apprentice, Class C, term of apprenticeship, maximum of three (3) months	1.275	1.265	1.165

B. *Salariés travaillant à la pièce — Piece-work employees:*

Classe A — Class A	2.08	2.03	1.90
Classe B — Class B	1.85	1.80	1.73
Classe C — Class C	1.66	1.65	1.55
Apprenti classe C durée d'apprentissage maximum de trois (3) mois — Apprentice, Class C, term of apprenticeship, maximum of three (3) months	1.315	1.305	1.205

À compter du 28 mars 1970 — From March 28, 1970

A. *Salariés travaillant à l'heure — Employees paid by the hour:*

Classe A — Class A	2.18	2.13	2.03
Classe B — Class B	1.90	1.86	1.77
Classe C — Class C	1.71	1.70	1.61
Apprenti Classe C durée d'apprentissage maximum trois (3) mois — Apprentice, Class C, term of apprenticeship, maximum of three (3) months	1.36	1.35	1.25

	Zones I	II	III
B. *Salariés travaillant à la pièce: — Piece-work employee:*			
Classe A — Class A	$2.25	$2.20	$2.10
Classe B — Class B	1.97	1.92	1.82
Classe C — Class C	1.76	1.75	1.65
Apprenti classe C durée d'apprentissage maximum de trois (3) mois — Apprentice, Class C, term of apprenticeship, maximum of three (3) months	1.40	1.39	1.29
À compter du 28 mars 1971 — From March 28, 1971			
A. *Salariés travaillant à l'heure: — Employees paid by the hour:*			
Classe A — Class A	2.34	2.29	2.19
Classe B — Class B	2.01	1.97	1.88
Classe C — Class C	1.805	1.795	1.705
Apprenti classe C durée d'apprentissage maximum de trois (3) mois — Apprentice, Class C, term of apprenticeship, maximum of three (3) months	1.44	1.43	1.33
B. *Salariés travaillant à la pièce: — Employees paid by the hour:*			
Classe A — Class A	2.41	2.36	2.26
Classe B — Class B	2.08	2.03	1.93
Classe C — Class C	1.855	1.845	1.745
Apprenti classe C durée d'apprentissage maximum de trois (3) mois — Apprentice, Class C, term of apprenticeship, maximum of three (3) months	1.48	1.47	1.37

Le nombre total des salariés de la classe C doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun temps dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total des salariés au service de tout employeur.

Les taux à la pièce actuels sont considérés comme déterminés tels quels, sans diminution pour les salariés qui en bénéficient et ceux qui les remplacent, à la pièce, au même emploi, opération ou occupation.

Cependant, un comité spécial institué par le Comité conjoint, sur demande des parties, enquêtera sur toute plainte présentée à ce dernier par les employeurs ou les salariés alléguant que certains taux à la pièce sont injustes.

Ledit comité est formé de cinq (5) membres, dont deux (2) nommés par la partie patronale, deux (2) par la partie syndicale et un cinquième (5ième) désigné par eux à la majorité ou par le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre au cas de mésentente sur son choix.

Ce comité après enquête et étude, transmettra son rapport au Comité conjoint pour détermination des taux.

Remarque: Nonobstant les dispositions du décret, il est entendu que les taux de salaires établis pour les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entretien ne doivent jamais être inférieurs à ceux établis par les Ordonnances de la Commission du salaire minimum. »

3° Remplacer l'article VI par le suivant:

« VI. *Heures de travail: a*) La durée hebdomadaire du travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: Cinquante (50) heures, exécutées en cinq (5) jours, sans limite journalière. Cependant, si ces salariés travaillent aussi à la fabrication du cuir, la durée hebdomadaire de travail sera limitée à quarante-quatre (44) heures jusqu'au 28 mars 1970, et à compter de cette date à quarante-deux heures et demi, (42½) quel que soit le nombre d'heures consacrées à l'une ou l'autre occupation; dans le cas d'un travail occasionnel ou d'urgence à la fabrication du cuir, la durée hebdomadaire demeurera fixée à cinquante (50) heures.

The total number of Class C employees must include Class C apprentices and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer.

The actual piece-work rates are considered as being so determined without deduction in the case of employees actually receiving them or of those replacing them, on a piece-work basis, in the same occupation, operation or function.

However, a special committee instituted by the Joint Committee shall, upon request from the parties to the agreement, investigate any complaint filed with it by employers or employees alleging that some piece-work rates are unfair.

The said committee is composed of five (5) members, two (2) of which being appointed by the employers, two (2) by the employees and a fifth one designated by the majority of the first four, or by the Minister of Labour and Manpower in the event of disagreement.

Following investigation and study, this committee shall submit its report to the Joint Committee so that rates can be established.

Note: Notwithstanding the provisions of the decree, it is understood that the rates of wages established for stationary enginemen and maintenance men shall never be less than those established by the ordinances of the Minimum Wage Commission."

3. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Hours of work:* (*a*) Hours of work for employees of each category shall be as follows:

Category I: Fifty (50) hours scheduled over five (5) working days, without any daily limit. However, if these employees are engaged in the production of leather, their standard work-week shall consist of forty-four (44) working hours up to March 28, 1970, and from that date shall consist of forty-two and a half (42½) working hours regardless of the number of hours devoted to any of their occupations; for leather production work done occasionally or in emergencies, the fifty (50) hour standard work-week shall remain unchanged.

Catégorie II: Soixante (60) heures réparties en six (6) jours, sans limite journalière.

Catégorie III: Quarante-quatre (44) heures et à compter du 28 mars 1970, quarante-deux heures et demi (42½) exécutés du lundi au vendredi inclusivement, entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m., avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, sans dépasser neuf (9) heures par jour.

Catégorie IV: Quarante-quatre (44) heures et à compter du 28 mars 1970, quarante-deux heures et demi (42½) dont la répartition et la durée quotidienne est la même que celle de la catégorie III.

b) Travail d'équipe: Tout travail exécuté par un ou plusieurs salariés, autre que les salariés travaillant durant la journée normale de l'entreprise, en dehors de l'horaire quotidien, est reconnu comme travail d'équipe et donne droit au supplément de salaire suivant: Entre 5 heures p.m. et minuit: $0.10; Entre minuit et 7 heures a.m.: $0.15. »

4° Remplacer l'article VII par le suivant:

« VII. *Travail supplémentaire: a)* Sous réserve des dispositions de l'article VI « Heures de Travail », tout travail exécuté en plus de la semaine normale de travail, en dehors de l'horaire quotidien et en surplus de neuf (9) heures au cours d'une même journée de travail, sera rémunéré au taux de salaire et demi, soit le salaire effectivement payé majoré de cinquante pour cent (50%).

b) Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré au taux de salaire double, soit le salaire effectivement payé majoré de cent pour cent (100%). Toutefois cette disposition ne s'applique pas aux gardiens.

Nonobstant les dispositions ci-haut mentionnées, les employés requis au travail le dimanche, auront droit, pour travail exclusif à la mise en trempe, comme minimum de salaire, au taux de salaire et demi, soit le salaire effectivement payé majoré de cinquante pour cent (50%). »

5° Remplacer les paragraphes « *b* » et « *d* » de l'article VIII par les suivants:

« *b)* Les jours suivants sont dits jours chômés et payés: Le Vendredi-Saint, La Fête du Travail, Noël, Le Jour de l'An.

d) Si un salarié est appelé au travail un des jours fériés chômés et payés, il a droit à l'indemnité du jour férié plus une majoration de cent pour cent (100%) du salaire effectif, pour toute heure ou partie d'heure de travail exécutée durant ce jour. Cependant, les gardiens seront payés au taux effectif de salaire pour tout travail exécuté durant l'un quelconque des jours fériés chômés et payés en plus de toucher l'indemnité du jour férié.

Les préposés à la mise en trempe et les mécaniciens de machines fixes doivent être rémunérés au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) pour tout travail exécuté durant l'un quelconque des jours fériés chômés et payés en plus de l'indemnité prévue pour le jour férié. »

6° Remplacer l'article IX par le suivant:

« IX. *Congé annuel:*

a) Droit aux congés annuels: Tout salarié a droit après un (1) an de services continus pour le même employeur à un congé payé, d'une durée minimum de deux (2) semaines.

Category II: Sixty (60) working hours scheduled over six (6) days, without any daily limit.

Category III: Forty-four (44) working hours and from March 28, 1970, forty-two and a half (42½) working hours Monday through Friday inclusively, between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. with one hour off for the noon meal, without exceeding nine (9) working hours in a day.

Category IV: Forty-four (44) hours, and from March 28, 1970, forty-two and a half (42½) hours scheduled as for category III employees the daily limit also being that of category III employees.

(b) Shift work: Any work performed by one or several employees other than those working during the establishment's standard working day and performed outside the standard working hours of the establishment is known as shift work and entitles the worker to the following supplement: Between 5:00 p.m. and midnight: $0.10; between midnight and 7:00 a.m.: $0.15."

4. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Overtime:* (*a*) Subject to the provisions of section VI "Hours of work", any work performed over and above the standard work-week, outside the standard daily working hours and beyond nine (9) hours in any working day shall be paid for at time and one half, that is to say the wage actually being paid plus 50%.

(*b*) Any work performed on Sunday must be remunerated at the rate of double time, that is to say: the rate actually paid plus 100%. However, this provision does not apply to watchmen.

Notwithstanding the provisions mentioned above, employees required to work on Sunday shall be entitled, for work exclusively pertaining to steeping, to at least time and one half, that is to say: the wage rate actually paid plus 50%."

5. Subsections "*b*" and "*d*" of section VIII will be replaced by the following:

"(*b*) The following days are general holidays with pay: Good Friday, Labour Day, Christmas Day, New Year's Day.

(*d*) If an employee is called to work on any general holiday with pay, he is entitled to the indemnity for the general holiday with pay plus a 100% increase of his actual wages for any hour or fraction of an hour worked on such a day. However, watchmen shall be paid their actual wage for any work performed on any general holiday with pay and over and above this they shall receive the general holiday indemnity.

Steepers and stationary enginemen shall be paid time and one half for any work performed on any general holiday plus the standard indemnity paid for the general holiday with pay."

6. Section IX will be replaced by the following:

"IX. *Annual vacation:*

(*a*) *Entitlement to annual vacation:* After one year's continuous service in the employ of the same employer, any employee is entitled to at least two (2) weeks annual vacation with pay.

b) Tout salarié ayant moins d'un (1) an de services continus pour le même employeur, a droit à un congé, dont la durée est déterminée à raison d'un (1) jour par mois de travail, sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines.

c) *Indemnité:* Le salarié a droit pour son congé, à une indemnité équivalente à quatre pour cent (4%) du salaire gagné (en incluant l'indemnité pour congés annuels), durant la période comprise entre le 1er juin et le 31 mai de l'année précédant le congé.

d) *Avantages additionnels:* Durant le congé, l'employeur doit continuer à accorder à ses salariés les avantages économiques et autres auxquels ils ont droit, notamment: contribution à un régime de rentes supplémentaires, à un régime d'assurance collective, vie-maladie-hospitalisation, indemnité salaires, etc.

e) *Échéance de l'indemnité:* Avant le départ de tout salarié visé aux paragraphes A et B du présent article, l'employeur doit lui verser l'indemnité à laquelle il a droit pour congé.

f) *Période de prise de congés:* Le congé prévu au présent article sera accordé entre le 25 juin et le 25 juillet de chaque année. Un avis de trente (30) jours sera donné aux salariés, par l'employeur, les informant de la date de la période du congé.

g) *Congé obligatoire:* Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé payé. Toutefois, l'indemnité pour congé payé n'est accordée qu'à la condition que le salarié ne travaille pas durant la période du congé.

h) Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité:

1. représentant l'indemnité à laquelle il a un droit acquis, en vertu des paragraphes A et B du présent article, s'il n'a pu jouir du congé auquel il avait droit;

2. de quatre pour cent (4%) du salaire gagné depuis le 1er juin précédant la date de la résiliation.

i) *Services continus:* La durée de services continus doit s'interpréter comme suit: la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail.

Ne sauraient être considérés comme interrompant la durée de services continus, l'interruption du contrat de travail sans qu'il y ait résiliation de contrat, les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congés, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces jours, un autre emploi rémunéré.

Toutefois, ne sauraient être de plus considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours où le salarié a occupé un autre emploi rémunéré, durant une période de suspension pour manque de travail, s'il n'y a pas eu résiliation de contrat de travail.

Nonobstant les dispositions des trois (3) alinéas précédents, à compter de la mise en vigueur du présent décret, la résiliation du contrat de travail nécessité par le changement de nom de l'entreprise, l'incorporation de l'entreprise, l'augmentation ou la diminution des sociétaires de l'entreprise, le transfert, la vente, cession, faillite de l'entreprise, ou pour toute autre raison, n'est pas considérée comme interrompant la durée des services continus si, par la suite, les services de ce salarié sont loués par la ou les personnes propriétaires ou devenues propriétaires de l'entre-

(*b*) Any employee who has less than one (1) year's continuous service in the employ of the same employer is entitled to an annual vacation with pay lasting as many days as the employee's number of months' continuous service, the said vacation not to exceed two (2) weeks.

(*c*) *Vacation pay:* For his vacation the employee is entitled to vacation pay equal to four per cent (4%) of his earnings (annual vacation pay included) during the period extending from June 1 to May 31 of the qualifying year.

(*d*) *Additional benefits:* During the employee's vacation, the employer must continue to grant the employee the economic and other benefits to which he is entitled, namely: contribution to a supplementary pension plan, to a group insurance plan, to a life, health and hospital insurance plan, salary insurance plan, etc.

(*e*) *Payment of vacation pay:* Before the employee contemplated in subsections A and B of the present section leaves on vacation, the employer must give him the vacation pay to which he is entitled.

(*f*) *Vacation period:* The vacation provided for in the present section shall be granted between the 25th of June and the 25th of July of each year. To inform the employees of the date on which the vacation is to be taken, the employer shall give his employees 30 days' notice.

(*g*) *Compulsory vacation:* No employer shall replace the annual vacation with pay by a compensating indemnity. However, the vacation pay shall be granted only if the employee does not work during the vacation period.

(*h*) At the time of the cancellation of his labour contract the employee is entitled:

1. to an indemnity representing the vacation pay to which he has a vested right under subsections A and B of the present section, if he has been prevented from taking the vacation to which he was entitled;

2. to four per cent (4%) of his earnings since the 1st of June preceding the cancellation date.

(*i*) *Continuous service:* The duration of continuous service shall be interpreted as follows: the period during which the employee is bound to his employer by a labour contract.

The following shall not interrupt the duration of continuous service: interruption of the labour contract without the labour contract being cancelled, sick-leave, days when the establishment is closed, vacation periods, authorized absence from work provided the employee does not hold any other remunerated employment during such days of absence.

However, likewise shall not be considered as interrupting continuous service the days during which an employee shall have held any other remunerated employment during slack periods caused by lack of work while the labour contract has not been cancelled.

Notwithstanding the provisions of the three (3) foregoing paragraphs, from the effective date of the present decree, the *cancellation of the labour contract* required by a change of names of the establishment, the incorporation of the establishment, the increase or decrease in number of the shareholders of the establishment, the transfer, sale, assignment or bankruptcy of the establishment, or required for any reason *is not considered as interrupting* the duration of continuous service if thereafter the services of the employee are hired by the former owners or new

prise, sans que ledit salarié n'ait occupé entre la résiliation du contrat de travail et la révocation de ses services un autre emploi rémunéré. »

10° Remplacer l'article IX-A par le suivant:

« IX-A. *Congés additionnels: a)* Tout salarié qui au 1er juin 1969 ou au 1er juin de toute année subséquente a rendu à son employeur quinze (15) ans et plus de services continus, a droit à une troisième (3ième) semaine de congés payés, qui sera accordée en n'importe quel temps de l'année après entente entre l'employeur et le salarié. La rémunération pour cette troisième (3ième) semaine de congé est de deux pour cent (2%) du salaire gagné pour la période comprise entre le 1er juin et le 31 mai précédant le congé.

b) Toutefois, l'employeur aura la faculté de ne pas accorder la troisième (3ième) semaine de congés chômée et payée. Dans ce cas, il devra remplacer la troisième (3ième) semaine de congé par une indemnité compensatrice égale à la rémunération à laquelle le salarié aurait eu droit, s'il avait pris tels congés.

Nonobstant les dispositions mentionnées au paragraphe précédent, l'employeur peut faire exécuter des travaux d'entretien et de réparation durant la troisième (3ième) semaine de congés. Dans ce cas l'employeur devra accorder une indemnité compensatrice égale à la rémunération auquelle le salarié aurait eu droit s'il avait pris tels congés.

c) Les conditions déterminées à l'article « IX », relatives aux avantages additionnels, à l'échéance de l'indemnité et aux services continus s'appliquent aux congés additionnels. »

11° Remplacer l'article XVII par le suivant:

« XVII. *Paiement du salaire:* La paie sera payable chaque semaine, en monnaie légale au Canada, dans une enveloppe ou par chèque. Les détails suivants devront être communiqués aux salariés, avec leur salaire:

a) Le nom et prénom de l'employé;
b) La date et la période de paie;
c) Le taux de salaire;
d) Le temps supplémentaire;
e) Les déductions faites;
f) Le montant net payé. »

12° Remplacer l'article XX par le suivant:

« XX. *Durée du décret:* Le présent décret demeurera en vigueur jusqu'au 28 mars 1972. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant le 28 mars 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec,* l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 31 mai 1969. 29476-o

owners of the establishment, provided the employee did not hold any remunerated employment between the cancellation of the labour contract and the cancellation of his services."

10. Section IX-A will be replaced by the following:

"IX-A. *Extra vacations:* (*a*) Every employee who, on June 1 of 1969 or of any subsequent year, has fifteen (15) years or more of continuous service with his employer is entitled to a third week's vacation with pay which may be taken at any time agreed upon by employer and employee. Vacation pay for such third week shall equal two per cent (2%) of wages earned during the June 1st — May 31st period that precedes such vacation.

(*b*) However, if the employer chooses not to grant the third week's vacation in time, he may grant the employee a monetary compensation equal to the payment that would have been due him had he taken such vacation.

Notwithstanding the above provisions, the employer may have maintenance and repair work done during such third week's vacation. In such instance, he shall grant the employee a monetary compensation equal to the payment that would have been due him had he taken such vacation.

(*c*) The conditions set forth in section IX that deal with additional benefits, due dates, vacation pay and continuous service also apply to extra vacations."

11. Section XVII will be replaced by:

"XVII. *Payment of wages:* Wages shall be paid weekly, in legal tender, in an envelope or by cheque. The following particulars shall be listed on an earnings statement accompanying the payment of wages:

(*a*) the employee's family and given names;
(*b*) date and pay period;
(*c*) wage rate;
(*d*) overtime worked;
(*e*) deductions made;
(*f*) take-home pay."

12. Section XX will be superseded by:

"XX. *Term of the decree:* This decree shall remain in force until March 28, 1972. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to March 28th of 1962 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, May 31, 1969. 29476-o

Avis de modification

Employés de tavernes — Cité de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre' l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de tavernes de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer les paragraphes « *c* », « *d* », « *e* » et « *i* » de l'article I (Définitions) par les suivants:

« *c*) Le mot « barman » (commis de comptoir) désigne le salarié qui est chargé de distribuer aux garçons de salle, la bière en fut ou en bouteille et de l'enregistrement à la caisse du prix de vente de tous produits vendus dans une taverne; il doit avoir au moins 1500 heures d'expérience dans ce service et posséder un certificat de classification.

d) Les mots « garçon de salle » (commis de table) désigne le salarié qui sert les clients aux tables et qui a au moins 1500 heures d'expérience dans le service et possède un certificat de classification.

Tout garçon de salle qui, tout en exécutant ses fonctions aux tables, exécute en même temps les fonctions de barman pendant plus de 24 heures par semaine sera considéré comme un « commis préposé au service automatique ».

e) Les mots « commis supplémentaire » désignent tout barman (commis de comptoir), aide barman (assistant commis de comptoir), garçon de salle (commis de table), garçon préposé au service automatique et tout autre aide supplémentaire faisant habituellement ou occasionnellement moins de trente (30) heures de travail par semaine.

i) Les mots « aide barman » (assistant commis de comptoir) désignent un garçon de salle qui, dans un même établissement, exécute exclusivement les fonctions de barman pendant le temps ou ce dernier, employeur ou employé, est au repos ou absent. »

2° Ajouter le nouveau paragraphe « *j* » suivant à l'article I (Définitions):

« *j*) Les mots « garçon préposé au service automatique » désignent tout salarié qui sert les clients aux tables, en s'approvisionnant lui-même de tous produits vendus dans une taverne. »

3° Remplacer l'article II (Juridiction) par le suivant:

« II. *Champ d'application: a) Professionnel:* Pour les fins du présent décret, le champ d'application professionnel comprend toutes les personnes employées par un tavernier dans sa taverne pour les fins de son commerce.

b) Territorial: Le champ d'application territorial, pour les fins du présent décret, comprend la ville de Québec et toute cité, ville ou municipalité sise dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites de la ville de Québec. »

4° Remplacer le paragraphe « *a* » de l'article III (Salaires) par le suivant:

« *a*) Dans le cas d'engagement à la semaine, les taux minimaux de salaire sont les suivants:

Notice of Amendment

Tavern Employees — Québec City

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Tavern Employees in the Québec City, made binding by Decree number 695 of May 7, 1938 and amendments, have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1. Subsections "*c*", "*d*", "*e*" and "*i*" of section I (*Definitions*) will be replaced by the following:

"(*c*) The word "barman" means the employee who hands over the draught or bottled beer to the waiters and (cash) registers the sales price of all products sold in the tavern; he must have at least 1500 hours of experience as such and hold a certificate of classification.

(*d*) The word "waiter" means any employee who waits on customers at the tables and who has at **least** 1500 hours experience as such and holds a certificate of classification.

Any waiter who, while serving at tables, simultaneously acts as barman for more than 24 hours a week shall be considered as "automatic service waiter".

(*e*) The term "occasional clerk" means any barman, assistant barman, waiter, automatic service waiter and any other extra helper usually or occasionnaly working less than thirty (30) hours a week.

(*i*) The term "assistant barman" means any waiter who, in the same establishment, performs exclusively the duties of a barman while the latter (whether he is the employer or an employee) is resting or absent."

2. The following new subsection « *j* » of section I (*Definitions*) will be added:

"(*j*) The words "automatic service waiter" mean any employee who serves customers at tables without being supplied by other employees with the products sold in a tavern."

3. Section II (*jurisdiction*) will be replaced by the following:

« II. *Jurisdiction:* (*a*) *Professional:* For the purposes of the present decree, the professional jurisdiction includes all persons employeed by a tavern keeper in his tavern for the purposes of his trade.

(*b*) *Territorial:* For the purposes of the present decree, the territorial jurisdiction includes the city of Québec and any city, town or municipality within a twenty-five mile radius of the limits of the city of Québec."

4. Subsection "*a*" of section III (*Wages*) will be replaced by the following:

"(*a*) In the case of employment by the week, the minimum wages are as follows:

Barman (commis de comptoir)	$78.00
Aide Barman (assistant commis de comptoir)	67.00
Garçon préposé au service automatique	57.00
Garçon de salle (commis de plancher)	54.00
Apprenti	45.00

À compter du 2 octobre 1970:

Barman	81.00
Aide Barman	70.00
Garçon préposé aıservice automatique	59.00
Garçon de salle	55.00
Apprenti	46.00

Dans le cas ou l'assistant commis de comptoir au cours d'une même semaine de travail, exécute les fonctions de barman, pendant 40 heures ou plus, le salaire minimal dudit salarié ci-dessus indiqué doit être augmenté de trois ($3.00) dollars par semaine. »

5° Au paragraphe « *b* » de l'article III (salaires), remplacer les taux à l'heure par les suivants:

« Barman	$1.56
Aide Barman	1.34
Garçon préposé au service automatique	1.14
Garçon de salle	1.08
Apprenti	0.90

À compter du 2 octobre 1970:

Barman	1.62
Aide Barman	1.40
Garçon préposé au service automatique	1.18
Garçon de salle	1.10
Apprenti	0.92»

6° Au paragraphe « *c* » de l'article III (Salaires), remplacer les mots « au paragraphe 2 de l'alinéa « *h* » de l'article VII » apparaissant après les mots « congés annuels payés établi », par les mots « au paragraphe « *j* » de l'article VII ».

7° Remplacer le paragraphe « *a* » de l'article V (Conditions générales de travail) par le suivant:

« *a*) *Uniforme:* Lorsque le port d'un uniforme est obligatoire, aucune déduction ne doit être faite du salaire fixé par le présent décret pour l'achat, l'usage ou l'entretien de cet uniforme. »

8° Au paragraphe « *e* » de l'article V (Conditions générales de travail), ajouter les mots « l'assistant commis de comptoir, le garçon préposé au service automatique, » après les mots « le commis de comptoir, ».

9° Remplacer l'article VI (Gîte et couvert) par le suivant:

« VI. *Gîte et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, ou l'un ou l'autre, il est interdit à l'employeur de déduire du salaire plus de $0.60 pour un repas et plus de $3.00 par semaine pour la chambre. »

10° Remplacer le premier alinéa de l'article VI-A (Jours fériés) par le suivant:

« *Jours chômés et payés:* Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la Saint J. Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail et le Jour de Noël doivent être chômés et payés au même taux qu'une journée normale de travail suivant le salaire payé à l'employé et tenant compte de sa fonction régulière de travail, à moins que ces fêtes ne tombent le dimanche alors qu'elles ne sont pas payées. »

11° Remplacer l'article VII (Congés annuels payés) par le suivant:

Barman	$78.00
Assistant barman	67.00
Automatic service waiter	57.00
Waiter	54.00
Apprentice	45.00

From October 2, 1970

Barman	81.00
Assistant barman	70.00
Automatic service waiter	59.00
Waiter	55.00
Apprentice	46.00

Should an assistant barman work as barman during forty (40) hours or more in the course of any work week, the minimum wages of such employee shall be increased by three dollars ($3.00) per week."

5. In subsection "*b*" of section III (*Wages*), the minimum rates per hour will be superseded by the following ones:

"Barman	$1.56
Assistant barman	1.34
Automatic service waiter	1.14
Waiter	1.08
Apprentice	0.90

From October 2, 1970:

Barman	1.62
Assistant barman	1.40
Automatic service waiter	1.18
Waiter	1.10
Apprentice	0.92"

6. In subsection "*c*" of section III (*Wages*), the words "set forth in paragraph 2, subsection "*h*", section VII" appearing after the words "compensation for annual vacation with pay" will be replaced by the words "set forth in paragraph "*j*" of section VII".

7. Subsection "*a*" of section V (*General working conditions*) will be replaced by the following:

"(*a*) *Uniforms:* Whenever wearing a uniform is mandatory, no deduction shall be made from the wages established by the present decree, either for the purchase, use or maintenance of the uniform."

8. In subsection "*e*" of section V (*General working conditions*) the words "assistant barman, automatic service waiter" will be added after the word "Barman,".

9. Section VI (*Room and board*) will be replaced by the following:

"VI. *Room and board:* When the employer supplies the employee with room and board or either room or board, as the case may be, he is not allowed to charge the employee more than $0.60 per meal nor more than $3.00 a week for room."

10. The first paragraph of section VI-A (*Holidays*) will be replaced by the following:

"*General holidays with pay:* New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day shall be non-working days and will be paid as regular workdays according to the wages paid to the employee for his regular work, unless such feast days fall on a Sunday, in which case they shall not be paid."

11. Section VII (*Annual vacation with pay*) will be replaced by the following:

« VII. *Congé annuel: a) Droit au congé:* Tout salarié régi a droit:

1. Après un (1) an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu d'une durée minimale de deux (2) semaines;
2. S'il a moins d'un (1) an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un (1) jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines;

b) Indemnités de congé: Le salarié a droit pour son congé, à une indemnité équivalente à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant la période donnant droit au congé;

Cette indemnité, quand le salarié est pensionné en tout ou en partie par son employeur, doit comprendre en sus du salaire les montants fixés pour tel service.

c) Date du paiement: Avant son départ pour vacances, le salarié doit recevoir l'indemnité dûe pour la période de congé.

d) Préavis: Le salarié a le droit de connaître au moins seize (16) jours à l'avance, la période de son congé.

e) Période du congé: Le congé doit être accordé entre le 1er juin et le 15 septembre suivant l'année de référence.

f) Continuité du congé: Un employeur peut fractionner le congé annuel de son salarié en deux (2) périodes d'une (1) semaine chacune si l'employé en fait la demande. Le congé annuel qui ne dépasse pas une (1) semaine ne peut être fractionné.

g) Congé obligatoire: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel.

h) Services continus: La durée des services continus comprend les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congé, les grèves, les absences pour accident de travail, ainsi que les absences autorisées.

i) Année de référence: Période de douze (12) mois commençant le 1er mai pour se terminer le 30 avril suivant.

j) Résiliation du contrat de travail: Le travailleur doit recevoir lors de la résiliation de son contrat de travail:

1. l'indemnité qui lui est dûe au paragraphe « *b* » du présent article s'il n'a pu jouir du congé auquel il avait droit;

2. quatre pour cent (4%) du salaire gagné depuis la fin de l'année de référence précédant la date de son départ.

k) Congé annuel additionnel: Après quinze (15) ans de services continus pour son employeur, le salarié a droit à un congé annuel additionnel continu et payé d'une durée minimale d'une (1) semaine.

Ce congé doit être accordé pendant la période comprise entre le 1er anvier et le 30 avril de l'année suivant l'année de qualification pour tel congé additionnel, au choix de l'employeur.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'employeur, à sa discrétion, peut ne pas accorder au salarié qualifié pour tel congé additionnel la 3ième semaine de congé payée prévue au présent article, mais il doit toutefois la remplacer par

"VII. *Annual vacation with pay: (a) Entitlement to vacation:* Any employee governed by the present decree is entitled:

1. After one (1) year's continuous service with the same employer during the qualifying year, to two (2) weeks' continuous annual vacation with pay;
2. If the employee has less than one year's continuous service with the same employer during the course of the qualifying year, to a continuous annual vacation with pay lasting as many days as he has months of such continuous service. However, such vacation shall not exceed two weeks;

(b) Vacation pay: For his vacation, the employee shall receive vacation pay equivalent to 4% of his earnings during his qualifying period;

When an employer provides his employee with board and lodging in whole or in part, the value of such board and lodging as fixed by the present decree shall be added to the above-mentioned vacation pay.

(c) Payment of vacation pay: Before leaving on vacation the employee shall be given his vacation pay.

(d) Notice: The employee is entitled to know the date on which he may leave on vacation at least sixteen (16) days in advance.

(e) Vacation period: The employee must be granted his annual vacation with pay between the 1st of June and the 15th of September following qualifying year.

(f) Upon the employee's request, the employer may grant his employee's annual vacation with pay in two (2) periods of one week's time each. However, if an employee's annual vacation with pay is less than a week long, it shall not be split.

(g) Compulsory vacation: No employer shall replace the annual vacation with pay by a compensating indemnity.

(h) The duration of continuous service includes periods of absence for illness, days on which the establishment is closed, vacation periods, strikes, absence because of industrial accidents and authorized absences.

(i) Qualifying year: The qualifying year is the twelve (12) month period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the following year.

(j) Cancellation of the labour contract: At the time of the cancellation of his labour contract, the employee is entitled to receive:

1. the vacation pay owed to him under subsection "*b*" of this section, if he has been unable to take the vacation to which he had a vested right.
2. four per cent (4%) of his earnings since the end of the qualifying year preceding his departure.

(k) Additional annual vacation with pay: After fifteen (15) years continuous service with the same employer the employee is entitled to an additional continuous vacation with pay of at least one (1) weeks' time.

This vacation shall be granted during the period between the 1st of January and the 30th of April of the year following the qualifying year for such additional vacation at whatever date the employer may deem timely.

Notwithstanding the above provisions, the employer may decide not to grant such third week's vacation to those entitled to it under the present section but he shall replace it by a compensating indemnity equal to the remune-

une indemnité compensatrice égale à la rémunération à laquelle ledit salarié aurait eu droit s'il avait pris tel congé. »

12° Remplacer l'article VIII par le suivant:

« VIII. En vue de faciliter les conditions de travail, les employeurs et les salariés conviennent de servir la bière en fût dans des verres uniformes d'une capacité et forme approuvées par la Régie des Alcools du Québec ou l'Association des Taverniers de la Cité de Québec et du District Inc. »

13° Radier l'article X (Jours chômés).

14° Remplacer l'article XI (Durée du décret) par le nouvel article X suivant:

« X. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1972 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de 60 jours et de pas moins de 30 jours avant le 1er avril 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Les parties contractantes ont convenues d'être liées par les présents modifications à compter du 2 avril 1969. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 31 mai 1969. 29476-o

12. Section VIII will be replaced by the following:

"VIII. So as to improve working conditions, the employers and employees agree to serve draught beer in uniform glasses the shape and capacity of which shall be approved by the Québec Liquor Board or "*L'Association des Taverniers de la Cité de Québec et du District Inc.*"

13. Section X (*Holidays*) will be abrogated.

14. Section XI (*Duration of the decree*) will be replaced by the following new section X:

"X. *Term of the decree:* The present decree remains in force until the 1st of April 1972 inclusively. It then renews itself automatically from year to year thereafter unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to the 1st of April 1972 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Note: The contracting parties have agreed to be bound by the present amendments from April 2, 1969."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, May 31, 1969. 29476-o

Chartes — demandes d'abandon de

Kayen Demolition ltée

Avis est donné que « Kayen Demolition ltée », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté ce 19e jour de mai, 1969.

Le secrétaire,
JACK BAYER.

29426-o

Les Entreprises Beauharnois ltée

Prenez avis que la compagnie « Les Entreprises Beauharnois ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la requérante,
CLAUDE BOYER, *notaire.*

29422-o

Charters — Application for Surrender of

Kayen Demolition ltée

Notice is hereby given that "Kayen Demolition ltée », a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 19th day of May, 1969.

JACK BAYER,
Secretary.

29426-o

Les Entreprises Beauharnois ltée

Notice is hereby given that "Les Entreprises Beauharnois ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

CLAUDE ROYER, *notary,*
Attorney for the petitioner.

29422

G. Di Paolo General Building Contractors Ltd.

Avis est donné que « G. Di Paolo General Building Contractors Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16e jour de mai 1969.

Les procureurs,

29421 DRUKER, LAZARUS & FREED.

D. & C. Electric ltée

Prenez avis que la compagnie « D. & C. Electric ltée », ayant son siège social en la cité de Montréal-nord, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charge.

Montréal, le 14 mai 1969.

Le procureur de la compagnie,

29420-o RICHARD SAMSON, *avocat.*

Gîte Saint-Laurent

Prenez avis que le « Gîte Saint-Laurent » corporation sans but lucratif, ayant son siège social dans le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la requérante,

DU MESNIL, PRENOVEAU,

29423-o MAILHOT ET TARDI.

L'Institut Croft inc.

Prenez avis que la compagnie « L'Institut Croft inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

ME IVAN FORTIN.

29424-o 10262-62

Kaybar Industries Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Kaybar Industries Ltd. », demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs,

29425-o MTRES LOUIS & BERGER.

Chalet Realties Corporation

Prenez avis que la compagnie « Chalet Realties Corporation », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Longueuil, ce 15e jour de mai 1969.

Les procureurs de la requérante,

et du curateur public ès-qualité,

29419-o BRISSETTE, ST-JACQUES & DUREAULT

Souvenir Agencies Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Souvenir Agencies Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 mai 1969.

Les procureurs,

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER

29445-o & GLAZER.

G. Di Paolo General Building Contractors Ltd.

Notice is hereby given that "G. Di Paolo General Building Contractors Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of May 1969.

DRUKER, LAZARUS & FREED,

29421-o *Attorneys.*

D. & C. Electric ltée

Take notice that the company « D. & C. Electric ltée", having its head office in the city of Montreal-North, shall petition to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for permission to surrender its charter.

Montreal, May 14, 1969.

RICHARD SAMSON, *Advocate.*

29420-o *Attorney for the company,*

Gîte Saint-Laurent

Notice is hereby given that "Gîte Saint-Laurent", a corporation without share capital, having its place of business in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

DU MESNIL, PRENOVEAU,

MAILHOT AND TARDI,

29423 *Attorneys for the petitioner.*

L'Institut Croft inc.

Notice is hereby given that "L'Institut Croft inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME IVAN FORTIN,

Attorney for the company.

29424 10262-62

Kaybar Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Kaybar Industries Ltd.", will apply for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act

MTRES. LOUIS & BERGER,

29425-o *Attorneys.*

Chalet Realties Corporation

Notice is hereby given that "Chalet Realties Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Longueuil, this 15th day of May 1969.

BRISSETTE, ST-JACQUES & DUREAULT,

Attorneys for the Petitioner

29419-o *and the Public Curator es-quality.*

Souvenir Agencies Ltd.

Take notice that "Souvenir Agencies Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 22, 1969.

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER

& GLAZER,

29445-o *Attorneys.*

Singer Shoe Company Limited

Avis est par les présentes est donné que la compagnie « Singer Shoe Company Limited », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 mai 1969.

Les procureurs de la compagnie,
Mtres. MOSCOVITCH, HOFFMAN
29428-o & MARCHAND.

Trinity Ladder Inc.

Prenez avis que « Trinity Ladder Inc. », incorporée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et ayant son siège social à 3250 est, boulevard Métropolitain, Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16e jour de mai 1969.

Les procureurs de la compagnie,
POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME.
29429-o 11984-58

Dante Land Corp.

Prenez avis que la compagnie « Dante Land Corp. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montreal, le 21 mai 1969.

Les procureurs,
29444-o MARCUS & FEINER.

Restaurant Barbel inc.

Prenez avis que le « Restaurant Barbel inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
29427-o Me JEAN-CLAUDE PLOURDE.

Singer Shoe Company Limited

Notice is hereby given that the company "Singer Shoe Company Limited" incorporated under the Companies Act and havings its head office in the city and district of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 7, 1969.

Mtres. MOSCOVITCH, HOFFMAN
& MARCHAND,
29428-o *Attorneys for the company.*

Trinity Ladder Inc.

Notice is hereby given that "Trinity Ladder Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office at 3250 Metropolitan Boulevard East, Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of May 1969.

POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME,
Attorneys for petitioner.
29429-o 11984-58

Dante Land Corp.

Notice is hereby given that "Dante Land Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 21, 1969.

MARCUS & FEINER,
29444-o *Attorneys.*

Restaurant Barbel inc.

Notice is hereby given that "Restaurant Barbel inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me JEAN-CLAUDE PLOURDE,
29427 *Attorney for the company.*

Divers
Compagnies

The Ariens Company of Canada Ltd.
La Compagnie Ariens du Canada ltée

Avis est donné que « The Ariens Company of Canada Ltd. — La Compagnie Ariens du Canada ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
R. ALAIN.
29430-o 779-69

Manoir l'Age d'Or
Golden Age Manor

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 14 mai 1969, approuvé les règlements numéros 1, 2, 3 et 4 de la corporation « Manoir l'Age d'Or — Golden Age Manor », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
29433-o 3573-68

Miscellaneous
Companies

The Ariens Company of Canada Ltd.
La Compagnie Ariens du Canada ltée

Notice is given that "The Ariens Company of Canada Ltd. — La Compagnie Ariens du Canada ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

R. ALAIN,
Secretary.
29430-o 779-59

Manoir l'Age d'Or
Golden Age Manor

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on May 14, 1969, approved the by-laws numbers 1, 2, 3 and 4 of the corporation "Manoir l'Age d'Or — Golden Age Manor" and such, in pursuance with the section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
29433 3573-68

Manoir l'Age d'Or
Golden Age Manor

Avis est donné que la corporation « Manoir l'Age d'Or — Golden Age Manor » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 8.

Le président,
ANDRÉ VALIQUETTE.

29433-o 3573-68

Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Circuit Québec-Ste-Croix inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
LOUIS MORIN.

29431-o 3953-69

Commercial Computer Services Inc.
Service Commercial d'Ordinateur inc.

Avis est donné que « Commercial Computer Services Inc. — Service Commercial d'Ordinateur inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

Le président,
THOMAS G. ROLFE.

29432 5239-65

L'Imprimerie l'Écho du Nord incorporée

Avis est donné que la compagnie « L'Imprimerie l'Écho du Nord incorporée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
LUCE S. FORTIN.

29434-o 7252-52

Mobilab inc.

Avis est donné que la compagnie « Mobilab inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 4.

Le secrétaire,
ROGER L. BEAULIEU.

29435-o 12842-62

Superseal Corporation

Avis est donné que la compagnie « Superseal Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

Le secrétaire,
J. MARCEL LEMIEUX.

29436-o 49065-53

Delray Holdings Limited

Avis est donné que la compagnie « Delray Holdings Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ANDREW GATY.

29450 13262-55

L'Étoile de Gaspé inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Étoile de Gaspé inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
ALBERT BÉLANGER.

29451-o 137-69

O'Connell Mont Gabriel Lodge Inc.

Avis est donné que « O'Connell Mont Gabriel Lodge Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
P. EMMET KIERANS.

29452 15103-60

Manoir l'Age d'Or
Golden Age Manor

Notice is given that "Manoir l'Age d'Or — Golden Age Manor", has changed the number of its directors from 4 to 8.

ANDRÉ VALIQUETTE,
President.

29433 3573-68

Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.

Notice is hereby given that "Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LOUIS MORIN,
Secretary.

29431 3953-68

Commercial Computer Services Inc.
Service Commercial d'Ordinateur inc.

Notice is given that "Commercial Computer Services Inc. — Service Commercial d'Ordinateur inc.", has changed the number of its directors from 9 to 5.

THOMAS G. ROLFE,
President.

29432-o 5239-65

L'Imprimerie l'Écho du Nord incorporée

Notice is given that "L'Imprimerie l'Écho du Nord incorporée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

LUCE S. FORTIN,
Secretary.

29434 7252-52

Mobilab inc.

Notice is given that "Mobilab inc." has changed the number of its directors from 7 to 4.

ROGER L. BEAULIEU,
Secretary.

29435 12842-62

Superseal Corporation

Notice is given that "Superseal Corporation" has changed the number of its directors from 9 to 5.

J. MARCEL LEMIEUX,
Secretary.

29436 49065-53

Delray Holdings Limited

Notice is given that "Delray Holdings Limited", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ANDREW GATY,
Secretary.

29450-o 13262-55

L'Étoile de Gaspé inc.

Notice is given that "L'Étoile de Gaspé inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

ALBERT BÉLANGER.
Secretary.

29451 137-69

O'Connell Mont Gabriel Lodge Inc.

Notice is given that "O'Connell Mont Gabriel Lodge Inc.", has changed the number of its directors from 7 to 6.

P. EMMET KIERANS,
Secretary.

29452-o 15103-60

Lycée Mont-Royal

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 14 mai 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Lycée Mont-Royal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29453-o 2476-67

Lycée Mont-Royal

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on May 14, 1969, approved by-law number 1 of the corporation "Lycée Mont-Royal", and such, in pursuance with the section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29453 2476-67

Sièges sociaux

Chevra Investment Corporation

Avis est donné que « Chevra Investment Corporation », une corporation constituée par lettres patentes, le 9e jour de février 1960, et ayant son siège social à Montréal où, jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 4141 ouest, rue Sherbrooke, bureau 300, l'a transporté à 1637 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 202, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6e jour de mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
EILEEN DAWSON.

29437 10425-60

La Compagnie Ariens du Canada ltée
The Ariens Company of Canada Ltd.

Avis est donné que « La Compagnie Ariens du Canada ltée — The Ariens Company of Canada Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 24 février 1969, a établi son siège social en l'édifice Skiroule, Wickham, P.Q. comté de Drummond.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 24e jour de février 1969,

(Sceau) *Le secrétaire,*
R. ALAIN.

29430-o 779-69

Ébénisterie Shawinigan inc.

Avis est donné que « Ébénisterie Shawinigan Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, en date du 22 octobre 1968, et ayant son siège social dans la ville de Shawinigan a établi son bureua au numéro 235, 127e Rue, Shawinigan-Sud, district de St-Maurice.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Shawinigan-Sud, ce 21e jour de janvier 1969.

Le secrétaire,
LIONEL JANNA.

29438-o 4182-68

Les Entreprises d'Europe (Québec) inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises d'Europe (Québec) inc. », a changé son siège social du numéro 1366, rue Maguire, Sillery, au numéro 2, 4e avenue, Québec.

Le président,
YVON ST-GELAIS.

29439-o 237-67

Head Offices

Chevra Investment Corporation

Notice is hereby given that "Chevra Investment Corporation", incorporated by letters patent on the 9th day of February, 1960, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 4141 Sherbrooke Street West, suite 300, has moved it to 1637 St. Catherine Street West, suite 202, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of May, 1969.

EILEEN DAWSON,
Secretary-Treasurer.

29437-o 10425-60

The Ariens Company of Canada Ltd.
La Compagnie Ariens du Canada ltée

Notice is hereby given that "The Ariens Company of Canada Ltd. — La Compagnie Ariens du Canada ltée", a company duly incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, dated February 24, 1969, has established its head office at the Skiroule Building, Wickham, P.Q. Drummond County.

From now on the said office shall be considered as being the head office of the company.

Montreal, this 24th day of February, 1969.

(Seal) R. ALAIN,
Secretary.

29430-o 779-69

Ébénisterie Shawinigan inc.

Notice is hereby given that "Ébénisterie Shawinigan inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Company's Act, on the 22 day of October 1968, and having its head office in the city of Shawinigan, has established his office at 235, 127th Street, in the city of Shawinigan-South.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Shawinigan-South, this 21st day of January, 1969.

LIONEL JANNA,
Secretary.

29438-o 4182-68

Les Entreprises d'Europe (Québec) inc.

Notice is given that "Les Entreprises d'Europe (Québec) inc.", has changed its head office from number 1366 Maguire Street, Sillery to number 2, 4th Avenue, Québec.

YVON ST-GELAIS,
President.

29439 237-67

Paul Pauze & Fils ltée

Avis est donné que la compagnie « Paul Pauze & Fils ltée », constituée en corporation par lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1956, et ayant son siège social dans la ville de Tracy, a établi son bureau au numéro 2500 Route Marie-Victorin, Tracy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Tracy, ce 4e jour de mars 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
PAUL PAUZE, JR.

29440-o 11318-56

Les Produits Vyn-All inc.
Vyn-All Products Inc.

Avis est donné que « Les Produits Vyn-All inc. — Vyn-All Products Inc. », a transporté son siège social de Montréal à 7715, rue Lemans, St-Léonard.

Le secrétaire,
A. E. WILSON.

29441 6-69

L'Étoile de Gaspé inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Étoile de Gaspé inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du treize février, mil neuf cent soixante-neuf (1969), et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 6512 boulevard Décarie, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt et un avril mil neuf cent soixante-neuf (1969).

(Sceau) *Le président,*
RÉJEAN DUGUAY.

29451-o 137-69

Montage Éclair inc.

Avis est donné que la compagnie « Montage Éclair Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1969 et ayant son siège social à Montréal, Québec, a établi son bureau au 755 de la rue de la Montagne, Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 24e jour de janvier 1969.

(Sceau) *Le président,*
JOSÉ MÉNA.

29455-o 299-69

Sanguinet Express Co. Ltd.

Avis est donné que « Sanguinet Express Co. Ltd. », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes, en date du sixième jour de novembre 1946, et ayant son siège social à 1965, rue Lafontaine, en la ville de Montréal, P.Q., a changé son siège social de 2195 est, boulevard de Maisonneuve, en ladite ville de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'avril 1969.

Le président,
PAUL V. SANGUINET.

29457 7635-46

Paul Pauze & Fils ltée

Notice is hereby given that "Paul Pauze & Fils ltée", incorporated by letters patent dated the twenty-sixth day of April, 1956, and having its head office in the town of Tracy, has established its office at 2500 Marie-Victorin Highway Tracy.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Tracy, this 4th day of March, 1969.

(Seal) PAUL PAUZE, JR.,
Secretary.

29440 11318-56

Les Produits Vyn-All inc.
Vyn-All Products Inc.

Notice is given that "Les Produits Vyn-All inc. — Vyn-All Products Inc.", has transferred its head office from Montreal to 7715 Lemans Street, St. Leonard.

A. E. WILSON,
Secretary.

29441-o 6-69

L'Étoile de Gaspé inc.

Notice is hereby given that the company "L'Étoile de Gaspé inc.", corporation duly incorporated by letters patent of the Province of Québec, on February thirteen nineteen hundred and sixty-nine (1969) and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 6512 Décarie Boulevard.

Effective from the date of the present notice, the said office will be considered by the company, as being its head office.

Given at Montreal, on April twenty-first, nineteen hundred and sixty-nine (1969)

(Seal) RÉJEAN DUGUAY,
President.

29451-o 137-69

Montage Éclair inc.

Notice is hereby given that "Montage Éclair Inc. ", company incorporated by letters patent on January the twenty-fourth, 1969, and having its head office at Montreal, Québec, has established its office at 755 De la Montagne Street, Montreal, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 24th day of January 1969.

(Seal) JOSÉ MÉNA,
President.

29455-o 299-69

Sanguinet Express Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Sanguinet Express Co. Ltd.", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the sixth day of November, 1946, and having its head office at 1965 Lafontaine Street in the city of Montreal, P.Q., has changed its head office to 2195 De Maisonneuve Boulevard East in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of April, 1969.

PAUL V. SANGUINET,
President.

29457-o 7635-46

L'Association des Loisirs du Domaine des Vallées inc.

Prenez avis que la corporation « L'Association des Loisirs du Domaine des Vallées inc. », constituée par lettres patentes sous la partie 3 de la Loi des compagnies, en date du 16 février 1968, a établi son siège social au 11310 rue Balzac, à Montréal, province de Québec.

Le secrétaire,
MADELEINE ST-HILAIRE.

29454-o 727-68

Le Barreau du Québec

Avis est donné que le conseil général du Barreau du Québec, à son assemblée du 25 octobre 1968, a modifié le règlement II du Barreau pour qu'il se lise comme suit: « Le Barreau a son siège social au 84 ouest, rue Notre-Dame, à Montréal ».

29469-o

J. L. Hamelin & Fils ltée

Avis est donné que la compagnie « J. L. Hamelin & Fils ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 mars 1963 et ayant son siège social dans Granby, comté de Shefford où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 115 de la rue Vittie, l'a transporté au numéro 373 de la rue St-Charles Sud à Granby, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 10ème jour de décembre 1968.

Le président,
JEAN-LOUIS HAMELIN.

29470-o 1084-63

Les Immeubles Racine ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Racine ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juillet 1958 et ayant son siège social dans Granby, comté de Shefford où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 209 de la rue York, l'a transporté au numéro 400 de la rue Fréchette à Granby, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 7ième jour de novembre 1968.

Le président,
FERNAND RACINE.

29471-o 12662-58

Société d'Entreprise du Canada

Avis est donné que « Société d'Entreprise du Canada », une corporation constituée en vertu d'une loi spéciale de la législature de la province de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, P.Q., où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 3703, avenue Dupuis, l'a transporté à bureau 750, 1, place Ville Marie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., le 6e jour de novembre 1968.

(Sceau) *L'assistant-secrétaire,*
JOHN A. OGILVY.

29472 1174-63

L'Association des Loisirs du Domaine des Vallées inc.

Take notice that "L'Association des Loisirs du Domaine des Vallées inc.", has been incorporated by letters patent under Part 3 of the Companies Act on February 16th, 1968, and that it has located its head office at 11310 Balzac Street, Montreal, province of Québec.

MADELEINE ST-HILAIRE,
Secretary.

29454-o 727-68

The Bar of the Province of Québec

Notice is hereby given that the general council of the Bar of the Province of Québec, at its meeting on October 25, 1968, amended by-law II of the Bar to read as follows: "The Bar has its head office at 84 Notre-Dame Street West, in Montreal".

29469

J. L. Hamelin & Fils ltée

Notice is given that "J. L. Hamelin & Fils ltée », incorporated by letters patent dated March 11, 1963, and having its head office in Granby, county of Shefford, where its office was situated up to to-day at number 115 Vittee Street, has changed it to number 373 St-Charles Street South, in Granby, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Granby, this 10th day of December, 1968.

JEAN-LOUIS HAMELIN,
President.

29470 1084-63

Les Immeubles Racine ltée

Notice is given that "Les Immeubles Racine ltée", incorporated by letters patent dated July 28, 1958, and having its head office in Granby, county of Shefford, where its office was situated up to to-day, at number 209 York Street, has moved it to 400 Fréchette Street, in Granby, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Granby, this 7th day of November 1968.

FERNAND RACINE,
President.

29471 12662-58

Société d'Entreprise du Canada

Notice is hereby given that "Société d'Entreprise du Canada", incorporated by special Act of the Legislature of the Province of Québec and having its head office in the city of Montreal, P.Q., where its office was situated up to to-day at 3703 Dupuis Avenue, has moved it to Suite 750, 1 Place Ville Marie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., as of the 6th day of November, 1968.

(Seal) JOHN A. OGILVY,
Assistant-Secretary.

29472-o 1174-63

Salon Commodore (Côte-des-Neiges) inc.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec*, numéro 51, en date du 21 décembre 1968, à la page 6867, nous aurions du lire: « 6800 Côte-des-Neiges » au lieu de « 6700 Côte-des-Neiges ».

29456-o

Salon Commodore (Côte-des-Neiges) inc.

In the notice published in *Québec Official Gazette* number 51, dated December 21, 1968, on page 6867, one should have read: "6800 Côte-des-Neiges" instead of "6700 Côte-des-Neiges".

29456

Commission de Géographie de Québec

Lac du Crépuscule

Avis est par le présent donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu que soit substituée à l'appellation de Filion, nom d'une nappe d'eau située dans le comté de Pontiac, canton de Church, celle de Lac du Crépuscule.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité avec le chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 mai 1969.

Le secrétaire,
JEAN POIRIER.

29458-o

Mont Camille-Pouliot

Avis est par le présent donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu de donner le nom de Mont Camille-Pouliot à une entité orographique du comté de Québec dont le centre en coordonnées géographiques est situé à 47°34′ de latitude nord et à 71°14′ de longitude ouest.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts conformément au chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 mai 1969.

Le secrétaire,
JEAN POIRIER.

29458-o

Québec Geographical Commission

Lac du Crépuscule

Notice is hereby given that at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was adopted to the effect that the name of Filion, name of a sheet of water situated in the county of Pontiac, township of Church, be changed to that of Lac du Crépuscule.

This decision was approved by the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Québec, 1964.

Québec, May 20, 1969.

JEAN POIRIER,
Secretary.

29458

Mont Camille-Pouliot

Notice is hereby given that at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was adopted to the effect that the name of Mont Camille-Pouliot be given to an orographical entity in the county of Québec, the center of which in geographical co-ordinates is at latitude north 47°34′ and longitude west 71°14′.

This decision was approved by the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Québec, 1964.

Québec, May 20, 1969.

JEAN POIRIER,
Secretary.

29458

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coques des régions coquillières situés le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de rivière Laval).

N-4.3.1 région s'étendant du pont de la rivière Blanche — 1,000 pieds à l'ouest de la rivière Colombier.

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 20 mai 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
JEAN-PAUL BEAUDRY.

29474-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.1 area extending from Pointe Laval — Pointe Orient (in line with the bridge over the Laval River).

N-4.3.1 area extending from the bridge over rivière Blanche — 1,000 feet west of the Colombier River.

are no longer toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraphe 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to open the said areas to fishing, and to permit whosoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Québec, May 20, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
Minister of Industry and Commerce.

29474

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie.

Dans la municipalité de Carignan, ville, comté de Verchères, deux parties de l'ancien chemin du Haut de la Rivière-Sud, vis-à-vis des lots P-182, P-183 et P-185 sur une longueur de 1,511 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Charles-de-Lachenaie, paroisse, comté de l'Assomption, deux parties de l'ancienne route No 29, vis-à-vis les lots Nos P-205 à P-207 et de P-234 à P-242, sur une longueur de 3,322 pieds.

Dans le canton Gouin, T. N. O., comté de Joliette, l'ancien chemin Saint-Donat, vis-à-vis des lots 19 et 20, sur une longueur de 1,490 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, paroisse, comté de Joliette, l'ancien chemin Saint-Côme, vis-à-vis les lots P-5 du rang 1 et P-5 du rang 2, sur une longueur de 570 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Paul, comté de Joliette, l'ancien chemin de la Station, vis-à-vis des lots P-58 et P-59 sur une longueur de 1,155 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Joliette, comté de Joliette, le rang du vieux moulin sur une longueur de 9,165 pieds, le chemin Lasalle, sur une longueur de 2,176 pieds et le chemin Base de Roc sur une longueur de 20,290 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Élisabeth, paroisse, comté de Joliette, l'ancien chemin du rang Saint-Pierre, vis-à-vis des lots P-714, P-717, P-718 et P-719 sur une longueur de 1,160 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, paroisse, comté de Joliette, l'ancien chemin Sainte-Béatrix-St-Jean-de-Matha, vis-à-vis des lots 418, 419, 422 et 423 du rang I, sur une longueur de 2,325 pieds.

Comté de Berthier:

Dans la municipalité de Saint-Zénon, paroisse, l'ancien chemin Saint-Albert, vis-à-vis des lots P-17 et P-18 du rang IV, sur une longueur de 1,800 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Berthier, paroisse, l'ancien chemin nord-est de la Rivière Bayonne, vis-à-vis des lots P-544, 545 et 547, sur une longueur de 790 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, paroisse, l'ancien chemin des Aulnaies, vis-à-vis des lots P-29 et P-30, du rang I et P-29 et P-30 du rang 2 sur une longueur de 1,885 pieds.

Dans la municipalité de Courcelles canton T. N. O., l'ancienne route 43, vis-à-vis des lots 1, 2, 2A, 3A, 3C, P-4, 4-A, P-5, 5A, 6, P-7 et 7A, sur une longueur de 5,070 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Damien, paroisse, quatre parties de l'ancienne route No 43 vis-à-vis des lots P-265, P-266, P-267, P-268, P-269, P-320, P-317, P-318, P-319 et P-379, sur une longueur de 3,230 pieds.

Dans la municipalité de Lanoraie-d'Autray, l'ancien chemin Ligne d'Autray, vis-à-vis du lot P-519, sur une longueur de 5,376 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon, paroisse, l'ancien chemin du rang Saint-Louis, vis-à-vis des lots P-184, P-185 et P-186, sur une longueur de 870 pieds.

Québec, le 1er mai 1969.

Le ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

29475-o

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads.

In the municipality of Carignan, town, county of Verchères, two parts of the former Haut de la Rivière Road South, facing lots P-182, P-183 and P-185 to a length of 1,511 feet.

In the municipality of Saint-Charles-de-Lachenaie, parish, county of l'Assomption, two parts of the former Highway No. 29, facing lots P-205 to P-207 and from P-234 to P-242, to a length of 3,322 feet.

In the township of Gouin T. N. O., county of Joliette, the former Saint-Donat Road, facing lots 19 and 20 to a length of 1,490 feet.

In the municipality of Sainte-Émélie-de-l'Énergie, parish, county of Joliette, the former Saint-Côme Road, facing lots P-5 an Range 1 and P-5 on Range 2, to a length of 570 feet.

In the municipality of Saint-Paul, county of Joliette, the former Station Road, facing lots P-58 and P-59, to a length of 1,155 feet.

In the municipality of the city of Joliette, county of Joliette, the old mill Range, to a length of 9,165 feet, Lasalle Road, to a length of 2,176 feet and Base de Roc Road, to a length of 20,290 feet.

In the municipality of Sainte-Élisabeth, parish, county of Joliette, the former road of Saint-Pierre Range, facing lots P-714, P-717, P-718 and P-719, to a length of 1,160 feet.

In the municipality of Saint-Jean-de-Matha, parish, county of Joliette, the former Sainte-Béatrix-St-Jean-de-Matha Road, facing lots 418, 419, 422 and 423 on Range I, to a length of 2,325 feet.

County of Berthier:

In the municipality of the parish of Saint-Zénon, the former Saint-Albert Road, facing lots P-17 and P-18 on Range IV, to a length of 1,800 feet.

In the municipality of Sainte-Geneviève-de-Berthier, parish, the former north-east Road of Rivière Bayonne, facing lots P-544, 545 and 547, to a length of 790 feet.

In the municipality of Saint-Michel-des-Saints, parish, the former des Aulnaies Road, facing lots P-29 and P-30 on Range I, and P. 29 and P. 30 on Range 2 to a length of 1,885 feet.

In the municipality of the township of Courcelles T. N. O., the former Highway 43, facing lots 1, 2, 2A, 3A, 3C, P-4, 4-A, P-5, 5A, 6, P-7 and 7A, to a length of 5,070 feet.

In the municipality of Saint-Damien, parish, four parts of the former Highway No. 43, facing lots P-265, P-266, P-267, P-268, P-269, P-320, P-317, P-318, P-319 and P-379, to a length of 3,230 feet.

In the municipality of Lanoraie-d'Autray, the former Ligne d'Autray Road, facing lot P-519, to a length of 5,376 feet.

In the municipality of Saint-Gabriel-de-Brandon, parish, the former road of Saint-Louis Range, facing lots P-184, P-185 and P-186, to a length of 870 feet.

Québec, May 1, 1969.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

29475

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Ascot Corner, comté de Sherbrooke, l'ancienne route No 1 vis-à-vis des lots 28A et 28J, du rang XI, sur une longueur de 1,329 pieds.

Dans la municipalité de Ditton canton, comté de Compton, l'ancien chemin Cookshire–La Patrie, vis-à-vis des lots 302 et 303 du rang V et des lots 238, 239, 240 du rang IV, sur une longueur de 1,105 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Hélène, paroisse, comté de Bagot, l'ancien chemin du 4e rang, vis-à-vis des lots P-294, P-296, P-297, P-357, P-358, P-359, 360, 361 et 362, sur une longueur de 2,504 pieds.

Dans la municipalité de Barnston-Ouest, comté de Stanstead, deux parties de l'ancien chemin Way's Mill vis-à-vis des lots 1-B et 2F du rang III, sur une longueur de 1,818 pieds.

Dans la municipalité de Roxton canton, comté de Shefford, l'ancienne route Valcourt-Roxton Falls, vis-à-vis des lots 621 et 683, sur une longueur de 670 pieds.

Dans la municipalité de Maricourt, comté de Shefford, l'ancien chemin Valcourt-Roxton Falls, vis-à-vis des lots 929 et 930, sur une longueur de 558 pieds; vis-à-vis des lots 418 et 420 sur une longueur de 1,610 pieds; vis-à-vis des lots 418 et 511 sur une longueur de 500 pieds; vis-à-vis des lots 654, 580 et P-649, sur une longueur de 900 pieds; vis-à-vis du lot 652, sur une longueur de 710 pieds; vis-à-vis des lots 755 et 755A, sur une longueur de 1,388 pieds; vis-à-vis des lots 816-817, P-755 et P-755-A, sur une longueur de 600 pieds; vis-à-vis du lot P-816, sur une longueur de 905 pieds; vis-à-vis des lots P-884, 934 et 933, sur une longueur de 1,712 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Pudentienne, paroisse, comté de Shefford, deux parties de l'ancien chemin du 8e rang Est, vis-à-vis des lots P-5A, 5C, 5D, 5E, P-6A et P-6L, sur une longueur de 900 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Simon, paroisse, comté de Bagot, l'ancien chemin du 3e rang, vis-à-vis des lots P-222, 222-223, 221, 220 et 218, sur une longueur de 3,720 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Pierre-de-Sorel, paroisse, comté de Richelieu 1° l'ancien chemin du Rang du Marais Sud-Ouest, vis-à-vis des lots 229, 230, P-231, 232, 233, 234, 237 et P-238 sur une longueur de 1,380 pieds, et vis-à-vis des lots P-226, P-227, 228 et 229, sur une longueur de 908 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Robert, paroisse, comté de Richelieu, l'ancien chemin du Rang Picoudie, vis-à-vis les lots P-403, P-405, P-406, P-407 et P-408 sur une longueur de 1,390 pieds.

Québec, le 1er mai 1969.

Le ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

29475-o

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Ascot Corner, County of Sherbrooke, the former No. 1 Route, facing lots 28A and 28J, of Range XI, a length of 1,329 feet.

In the municipality of the township of Ditton, County of Compton, the former Cookshire-La Patrie Road, facing lots 302 and 303 of Range V and lots 238, 239, 240 of Range IV, a length of 1,105 feet.

In the municipality of Sainte-Hélène, Parish, County of Bagot, the former 4th Range Road, facing lots P-294, P-296, P-297, P-357, P-358, P-359, 360, 361 and 362, a length of 2,504 feet.

In the municipality of Barnston-West, County of Stanstead, two parts of the former Way's Mill Road, facing lots 1-B and 2-F of Range III, a length of 1,818 feet.

In the municipality of Township of Roxton, County of Shefford, the former Valcourt-Roxton Falls Road, facing lots 621 and 683, a length of 670 feet.

In the municipality of Maricourt, County of Shefford, the former Valcourt-Roxton Falls Road, facing lots 929 and 930, a length of 558 feet; facing lots 418 and 420, a length of 1,610 feet; facing lots 418 and 511, a length of 500 feet; facing lots 654, 580 and P-649, a length of 900 feet; facing lot 652, a length of 710 feet; facing lots 755 and 755A, a length of 1,388 feet, facing lots 816-817, P-755 and P-755-A, a length of 600 feet; facing lot P-816, a length of 905 feet; facing lots P-884, 934 and 933, a length of 1,712 feet.

In the municipality of Sainte-Pudentienne, Parish, County of Shefford, two parts of the former 8th Range East Road, facing lots P-5A, 5C, 5D, 5E, P-6A and P-6L, a length of 900 feet.

In the municipality of Saint-Simon, Parish, County of Bagot, the former 3rd Range Road, facing lots P-222, 222-223, 221, 220 and 218, a length of 3,720 feet.

In the municipality of Saint-Pierre-de-Sorel, Parish, County of Richelieu 1° the former Marais South-West Range Road, facing lots 229, 230, P-231, 232, 233, 234, 237 and P-238, a length of 1,380 feet, and facing lots P-266, P-227, 228 and 229, a length of 908 feet.

In the municipality of Saint-Robert, Parish, County of Richelieu, the former Picoudie Range Road, facing lots P-403, P-405, P-406, P-407 and P-408, a length of 1,390 feet.

Québec, May 1, 1969.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

29475

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance No L-21

relative au prix du lait nature dans la région de Chibougamau

Considérant les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'audiences publiques tenues par la Régie;

Québec Agricultural Marketing Board

Order No. L-21

concerning Natural Milk Price in the Chibougamau region

Whereas representations made by the interested persons at public hearings held by the Board;

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marché agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de Chibougamau. Cette région comprend les villes de Chibougamau et Chapais.

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être de

$0.32 à $0.37 dans un contenant d'une pinte,
$0.63 à $0.73 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.92 à $1.07 dans un contenant de trois pintes,
$1.20 à $1.40 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, ainsi que le prix du lait nature offert ou vendu au comptoir directement au consommateur, doit être

$0.31 à $0.36 dans un contenant d'une pinte,
$0.61 à $0.71 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.89 à $1.04 dans un contenant de trois pintes,
$1.16 à $1.36 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être de

$0.30 à $0.35 dans un contenant d'une pinte,
$0.59 à $0.69 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.87 à $1.02 dans un contenant de trois pintes,
$1.12 à $1.32 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de $0.03 lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait si ce contenant peut être retourné ensuite au marchand de lait, et de $0.06 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1½% ou 2% de gras de lait et, nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de trois pintes,
$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans un contenant de trois pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(*a*) the words "Natural Milk" mean raw milk pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(*b*) the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Chibougamau region. This region includes the towns of Chibougamau and Chapais.

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be from

$0.32 to $0.37 in a container of one quart,
$0.63 to $0.73 in a container of one-half gallon,
$0.92 to $1.07 in a container of three quarts,
$1.20 to $1.40 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, and also the price of natural milk sold or offered at the counter directly to the consumer, must be from

$0.31 to $0.36 in a container of one quart,
$0.61 to $0.71 in a container of one-half gallon,
$0.89 to $1.04 in a container of three quarts,
$1.16 to $1.36 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be from

$0.30 to $0.35 in a container of one quart,
$0.59 to $.69 in a container of one-half gallon,
$0.87 to $1.02 in a container of three quarts,
$1.12 to $1.32 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by $0.03 when delivered in a container to be used in a milk dispenser of the container is returnable to the milk dealer, and by $0.06 if the container is not returnable to the milk dealer.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding Sections 3, 4 and 5,

(*a*) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of three quarts,
$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(*b*) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of three quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(*c*) milk with 1% butterfat may be sold at a discount of

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de trois pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

8° Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 7 pour un contenant de trois pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré en trois sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

9° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No L-16 et entrera en vigueur le 16 juin 1969.

Montréal, ce vingt et unième jour de mai 1969.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire intérimaire,
ROCH MORIN.

29442-o

Ordonnance No L-22

relative au prix du lait nature dans la région de la Côte-Nord

Considérant les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'audiences publiques tenues par la Régie;

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marché agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de la Côte-Nord. Cette région comprend les districts électoraux de Duplessis et Saguenay.

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être de

a) $0.32 à $0.37 dans un contenant d'une pinte,
$0.63 à $0.73 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.92 à $1.07 dans un contenant de trois pintes,
$1.20 à $1.40 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, ainsi que le prix du lait nature offert ou vendu au comptoir directement au consommateur, doit être de

$0.31 à $0.36 dans un contenant d'une pinte,
$0.61 à $0.71 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.89 à $1.04 dans un contenant de trois pintes,
$1.16 à $1.36 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être de

$0.30 à $0.35 dans un contenant d'une pinte,
$0.59 à $0.69 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.87 à $1.02 dans un contenant de trois pintes,

$0.04 in a container or one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of three quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

8. The prices fixed in Sections 3, 4, 5 and 7 for a container of three quarts apply also to milk or partly skimmed milk offered, sold or delivered in three bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

9. The present order repeals order No. L-16 and shall come into force on June 16, 1969.

Montreal, this twenty-first day of May, 1969.

Certified True Copy.

Per: ROCH MORIN,
Acting Secretary.

29442-o

Order No. L-22

concerning Natural Milk Price in the North Shore region

Whereas representations made by the interested persons at public hearings held by the Board;

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(*a*) the words "Natural Milk" mean raw milk pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(*b*) the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the North Shore region. This region includes the electoral districts of Duplessis and Saguenay.

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be from

$0.32 to $0.37 in a container of one quart,
$0.63 to $0.73 in a container of one-half gallon,
$0.92 to $1.07 in a container of three quarts,
$1.20 to $1.40 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, and also the price of natural milk sold or offered at the counter directly to the consumer, must be from

$0.31 to $0.36 in a container of one quart,
$0.61 to $0.71 in a container of one-half gallon,
$0.89 to $1.04 in a container of three quarts,
$1.16 to $1.36 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be from

$0.30 to $0.35 in a container of one quart,
$0.59 to $0.69 in a container of one-half gallon,
$0.87 to $1.02 in a container of three quarts,

$1.12 à $1.32 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de $0.03 lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait si ce contenant peut être retourné ensuite au marchand de lait, et de $0.06 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1½% ou 2% de gras de lait et, nonobstant les articles 3, 4 et 5.

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de trois pintes,
$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans un contenant de trois pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de trois pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

8° Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 7 pour un contenant de trois pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré en trois sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

9° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No L-17 et entrera en vigueur le 16 juin 1969.

Montréal, ce vingt et unième jour de mai 1969.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire intérimaire,
ROCH MORIN.

29442-o

$1.12 to $1.32 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by $0.03 when delivered in a container to be used in a milk dispenser of the container is returnable to the milk dealer, and by $0.06 if the container is not returnable to the milk dealer.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding Sections 3, 4 and 5,

(*a*) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of three quarts,
$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(*b*) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of three quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(*c*) milk 1% butterfat may be sold at a discount of

$0.04 in a container or one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of three quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

8. The prices fixed in Sections 3, 4, 5 and 7 for a container of three quarts apply also to milk or partly skimmed milk offered, sold or delivered in three bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

9. The present order repeals order No. L-17 and shall come into force on June 16, 1969.

Montreal, this twenty-first day of May, 1969.

Certified true copy.

By: ROCH MORIN,
Acting Secretary.

29442-o

Ordonnance No L-19

relative au prix du lait nature dans la région centrale.

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la province, sauf les régions désignées dans les ordonnances

No L-20 (région de l'Abitibi)
No L-21 (région de Chibougamau)
No L-22 (région de la Côte-Nord)

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être de

Order No. L-19

concerning natural milk price in the central region.

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

a) the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

b) the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Province, except the regions covered by orders

No. L-20 (Abitibi Region)
No. L-21 (Chibougamau Region)
No. L-22 (North Shore Region)

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be from

$0.28 à $0.33 dans un contenant d'une pinte,
$0.55 à $0.65 dans un contenant d'un demi-gallon.
$0.80 à $0.95 dans un contenant de trois pintes,
$1.04 à $1.24 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, ainsi que le prix du lait nature offert ou vendu au comptoir directement au consommateur, doit être de

$0.27 à $0.32 dans un contenant d'une pinte,
$0.53 à $0.63 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.77 à $0.92 dans un contenant de trois pintes,
$1.00 à $1.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être de

$0.26 à $0.31 dans un contenant d'une pinte,
$0.51 à $0.61 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.75 à $0.90 dans un contenant de trois pintes,
$0.96 à $1.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de $0.03 lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait si ce contenant peut être retourné ensuite au marchand de lait, et de $0.06 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1% 1½% ou 2% de gras de lait et, nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de trois pintes,
$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans un contenant de trois pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de trois pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

8° Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 7 pour un contenant de trois pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré en trois sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

9° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No L-18 et entrera en vigueur le 16 juin 1969.

Montréal, ce vingt et unième jour de mai 1969.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire intérimaire,
ROCH MORIN.

29442-o

$0.28 to $0.33 in a container of one quart,
$0.55 to $0.65 in a container of one half gallon.
$0.80 to $0.95 in a container of three quarts,
$1.04 to $1.24 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, and also the price of natural milk sold or offered at the counter directly to the consumer, must be from

$0.27 to $0.32 in a container of one quart,
$0.53 to $0.63 in a container of one half gallon,
$0.77 to $0.92 in a container of three quarts,
$1.00 to $1.20 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be from

$0.26 to $0.31 in a container of one quart,
$0.51 to $0.61 in a container of one half gallon,
$0.75 to $0.90 in a container of three quarts,
$0.96 to $1.16 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by $0.03 when delivered in a container to be used in a milk dispenser of the container is returnable to the milk dealer, and by $0.06 if the container is not returnable to the milk dealer.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding Sections 3, 4 and 5,

(*a*) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of three quarts,
$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(*b*) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of three quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(*c*) milk with 1% butterfat may be sold at a discount of

$0.04 in a container or one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of three quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

8. The prices fixed in Sections 3, 4, 5 and 7 for a container of three quarts apply also to milk or partly skimmed milk offered, sold or delivered in three bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

9. The present order repeals order No. L-18 and shall come into force on June 16, 1969.

Montreal, this twenty-first day of May, 1969.

Certified True Copy.

By: ROCH MORIN,
Acting Secretary.

29442-o

Ordonnance No L-20

relative au prix du lait nature dans la région de l'Abitibi.

Considérant les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'audiences publiques tenues par la Régie;

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de l'Abitibi. La région de l'Abitibi comprend les districts électoraux de Témiscamingue, Rouyn-Noranda, Abitibi-ouest et Abitibi-est, à l'exception du territoire visé par l'ordonnance No L-21 (région de Chibougamau).

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être de

$0.29 à $0.36 dans un contenant d'une pinte,
$0.57 à $0.71 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.83 à $1.04 dans un contenant de trois pintes,
$1.08 à $1.36 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, ainsi que le prix du lait nature offert ou vendu au comptoir directement au consommateur, doit être de

$0.28 à $0.35 dans un contenant d'une pinte,
$0.55 à $0.69 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.80 à $1.01 dans un contenant de trois pintes,
$1.04 à $1.32 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être de

$0.27 à $0.34 dans un contenant d'une pinte,
$0.53 à $0.67 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.78 à $0.99 dans un contenant de trois pintes,
$1.00 à $1.28 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de $0.03 lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait si ce contenant peut être retourné ensuite au marchand de lait, et de $0.06 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation pour contenir 1%, 1½% ou 2% de gras de lait et, nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de trois pintes,

Order No. L-20

concerning Natural Milk Price in Abitibi region.

Whereas representations made by the interested persons at public hearings held by the Board;

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(*a*) the words "Natural Milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, parly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(*b*) the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Abitibi region. This region includes the electoral districts of Temiscaming, Rouyn-Noranda, Abitibi-West and Abitibi-East, with the exception of the territory covered by Order No. L-21 (Chibougamau region).

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be from

$0.29 to $0.36 in a container of one quart,
$0.57 to $0.71 in a container of one-half gallon,
$0.83 to $1.04 in a container of three quarts,
$1.08 to $1.36 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, and also the price of natural milk sold or offered at the counter directly to the consumer, must be from

$0.28 to $0.35 in a container of one quart,
$0.55 to $0.69 to a container of one-half gallon,
$0.80 to $1.01 in a container of three quarts,
$1.04 to $1.32 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be from

$0.27 to $0.34 in a container of one quart,
$0.53 to $0.67 in a container of one-half gallon,
$0.78 to $0.99 in a container of three quarts,
$1.00 to $1.28 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by $0.03 when delivered in a container to be used in a milk dispenser of the container is returnable to the milk dealer, and by $0.06 if the container is not returnable to the milk dealer.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding Sections 3, 4 and 5,

(*a*) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of three quarts,

$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans un contenant de trois pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons;

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de trois pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

8° Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 7 pour un contenant de trois pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré en trois sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

9° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No L-15 et entrera en vigueur le 16 juin 1969.

Montréal, ce vingt et unième jour de mai 1969.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire intérimaire,
29442-o ROCH MORIN.

$0.08 per gallon in a container of one or more gallons;

(*b*) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of three quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(*c*) milk with 1% butterfat may be sold at a discount of

$0.04 in a container of one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of three quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

8. The prices fixed in Sections 3, 4, 5 and 7 for a container of three quarts apply also to milk or partly skimmed milk offered, sold or delivered in three bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

9. The present order repeals order No. L-15 and shall come into force on June 16, 1969.

Montreal, this twenty-first day of May, 1969.

Certified True Copy.

By: ROCH MORIN,
29442-o *Acting Secretary.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Cen-Ta Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Cen-Ta Services Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. A. R. Deane Nesbitt, 1203, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1203, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
29414 25-69 — 1484/2

Company Licensed to do Business

Cen-Ta Services Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Cen-Ta Services Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. A. R. Deane Nesbitt, of 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
29414-o 25-69 — 1484/2

Demandes à la Législature

Ville de Brossard

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Brossard » s'adressera à la Législature de la Province à sa présente session aux fins d'être autorisée à détenir, utiliser ou céder à toutes fins quelconques les immeubles acquis pour fins industrielles le 29 décembre 1967, en suite à ses règlements numéros 308 et 316, par acte passé devant Me Jean Boucher, notaire, sous le numéro 8239 de ses minutes et enregistré à Laprairie sous le numéro 83641; et aux fins de pourvoir au remploi du produit de toute utilisation ou cession.

Le procureur de la pétitionnaire,
29343-20-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Applications to Legislature

Town of Brossard

Public notice is hereby given that the "Town of Brossard" will apply to the Legislature of the Province at its present session for the passing of an Act to empower it to hold, use or cede for any purpose whatever, a certain piece of land purchased for industrial purposes on November 29, 1967, in virtue of its by-laws 308 and 316, by deed executed before Jean Boucher, notary, under number 8239 of his munutes and registered at Laprairie under number 83641; and to determine the use that shall be made of the proceeds as the case may be.

GASTON POULIOT, Q.C.,
29343-20-4-o *Attorney for Petitioner.*

La Ville de St-Gabriel

Avis public est, par les présentes, donné que « La Ville de St-Gabriel », s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi décrétant l'annexion du Lac Maskinongé au territoire de la ville de St-Gabriel.

Montréal, le 30 avril 1969.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGÉ,
29153-19-4-o HÉBERT & MAILLOUX.

La Commission scolaire Baldwin-Cartier

Avis public est, par les présentes donné que les commissaires d'écoles de « La Commission scolaire Baldwin-Cartier » s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: amender l'article 2 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 154, concernant les limites des quartiers, pour les fins d'élection des commissaires; ratifier les titres de propriété sur une partie du lot numéro trois cent dix-neuf (319) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Anne; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 8 mai 1969.

Les procureurs des requérants,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
29270-20-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Adèle

Avis est donné que « La Fabrique de la paroisse de Sainte-Adèle», Comté de Terrebonne, s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à la présente Session ou à toute autre Session subséquente pour obtenir l'adoption d'une loi privée pour les fins suivantes:

1° Ratifier le titre de propriété de ladite Fabrique sur le lot actuellement connu comme étant le lot numéro trente-deux (32) ainsi que ses subdivisions, du rang dix (10) canton d'Abercrombie, aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Sainte-Adèle, Comté de Terrebonne;

2° Libérer une partie du susdit lot et ses subdivisions d'une servitude de non-usage pour des fins autre que celle du culte, ladite servitude datant d'août 1856;

3° Autoriser ladite Fabrique à vendre à l'Auberge de la Moisson d'Or de Sainte-Adèle Inc., et à toutes autres personnes ou corporations, parties du lot susmentionné et ses subdivisions, dûment libérées de telle servitude.

Et à toutes autres fins.

Sainte-Adèle, le 7 mai 1969.

Les procureurs de la pétitionnaire,
29402-21-4-o GENEST, CHAMPEAU, GENEST.

Église Baptiste Roussy Memorial

Avis est par les présentes donné que « Église Baptiste Roussy Memorial », une congrégation baptiste ayant sa place des offices à Grande Ligne, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'être incorporée sous le nom de « Église Baptiste Roussy Memorial » conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q., 1964.

Les procureurs de la requérante,
HUTCHISON, JOHNSTON, TODD & DURSO.
29364-21-4-o

The Town of St. Gabriel

Public notice is hereby given that "The Town of St. Gabriel" will apply to the National Assembly of the Province of Québec, for the adoption of an Act enacting the annexation of the Lac Maskinongé to the territory of the Town of St. Gabriel.

Montreal, April 30, 1969.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGÉ,
HÉBERT & MAILLOUX,
29153-19-4-o *Attorneys.*

Baldwin-Cartier School Commission

Public notice is hereby given that the members of the "Baldwin-Cartier School Commission" will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes: to amend article 2 of the Act 7-8 Elizabeth II, chapter 154, concerning the limits of wards for the election of the members of the school commission; to ratify titles of property on part of lot number three hundred nineteen (319) of plan and book of reference of the parish of Ste. Anne; and for all other purposes.

Montreal, May 8, 1969.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,
29270-20-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

The Fabrique of the Parish of St. Adèle

Notice is hereby given that "The Fabrique of the Parish of St. Adèle", County of Terrebonne, shall petition the National Assembly of Québec during the present Session or at any other subsequent Session, to obtain the passing of the private act for the following purposes:

1. To ratify the title of ownership of the said Fabrique on the lot actually known as being lot number thirty-two (32) and all of its subdivisions, in the 10th Range of the Township of Abercrombie of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Adele, County of Terrebonne;

2. To free Part of the above-mentioned lot and its subdivisions of a servitude of non-usage for purposes other than cult, the said servitude dating August 1856;

3. To authorize the said Fabrique to sell to L'Auberge de la Moisson d'Or de Sainte-Adèle Inc., and to any other persons or corporations, parts of the above-mentioned lot and its subdivisions duly freed of said servitude.

And for any other purposes.

St. Adele, May 7th, 1969.

GENEST, CHAMPEAU, GENEST,
29402-21-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Église Baptiste Roussy Memorial

Notice is hereby given that "Église Baptiste Roussy Memorial", a Baptist Congregation having its place of worship at Grande Ligne, Québec, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "Église Baptiste Roussy Memorial" in conformity with the provisions of chap. 305, R.S.Q. 1964.

HUTCHISON, JOHNSTON, TODD & DURSO,
Attorneys for the applicant.
29364-21-4-o

Valleyfield Golf & Country Club Incorporated

Avis est donné par les présentes que « Valleyfield Golf & Country Club Incorporated », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, afin d'obtenir une loi pourvoyant entr'autres:

a) changer le nom de la corporation;

b) modifier le capital-actions de la corporation et en fixer le nombre d'actions de classe A et B;

c) pourvoir que la nouvelle charte sera régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec;

d) telles autres fins qui sont énumérées dans la Loi.

Salaberry-de-Valleyfield, le 22 mai 1969.

Le procureur de la corporation,

29449-22-4-o Me Georges A. Meloche, c.r.

Valleyfield Golf & Country Club Incorporated

Notice is hereby given that "Valleyfield Golf & Country Club Incorporated", will apply to the National Assembly of Québec, at its present session for the passing of an Act providing, among other things, for the following:

(*a*) to change the name of the corporation;

(*b*) to amend the capital stock of the corporation and to fix the number of class A and B shares;

(*c*) to provide for the new charter to be governed under the provisions of Part II of the Québec Companies Act;

(*d*) any other purposes enumerated in the Act.

Salaberry-de-Valleyfield, May 22, 1969.

Me Georges A. Meloche, q.c.,

29449-22-4 *Attorney for the Corporation.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1470

Québec, le 14 mai 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Concernant la prolongation du droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en feuille

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

Que le droit de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3021 du 18 septembre 1968, soit prolongé jusqu'au 1er août 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,

29476-o Jacques Prémont.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1554

Québec, le 21 mai 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Concernant la soustraction au jalonnement de claims miniers sur certains terrains situés dans le canton de Normanville, district électoral de Saguenay.

Attendu que Québec Cartier Mining Company a entrepris des études pour l'exploitation de gisements de minerai de fer dans les terrains qu'elle détient dans le district électoral de Saguenay;

Attendu que ladite compagnie entend exploiter ses concessions du mont Wright et en est à étudier la localisation générale des principales installations;

Attendu que cette exploitation éventuelle comprendra l'installation d'une usine de concentration, de parcs à déchets, de chemins de fer, de cour de triage et d'entreposage;

Attendu que Québec Cartier Mining Company de ce fait, entend faire passer sa production annuelle de huit millions (8,000,000) de tonnes à seize millions (16,000,000) de tonnes de concentré par année;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1470

Québec, May 14, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Sheet-Metal Fabricating Industry.

It is ordered, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

That the right to levy of the Joint Committee of the Sheet-Metal Fabricating Industry (authorized by a by-law approved by Order in Council number 3021 dated September 18, 1968) be extended until August 1, 1969, at the same rates and under the same conditions.

Jacques Prémont,

29476-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1554

Québec, May 21, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the withdrawal from staking of mining claims on certain lots of land situated in the township of Normanville, electoral district of Saguenay.

Whereas Québec Cartier Mining Company has undertaken studies for the exploitation of deposits of iron ore in the lands which it holds in the electoral district of Saguenay;

Whereas the said company intends to exploit its concessions on Mount Wright, and is studying the general localization of the main installations;

Whereas said eventual exploitation shall include the installation of a concentration plant, waste dumps, railways, grading and storage yards;

Whereas Québec Cartier Mining Company thereby intends to increase its annual production from eight million (8,000,000) tons to sixteen million (16,000,000) tons of concentrated iron ore per year;

ATTENDU QUE conformément au paragraphe « l » de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34) le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire par règlement, au jalonnement en claims miniers, tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement d'ateliers de traitement, d'usines de fonte, d'affineries ou de voies de transport, ou à l'aménagement de forces hydrauliques ou à l'emmagasinement d'eau, ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles;

QUE soient réservés et soustraits à la prospection et au jalonnement en claims miniers, les terrains ci-après décrits:

Partant d'un point « A » à l'intersection des limites sud (latitude 52° 48′ N) et ouest (longitude 67° 15′ W) d'une étendue de terrain soustraite au jalonnement (voir arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958); de là, dans une direction sud astronomique en suivant la limite ouest de l'étendue de terrain précitée sur une distance de 1.52 mille jusqu'à un point « B »; de là, dans une direction ouest astronomique sur une distance d'environ 0.76 mille jusqu'à un point « C »; de là, dans une direction sud-ouest jusqu'au piquet numéro 4, du claim numéro 3, C-134663 et de là en suivant la ligne ouest dudit claim jusqu'à son piquet numéro 3; de là, dans une direction nord-ouest, nord, sud-ouest, sud-est, sud-ouest et de là dans une direction sud, en suivant les limites extérieures d'un groupe de claims détenus par Québec Cartier Mining Company, jusqu'à un point d'intersection « D » situé sur la ligne ouest du claim numéro 1, C-175900, avec la limite nord d'une étendue de terrain soustraite au jalonnement (voir arrêté en conseil numéro 580 du 5 juin 1957, tel que modifié par les arrêtés en conseil numéros 845 du 22 août 1957 et 1294 du 8 août 1962); de là, dans une direction sud-ouest en suivant ladite limite nord, sur une distance de 0.82 mille jusqu'à un point « E »; de là, dans une direction nord astronomique jusqu'à un point d'intersection « F » situé sur la limite sud de l'étendue de terrain soustraite au jalonnement (voir arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958); de là, dans une direction est astronomique, en suivant la limite sud de l'étendue précitée, jusqu'au point de départ « A ».

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur les copies du plan numéro C-3016, à l'échelle de 2640 pieds au pouce, lesquelles sont initialées par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposées aux archives de ce ministère.

QUE ce règlement ait force de Loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
29493-o JACQUES PRÉMONT.

WHEREAS pursuant to paragraph "1" of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may reserve and withdraw, by regulation, from staking of mining claims, any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment of mills, smelters, refineries or means of transportation, or for the development of water storage or water power, or for any other purpose.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the lands hereinafter described be reserved and withdrawn from prospecting and the staking of mining claims:

Starting at a point « A » at the intersection of the south (latitude 52° 48′ N) and west (longitude 67° 15′ W) boundaries of a tract of land withdrawn from staking (see Order in Council number 481, dated May 7, 1958); thence, in an astronomical southerly direction following the west boundary of the aforementioned tract of land to a distance of 1.52 miles to a point « B »; thence, in an astronomical westerly direction to a distance of approximately 0.76 of a mile to a point « C »; thence, in a southwesterly direction to a stake number 4 on claim number 3, C-134663, and thence, following the west line of the said claim to its stake number 3; thence, in a northwesterly, northerly, southwesterly, southeasterly, southwesterly direction, and thence in a southerly direction, following the outer lines of a group of claims held by Québec Cartier Mining Company to a point of intersection « D » situated on the west line of claim number 1, C-175900, with the north boundary of a tract of land withdrawn from staking (see Order in Council number 580, dated June 5, 1957, as amended by Orders in Council numbers 845, dated August 22, 1957, and 1294, dated August 8, 1962); thence, in a southwesterly direction, following the said north boundary, to a distance of 0.82 of a mile to a point "E"; thence, in an astronomical northerly direction to a point of intersection "F" situated on the south limit of the tract of land withdrawn from staking (see Order in Council number 481, dated May 7, 1958); thence, in an astronomical easterly direction, following the south boundary of the aforementioned tract, to the starting point ::A".

The whole as outlined in red on copies of plan number C-3016, on a scale of 2640 feet to the inch, which are initialed by the Deputy-Minister of Natural Resources and are filed in the archives of the said Department.

THAT this regulation become effective from and after its publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
29493 *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Municipalité du Village de Knowlton

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté à une séance de son conseil municipal tenue en date du 5 mai 1969 la municipalité du village de Knowlton s'est adressée par requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des

Miscellaneous Notices

Municipality of the Village of Knowlton

Notice is hereby given that in virtue of a by-law adopted at a meeting of its Municipal Council held on May 5, 1969, the Municipality of the Village of Knowlton applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for an order that letters patent be

lettres patentes soient octroyées la fusionnant avec la municipalité du canton de Brome et la municipalité du village de Foster et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de ville du lac Brome a être régie par la Loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Avis public de l'adoption du règlement fut donné en date du 9 mai 1969, et copie de la requête est déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne peut en prendre connaissance et en obtenir copie.

« Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec. »

Le conseiller juridique de la corporation,
293-21-2-o PIERRE L. LAPOINTE, avocat.

granted amalgamating the said Municipality with the Municipality of the Township of Brome and the Municipality of the Village of Foster and creating a new Town under the name of Town of Brome Lake to be governed by the Cities and Towns Act subject to the conditions of amalgamation.

Public notice of the adoption of the said by-law was given on May 9, 1969, and a copy of the petition has been deposited at the office of the Secretary-Treasurer of the Municipality where the same may be examined and a copy obtained.

"The property-owners of the petitioning Municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Québec Municipal Commission".

PIERRE L. LAPOINTE, advocate,
29361-21-2-o *Legal adviser of the Corporation.*

Municipalité du Canton de Brome

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté à une séance de son conseil municipal tenue en date du 5 mai 1969, la municipalité du canton de Brome s'est adressée par requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des lettres patentes soient octroyées la fusionnant avec la municipalité du village de Knowlton et la municipalité du village de Foster et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de Ville du Lac Brome à être régie par la Loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Avis public de l'adoption du règlement fut donné en date du 9 mai 1969, et copie de la requête est déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne peut en prendre connaissance et en obtenir copie.

« Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec ».

Le conseiller juridique de la corporation,
29361-21-2-o PIERRE L. LAPOINTE, avocat.

Municipality of the Township of Brome

Notice is hereby given that in virtue of a by-law adopted at a meeting of its Municipal Council held on May 5, 1969, the municipality of the township of Brome applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for an order that letters patent be granted amalgamating the said municipality with the municipality of the village of Foster and the municipality of the village of Knowlton and creating a new town under the name of Town of Brome Lake to be governed by the Cities and Towns Act subject to the conditions of amalgamation.

Public notice of the adoption of the said by-law was given on May 9, 1969, and a copy of the petition has been deposited at the office of the Secretary-Treasurer of the municipality where the same may be examined and a copy obtained.

"The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Québec Municipal Commission".

PIERRE L. LAPOINTE, advocate,
29361-21-2-o *Legal adviser of the Corporation.*

Succession Joseph Raymond Cyrenne

Avis est par les présentes donné conformément à l'article 676 du code civil qu'en vertu d'un acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, signé devant Brian H. Danny, notaire à Montréal, le 15 mai 1969 et enregistré le 20 mai 1969 au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 2138584, Dame Pierrette Marie-Reine Bleau, veuve de feu Joseph Raymond Cyrenne, de son vivant de la ville de Montréal, en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs John Raymond Michel Cyrenne et Jean Luc Normand Cyrenne, et Dame Helena Cyrenne, épouse de Jacques Deschenes, ont accepté la succession dudit feu Joseph Raymond Cyrenne, sous bénéfice d'inventaire, et qu'elles assument ainsi leur qualité d'héritiers bénéficiaires, le tout conformément à l'article 660 et suivants, du code civil.

MME JACQUES DESCHENES.
MME JOSEPH RAYMOND CYRENNE,
29443 *ès-qualité.*

Estate Joseph Raymond Cyrenne

Notice is hereby given in accordance with article 676 of Civil Code that in virtue of a deed of acceptance under benefit of inventory executed before Brian H. Danny, notary at Montreal, on May 15, 1969 and registered on May 20, 1969 at the registry office of Montreal under the number 2138584, Dame Pierrette Marie-Reine Bleau, widow of the late Joseph Raymond Cyrenne, in his lifetime of the city of Montreal es qualité tutrix to her minor children, John Raymond Michel Cyrenne and Jean Luc Normand Cyrenne, and Dame Helena Cyrenne, wife of Jacques Deschenes, did accept the estate of the said late Joseph Raymond Cyrenne under benefit of inventory and thereby did assume the quality of beneficiary heirs, the whole in accordance with article 660 and seq. of Civil code.

MRS. JACQUES DESCHENES
MRS. JOSEPH RAYMOND CYRENNE,
29443-o *es qualité.*

Municipalité du Village de Foster

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un règlement adopté à une séance de son conseil municipal tenue en date du 30 avril 1969 la municipalité du village de Foster s'est adressée par requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant de décréter et d'ordonner que des lettres patentes soient octroyées la fusionnant avec la municipalité du canton de Brome et la municipalité du village de Knowlton et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de Ville du Lac Brome à être régie par la Loi des cités et villes sous réserve des conditions de la fusion.

Avis public de l'adoption du règlement fut donné en date du 1er mai 1969, et copie de la requête est déposée au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne peut en prendre connaissance et en obtenir copie.

« Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec ».

Le conseiller juridique de la corporation,
29361-21-2-o PIERRE L. LAPOINTE, avocat.

Succession Rosaire Germain

Prenez avis que Mlles Leatitia et Marguerite Germain et MM. Joseph-Arthur et Lauréat Germain, héritiers bénéficiaires de Rosaire Germain, présenteront une reddition de compte en Cour Supérieure, pour le district de Québec, au Palais de Justice de Québec, et demanderont d'être déchargés de leur administration, le 13 juin 1969, à 11 heures de l'avant-midi.

Le notaire et procureur,
29466-o JEAN-PAUL ROUX.

Succession Yvon Plamondon

Prenez avis que le 15 mai 1969, Dame Carmelle Plamondon, épouse de Joseph Tropper, a accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de Yvon Plamondon, décédé le 7 mars 1969. Cette acceptation a été reçue par Me Pierre Beaudry, notaire, exerçant au 504 de la rue Sud à Cowansville et a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Missisquoi le 21 mai 1969, sous le numéro 124831.

Le notaire,
29467-o PIERRE BEAUDRY.

Municipality of the Village of Foster

Notice is hereby given that in virtue of a by-law adopted at a meeting of its Municipal Council held on April 30, 1969, the municipality of the village of Foster applied by joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for an order that letters patent be granted amalgamating the said municipality with the municipality of the township of Brome and the municipality of the village of Knowlton and creating a new town under the name of Town of Brome Lake to be governed by the Cities and Towns Act subject to the conditions of amalgamation.

Public notice of the adoption of the said by-law was given on May 1st, 1969, and a copy of the petition has been deposited at the office of the Secretary-Treasurer of the municipality where the same may be examined and a copy obtained.

"The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Québec Municipal Commission".

PIERRE L. LAPOINTE, advocate,
29361-21-2-o *Legal adviser of the Corporation.*

Estate Rosaire Germain

Notice is hereby given that Misses Leatitia and Marguerite Germain and MM. Joseph-Arthur and Lauréat Germain, beneficiary heir of Rosaire Germain shall present an account in the Superior Court, for the district of Québec, at the Court House, and shall ask to be freed from their administration, on June 13th, 1969, at 11:00 o'clock in the morning.

JEAN-PAUL ROUX,
29466-o *Notary and legal adviser.*

Estate Yvon Plamondon

Take notice that, on May 15, 1969, Dame Carmelle Plamondon, wife of Joseph Tropper, has accepted under benefit of inventory the estate of Yvon Plamondon, deceased on March 7, 1969. The said acceptance was received by Me Pierre Beaudry, notary, practising at 504 South Street, at Cowansville and was registered at the office of the registration division of Missisquoi on May 21, 1969, under number 124831.

PIERRE BEAUDRY,
29467 *Notary.*

Associations coopératives

L'Association coopérative des consommateurs d'huile d'Asbestos

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative des consommateurs d'huile d'Asbestos ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Asbestos, Québec, dans le district électoral de Richmond.

Québec, le 30 avril 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
29468-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

L'Association coopérative des consommateurs d'huile d'Asbestos

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the co-operative association "L'Association coopérative des consommateurs d'huile d'Asbestos".

The head office of the said co-operative association is situated at Asbestos, Québec, in the electoral district of Richmond.

Québec, April 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
29468

L'Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat des Pionniers

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat des Pionniers ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Victoriaville, Québec, dans le district électoral d'Arthabaska.

Québec, le 14 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

29491-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Laviolette

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative "Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Laviolette ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Trois-Rivières, Québec, dans le district électoral de Trois-Rivières.

Québec, le 14 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

29492-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Gentilly

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Gentilly ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Longueuil, Québec, dans le district électoral de Chambly.

Québec, le 27 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

29494-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

L'Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat des Pionniers

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the formation of the cooperative association "L'Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat des Pionniers".

The head office of this cooperative association is situated at Victoriaville, Québec, in the electoral district of Arthabaska.

Québec, May 14, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
29491 *Companies and Cooperatives.*

Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Laviolette

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the formation of the cooperative association "Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Laviolette".

The head office of this cooperative association is situated at Trois-Rivières, Québec, in the electoral district of Trois-Rivières.

Québec, May 14, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
29492 *Companies and Cooperatives.*

Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Gentilly

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association "Association Coopérative d'Habitation Co-Op-Habitat Gentilly".

The head office of this cooperative association is situated at Longueuil, Québec, in the electoral district of Chambly.

Québec, May 27, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
29494 *Companies and Cooperatives.*

Changement de nom — Loi du

Georges Jacques Petchikowsky

Avis est donné que Georges Jacques Petchikowsky, étudiant, résidant à 9248, 17e Avenue, en la cité de St-Michel, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Georges Jacques Pascal.

Montréal, le 14 mai 1969.

Les procureurs,

29347-21-2-o CAMPBELL & SAND.

Bruno Lobel
Stella Lobel

Prenez avis que Bruno Lobel et Stella Lobel, commerçants, domiciliés au 3945 de La Montagne à Montréal, présenteront une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer leur nom en celui de Bruno Lebel et Stella Lebel.

Signé: BRUNO LOBEL &

29388-21-2-o STELLA LOBEL.

Change of name — Act

Georges Jacques Petchikowsky

Notice is hereby given that Georges Jacques Petchikowsky, student, residing at 9248, 17th Avenue, in the city of St. Michel, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Georges Jacques Pascal.

Montreal, May 14, 1969.

CAMPBELL & SAND,
29347-21-2-o *Attorneys.*

Bruno Lobel
Stella Lobel

Take notice that Bruno Lobel and Stella Lobel, merchants, both domiciled at 3945 Mountain in Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council to have their names changed into Bruno Lebel and Stella Lebel.

Signed: BRUNO LOBEL &

29388-21-2-o STELLA LOBEL.

Constantino Jewtuschenko

Avis est donné que Constantino Jewtuschenko, dessinateur, résidant au 6120 du Chemin Côte St-Luc, en la ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province afin d'obtenir du lieutenant-gouveneur en conseil un décret lui permettant de changer son nom en celui de Constantin Weymarn.

Montréal, le 15 mai 1969.

Le procureur du requérant,

29362-21-2-o STANLEY LECLERC.

Demetrio Jewtuschenko

Avis est donné que Demetrio Jewtuschenko, administrateur, résidant au 6120 du Chemin Côte St-Luc, en la ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province afin d'obtenir du lieutenant-gouverneur en conseil un décret lui permettant de changer son nom en celui de Dimitri Weymarn.

Montréal, le 15 mai 1969.

Le procureur du requérant,

29363-21-2-o STANLEY LECLERC.

Terrance Wesley Schlievert

Avis est donné par la présente que « Terrance Wesley Schlievert, étudiant, domicilié à Templeton, dans le district de Hull, province de Québec, adressera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en celui de Terrance Wesley Chiasson.

Gatineau, le 15e jour de mai 1969.

Les procureurs du requérant,

29389-21-2-o DAGENAIS & DAGENAIS.

Nelson Raymond Dubeau

Avis est par les présentes donné que Nelson Raymond Dubeau, domicilié à 193, avenue Rutland, Beaconsfield, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la permission de changer son nom en celui de Nelson Raymond Sproule, ledit changement concernera également son épouse Bonita Virnelson, aussi domiciliée à 193, avenue Rutland, Beaconsfield.

Beaconsfield, le 21 mai 1969.

Le procureur du requérant,

29416-22-2-o FRANK S. BOYD.

Mary Estella Bevan

Avis est par les présentes donné que Mary Estella Bevan, résidant au 285, 46e avenue, Lachine, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire changer son nom en celui de Mary Estella Kalenak.

Montréal, le 22 mai 1969.

Le procureur du requérant,

29446-22-2-o JAN ZASCINSKI.

Stephen Joseph Kapusta

Avis est donné par les présentes que M. Stephen Joseph Kapusta, domicilié à 4635 Clanranald Avenue, dans la ville de Montréal, district de Montréal, a l'intention de présenter une demande au lieutenant-gouverneur en conseil, changeant son nom de Stephen Joseph Kapusta en celui de Stephen Joseph Kape, ce changement sera applicable également à son épouse Dame Léona Frances Obrand et de son fils mineur Robert Brian.

Montréal, le 23 mai 1969.

Les procureurs du requérant,

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG,

29447-22-2-o SHACTER & TAVISS.

Constantino Jewtuschenko

Notice is given that Constantino Jewtuschenko, administrator, residing at 6120 of Côte St. Luc in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for an Order by the Lieutenant-Governor in Council changing his name to Constantin Weymarn.

Montreal, May 15, 1969.

STANLEY LECLERC,

29362-21-2-o *Attorney for petitioner.*

Demetrio Jewtuschenko

Notice is given that Demetrio Jewtuschenko, administrator, residing at 6120 of Côte St. Luc in the city and district of Montreal will apply to the Provincial Secretary for an Order by the Lieutenant-Governor in Council changing his name to Dimitri Weymarn.

Montreal, May 15, 1969.

STANLEY LECLERC,

29363-21-2-o *Attorney for petitioner.*

Terrance Wesley Schlievert

Notice is hereby given that Terrance Wesley Schlievert, student, residing at Templeton, in the district of Hull, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to change his name into that of Terrance Wesley Chiasson.

Gatineau, this 15th day of May, 1969.

DAGENAIS & DAGENAIS,

29389-21-2 *Attorneys for plhe petitioner.*

Nelson Raymond Dubeau

Notice is hereby given that Nelson Raymond Dubeau, domiciled at 193 Rutland Avenue, Beaconsfield, district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for the permission to change his name to that of Nelson Raymond Sproule, said change will also affect his wife, Bonita Virnelson, also domiciled at 193 Rutland Avenue, Beaconsfield.

Beaconsfield, May 21, 1969.

FRANK S. BOYD,

29416-22-2-o *Attorney for Applicant.*

Mary Estella Bevan

Notice is hereby given that Miss Mary Estella Bevan, residing at 285, 46th Avenue, Lachine, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Mary Estella Kalenak.

Montreal, May 22, 1969.

JAN ZASCINSKI,

29446-22-2-o *Attorney for Petitioner.*

Stephen Joseph Kapusta

Notice is hereby given that Stephen Joseph Kapusta, residing at 4635 Clanranald Avenue, city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for the adoption of an order changing his name from Stephen Joseph Kapusta to Stephen Joseph Kape, the said change of name to have application and to enure to the benefit of his wife, Dame Léona Frances Obrand and minor child Robert Brian.

Montreal, May 23, 1969.

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG,
SHACTER & TAVISS,

29447-22-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Howard Robert Kapusta

Avis est donné par les présentes que Howard Robert Kapusta, domicilié à 4840 Côte St-Luc Road, appartement 904, dans la ville de Côte St-Luc, district de Montréal, a l'intention de présenter une demande au lieutenant-gouverneur en conseil, changeant son nom de Howard Robert Kapusta en celui de Howard Robert Kape.

Montréal, le 23 mai 1969.

Les procureurs du requérant,
MENDELSOHN, ROSENTZVEIG,
29448-22-2-o SHACTER & TAVISS.

Howard Robert Kapusta

Notice is hereby given that Howard Robert Kapusta, residing at 4840 Côte St. Luc Road, Apartment 904, city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for the adoption of an order changing his name from Howard Robert Kapusta to Howard Robert Kape.

Montreal, May 23, 1969.

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG,
SHACTER & TAVISS,
29448-22-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Sheldon Bernard Derechinsky

Avis est par les présentes donné que Sheldon Bernard Derechinsky, étudiant en comptabilité, 2300, avenue Gold, ville Saint-Laurent, district de Montréal, province de Québec, s'adressera, conformément à la Loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom Sheldon Bernard Derechinsky en celui de Sheldon Bernard Derrick, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Daté à Montréal, ce 26e jour de mai 1969.

Le procureur du requérant,
29477-22-2 JOHN HERSCHORN, C.R.

Sheldon Bernard Derechinsky

Notice is hereby given that Sheldon Bernard Derechinsky, accounting student, of 2300 Gold Avenue, ville St. Laurent, district of Montreal, Province of Québec, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an Order to change his name from Sheldon Bernard Derechinsky to that of Sheldon Bernard Derrick, same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 26th day of May, 1969.

JOHN HERSCHORN, Q.C.,
29477-22-2-o *Attorney for Petitioner.*

Micheline Gagnon

Avis est donné que Micheline Gagnon du 10352 Delaroche, Montréal 358, s'adressera au secrétaire de la province afin qu'un décret du lieutenant-gouverneur en conseil soit accordé changeant son nom en celui de Anne Gagnon.

Les procureurs de la requérante,
BARD, L'HEUREUX, PHILIPPON
29478-22-2-o & TOURIGNY.

Micheline Gagnon

Notice is hereby given that Micheline Gagnon, of 10352 Delaroche, Montreal 358, will apply to the Provincial Secretary praying that an Order of the Lieutenant-Governor in Council be granted changing her name to Anne Gagnon.

BARD, L'HEUREUX, PHILIPPON
& TOURIGNY,
29478-22-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Jean Pitsicoulis

Avis est donné que Jean Pitsicoulis, marchand, residant à 2149 avenue Old Orchard en la cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un decret changeant son nom en celui de John Pitsikoulis; ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse, née Angeliki Tsigaki et ses enfants mineurs George et Michael, à la même adresse.

Montréal, le 22 mai, 1969.

Le procureur,
29490-22-2-o CHARLES WOLFSON, C.R.

Jean Pitsicoulis

Notice is hereby given that Jean Pitsicoulis, merchant, residing at 2149 Old Orchard Avenue in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to John Pitsikoulis; said change of name shall also benefit his wife, born Angeliki Tsigaki and his two minor children George and Michael of the same address.

Montreal, May 22, 1969.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,
29490-22-2-o *Attorney.*

Syndicats professionnels

Association des Enseignants de l'Outaouais

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 avril 1969, autorisé le changement de nom de l'« Association Régionale des Instituteurs Catholiques de l'Outaouais », dont la constitution, sous le nom originaire de « Le Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques de Hull », a été autorisée le 21 avril 1952, et dont le siège social est situé à Hull, en celui de l'« Association des Enseignants de l'Outaouais », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 15 avril 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
29459-o 879-52

Professional Syndicates

Association des Enseignants de l'Outaouais

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary authorized on April 11, 1969, the change of name of "Association Régionale des Instituteurs Catholiques de l'Outaouais", the incorporation of which was authorized on April 21, 1952 under the original name of "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques de Hull", and the head office of which is situated at Hull, into that of "Association des Enseignants de l'Outaouais", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, April 15, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
29459 879-52

L'Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 mai 1969, autorisé le changement de nom de « L'Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville », dont la constitution a été autorisée le 13 février 1942, et dont le siège social est situé à Drummondville, en celui de « L'Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29460-o 125-42

L'Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 5, 1969, authorized the change of name of "L'Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville", the incorporation of which was authorized on February 13, 1942, and the head office of which is situated at Drummondville, into that of "L'Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, May 6, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29460 125-42

Association des Prothésistes & Orthésistes du Québec Québec Association of Prosthetists & Orthotists

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 30 avril 1969. approuvé les règlements numéros 1 et 11 de l'« Association des Prothésistes & Orthésistes du Québec — Québec Association of Prosthetists & Orthotists », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29461-o 4197-67

Association des Prothésistes & Orthésistes du Québec Québec Association of Prosthetists & Orthotists

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 30, 1969, approved by-law numbers 1 and 11 of "Association des Prothésistes & Orthésistes du Québec — Québec Association of Prosthetists & Orthotists", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29461 4197-67

Association Professionnelle des Sténographes Judiciaires et Officiels du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association Professionnelle des Sténographes Judiciaires et Officiels du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 23 mai 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 28 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29495-o 31-69

Association Professionnelle des Sténographes Judiciaires et Officiels du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association Professionnelle des Sténographes Judiciaires et Officiels du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on May 23, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, May 28, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29495 31-69

Ministère de l'Éducation

Val d'Or (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 1567, en date du 21 mai 1969, d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire de la municipalité scolaire de Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municipalité scolaire de Val d'Or, (cath.), dans le comté d'Abitibi-Est.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 28 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29499-o 430-02

Department of Education

Val d'Or (Cath.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1567, dated May 21, 1969, to annex, for Catholics only, the territory of the school municipality of Lac Lemoine, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Val d'Or (Cath.), in the county of Abitibi-East.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1969, and for all other purposes on July 1, 1969.

Québec, May 28, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29499 430-02

Berthier-Dautraie

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de La Vérendrie dans le comté de Berthier à la municipalité scolaire de Berthier-Dautraie, dans le comté de Berthier.

Québec, le 20 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29391-21-2-o 340-02

Port-Alfred

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Jean, dans le comté de Dubuc et Dumas, dans les comtés de Charlevoix et Dubuc, à la municipalité scolaire de Port-Alfred dans le comté de Dubuc.

Québec, le 20 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29392-21-2-o 660-03

Berthier-Dautraie

A request is made to annex the present territory of the school municipality of La Vérendrie, in the county of Berthier, to the school municipality of Berthier-Dautraie, in the county of Berthier.

Québec, May 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29391-21-2 340-02

Port-Alfred

A request is made to annex the present territory of the school municipalities of Saint-Jean, in the county of Dubuc and Dumas, in the counties of Charlevoix and Dubuc, to the school municipality of Port-Alfred, in the county of Dubuc.

Québec, May 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29392-21-2 660-03

Nomination

Président d'élection

Il a plû à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the preson whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Brome	Lacasse, Jean-Paul (1)	Chauffeur — Driver	Saint-Étienne-de-Bolton.

(1) En remplacement de monsieur Patrick MacDonald, démissionnaire.— In place of Mr. Patrick MacDonald, resigner.

Québec, le 23 mai 1969.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

29473-o

Québec, 23th May, 1969.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

29473-o

Soumissions

Municipalité de St-Prime

Lac-Saint-Jean-Ouest

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de $256,500 d'obligations de la municipalité de Saint-Prime, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, qui a paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 24 mai 1969 à la page 3006, l'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $71,000 comprend un solde de $65,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans au lieu du solde $65,000 tel que stipulé dans ledit avis.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiquée ci-haut demeurent inchangés.

St-Prime, ce 27 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
MME MARIE-FRANCE NÉRON.

Rue Lapierre, St-Prime,
Comté de Lac-St-Jean-Ouest, P.Q. 29414-o

Tenders

Municipality of St-Prime

Lake Saint John West

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of $256,500 of bonds for the municipality of St-Prime, county of Lake Saint John West, published in the *Québec Official Gazette* of May 24, 1969, on page 3006, the July 1st, 1989 maturity, in the amount of $71,000, comprises a balance of $65,500 renewable for an additional 10-year period, instead a balance of $65,000 as stipulated in the said notice.

All the other details contained in the abovementioned notice of call for tenders remain unchanged.

St-Prime, this May 27, 1969.

MRS. MARIE-FRANCE NÉRON,
Secretary-Treasurer.

Lapierre Street, Saint-Prime,
County of Lake Saint John West, P.Q. 29414-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Omer Plouffe, secrétaire-trésorier, École Saint-Georges, Chemin Vanier, Case postale 100, Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 18 juin 1969, pour l'achat de $586,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes, comté de Gatineau, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortisement dans le présent avis.

Résolution du : 6 décembre 1968 — $586,000 — construction d'une école élémentaire — secteur Glenwood.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

Tableau d'amortissement — $586,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	x$56,000
1er juillet 1971	x 60,000
1er juillet 1972	x 65,000
1er juillet 1973	x 70,000
1er juillet 1974	x 76,000
1er juillet 1975	10,000
1er juillet 1976	10,000
1er juillet 1977	11,000
1er juillet 1978	12,000
1er juillet 1979	13,000
1er juillet 1980	14,000
1er juillet 1981	15,000
1er juillet 1982	16,000
1er juillet 1983	18,000
1er juillet 1984	19,000
1er juillet 1985	21,000
1er juillet 1986	22,000
1er juillet 1987	24,000
1er juillet 1988	26,000
1er juillet 1989	28,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles versements annuels d'un octroi total de $360,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 5 versement de $72,000 chacun, de 1970 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $28,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumis-

The School Commissioners for the Municipality of Aylmer-Rapide-des-Chênes
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Omer Plouffe, Secretary-Treasurer, Saint-Georges School, Vanier Road, P.O. Box 100, Aylmer, Lucerne, county of Gatineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, June 18, 1969, for the purchase of an issue of $586,000 of bonds for the School Commissioners for the Municipality of Aylmer-Rapides-des-Chênes, county of Gatineau, dated July 1, 1969 and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the whole issue; however, if more than one rate is used the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution of December 6, 1968 — $586,000 — construction of an elementary school — Glenwood sector.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1969.

Table of redemption — $586,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970	x$56,000
July 1, 1971	x 60,000
July 1, 1972	x 65,000
July 1, 1973	x 70,000
July 1, 1974	x 76,000
July 1, 1975	10,000
July 1, 1976	10,000
July 1, 1977	11,000
July 1, 1978	12,000
July 1, 1979	13,000
July 1, 1980	14,000
July 1, 1981	15,000
July 1, 1982	16,000
July 1, 1983	18,000
July 1, 1984	19,000
July 1, 1985	21,000
July 1, 1986	22,000
July 1, 1987	24,000
July 1, 1988	26,000
July 1, 1989	28,000

The letters "x" indicate the years during which the annual payments of a construction subsidy of $360,000, granted by the Provincial Government and payable in 5 instalments of $72,000 each, from 1970 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term of 15-year short-term serial bonds. Also tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $28,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in

sions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $28,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $28,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 18 juin 1969, à 8 heures du soir, École St-Georges, Chemin Vanier, Case postale 100, (Aylmer), Lucerne, comté de Gatineau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer-Rapide-des-Chênes (Comté de Gatineau), ce 21 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
OMER PLOUFFE.

École St-Georges, Chemin Vanier,
C.P. 100, (Aylmer), Lucerne,
Comté de Gatineau, P.Q.
Téléphone: 684-5387, code 819. 29462-o

Village de Baieville
Comté de Yamaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul H. Jutras, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, au Bureau de la corporation, 306, rue Principale, Baieville, comté de Yamaska, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, à la Salle paroissiale, Baieville, comté de Yamaska, P.Q., mercredi, le 18 juin 1969, pour l'achat de $73,000 d'obligations du village de Baieville, comté de Yamaska, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 65 — $73,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alymer.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $28,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $28,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanies by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, June 18, 1969, at 8:00 o'clock p.m., St-Georges School, Vanier Road, P.O. Box 100, (Aylmer) Lucerne, county of Gatineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer-Rapide-des-Chênes (County of Gatineau), May 21, 1969.

OMER PLOUFFE,
Secretary-Treasurer.

St-Georges School, Vanier Road,
P.O. Box 100, (Aylmer), Lucerne,
County of Gatineau, P.Q.
Telephone: 684-5387, code 819. 29462

Village of Baieville
County of Yamaska

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul H. Jutras, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock, p.m., at the Office of the corporation, 306 Principale Street, Baieville, county of Yamaska, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the Parish Hall, Baieville, county of Yamaska, P.Q., Wednesday, June 18, 1969, for the purchase of an issue of $73,000 of bonds for the village of Baieville, county of Yamaska, dated July 1, 1969 and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law No. 65 — $73,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1969.

Tableau d'amortissement — $73,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	$ 500
1er juillet 1971	500
1er juillet 1972	1,000
1er juillet 1973	1,000
1er juillet 1974	1,000
1er juillet 1975	1,000
1er juillet 1976	1,000
1er juillet 1977	1,000
1er juillet 1978	1,000
1er juillet 1979	1,000
1er juillet 1980	1,500
1er juillet 1981	1,500
1er juillet 1982	1,500
1er juillet 1983	2,000
1er juillet 1984	2,000
1er juillet 1985	2,000
1er juillet 1986	2,000
1er juillet 1987	2,500
1er juillet 1988	2,500
1er juillet 1989	46,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $6,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $46,500 comprend un solde de $43,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1990	$3,000
1er juillet 1991	3,000
1er juillet 1992	3,500
1er juillet 1993	4,000
1er juillet 1994	4,000
1er juillet 1995	4,500
1er juillet 1996	5,000
1er juillet 1997	5,000
1er juillet 1998	5,500
1er juillet 1999	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Nicolet.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $46,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $46,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le mon-

Table of redemption — $73,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970	$ 500
July 1, 1971	500
July 1, 1972	1,000
July 1, 1973	1,000
July 1, 1974	1,000
July 1, 1975	1,000
July 1, 1976	1,000
July 1, 1977	1,000
July 1, 1978	1,000
July 1, 1979	1,000
July 1, 1980	1,500
July 1, 1981	1,500
July 1, 1982	1,500
July 1, 1983	2,000
July 1, 1984	2,000
July 1, 1985	2,000
July 1, 1986	2,000
July 1, 1987	2,500
July 1, 1988	2,500
July 1, 1989	46,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance 20-year fixed-term or serially 10-year with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $6,000, and, if higher than this latter amount, this part must include one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1989 maturity in the amount of $46,500 includes a balance of $43,500 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1990	$3,000
July 1, 1991	3,000
July 1, 1992	3,500
July 1, 1993	4,000
July 1, 1994	4,000
July 1, 1995	4,500
July 1, 1996	5,000
July 1, 1997	5,000
July 1, 1998	5,500
July 1, 1999	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Nicolet.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $46,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $46,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, atpar on July 1st of each year for the annual amount required

tant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 18 juin 1969, à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Baieville, comté de Yamaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baieville (Comté de Yamaska), ce 21 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL H. JUTRAS.

Bureau de la corporation, 306 rue Principale,
Baieville (Yamaska), P.Q.
Téléphone: 783-6695, code 514. 29463-o

Paroisse de St-Henri-de-Mascouche
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Lepage, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, au Bureau de la corporation, 101A, rue Renaud, Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle municipale, 110, rue Dupras, Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q., lundi, le 16 juin 1969, pour l'achat de $400,000, d'oblitations de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement numéro 194 — $400,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

Tableau d'amortissement — $400,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	$ 2,000
1er juillet 1971	2,000
1er juillet 1972	2,000
1er juillet 1973	2,000
1er juillet 1974	2,000
1er juillet 1975	2,000
1er juillet 1976	3,000
1er juillet 1977	3,000
1er juillet 1978	3,000
1er juillet 1979	4,000
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	4,000
1er juillet 1982	4,000
1er juillet 1983	5,000
1er juillet 1984	5,000
1er juillet 1985	5,000
1er juillet 1986	5,000
1er juillet 1987	6,000
1er juillet 1988	6,000
1er juillet 1989	331,000

to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 18, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Parish Hall, Baieville, county of Yamaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baieville (County of Yamaska), May 21, 1969.

PAUL H. JUTRAS,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 306 Principale Street,
Baieville (Yamaska), P.Q.
Telephone: 783-6695, code 514. 29463

Parish of Saint-Henri-de-Mascouche
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Roger Lepage, Secretary-Treasurer, until 5 o'clock in the afternoon, at the Office of the corporation, 101A Renaud Street, Saint-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q., and afterwards, until 8:30 in the evening, at the Municipal Hall, 110 Dupras Street, Saint-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q., Monday, June 16, 1969, for the purchase of an issue of $400,000 of bonds for the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, county of L'Association, dated July 1, 1969, and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption of this issue.

By-law number 194 — $400,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1969.

Table of redemption — $400,000 — 20 yesrs

Year	*Capital*
July 1, 1970	$ 2,000
July 1, 1971	2,000
July 1, 1972	2,000
July 1, 1973	2,000
July 1, 1974	2,000
July 1, 1975	2,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,000
July 1, 1978	3,000
July 1, 1979	4,000
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,000
July 1, 1982	4,000
July 1, 1983	5,000
July 1, 1984	5,000
July 1, 1985	5,000
July 1, 1986	5,000
July 1, 1987	6,000
July 1, 1988	6,000
July 1, 1989	331,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $29,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $331,000 comprend un solde de $324,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1990	$ 8,000
1er juillet 1991	8,000
1er juillet 1992	9,000
1er juillet 1993	9,000
1er juillet 1994	10,000
1er juillet 1995	11,000
1er juillet 1996	12,000
1er juillet 1997	12,000
1er juillet 1998	14,000
1er juillet 1999	14,000
1er juillet 2000	15,000
1er juillet 2001	17,000
1er juillet 2002	18,000
1er juillet 2003	19,000
1er juillet 2004	21,000
1er juillet 2005	22,000
1er juillet 2006	24,000
1er juillet 2007	25,000
1er juillet 2008	27,000
1er juillet 2009	29,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans le province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $331,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $331,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 16 juin 1969, à 8 heures 30 du soir, à la Salle

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term bonds or for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided, however, that the latter part be for an amount of not less than $29,000, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, starting with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1989 maturity in the amount of $331,000 includes a balance of $324,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1990	$ 8,000
July 1, 1991	8,000
July 1, 1992	9,000
July 1, 1993	9,000
July 1, 1994	10,000
July 1, 1995	11,000
July 1, 1996	12,000
July 1, 1997	12,000
July 1, 1998	14,000
July 1, 1999	14,000
July 1, 2000	15,000
July 1, 2001	17,000
July 1, 2002	18,000
July 1, 2003	19,000
July 1, 2004	21,000
July 1, 2005	22,000
July 1, 2006	24,000
July 1, 2007	25,000
July 1, 2008	27,000
July 1, 2009	29,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $331,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $331,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 16, 1969, at 8:30 in the evening, at the

municipale, 110, rue Dupras, St-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Henri-de-Mascouche (Comté de L'Assomption), ce 21 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER LEPAGE.

Bureau de la corporation, 101A, rue Renaud,
St-Henri-de-Mascouche,
Comté de L'Assomption, P.Q.
Téléphone: 474-2555, code 514. 9464-o

municipal Hall, 110 Dupras Street, Saint-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Henri-de-Mascouche (County of L'Assomption), May 21, 1969.

ROGER LEPAGE,
Secretary-Treasurer.

Office of the corporation 101A Renaud Street,
Saint-Henri-de-Mascouche,
County of L'Assomption, P.Q.
Telephone: 474-2555, code 514. 29464

Ville de Saint-Jean-Chrysostome
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des sousmissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Cajetan Alain, secrétaire-trésorier, Salle du Conseil, 162, rue de l'Église, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 17 juin 1969, pour l'achat de $159,500 d'obligations de la ville de St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos V-178 — $77,000 — aqueduc et égouts; V-184 (V-187) $82,500 — construction d'un édifice municipal.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

Tableau d'amortissement — $159,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	$ 1,000
1er juillet 1971	1,000
1er juillet 1972	1,000
1er juillet 1973	1,000
1er juillet 1974	1,000
1er juillet 1975	1,000
1er juillet 1976	1,000
1er juillet 1977	1,000
1er juillet 1978	1,000
1er juillet 1979	1,500
1er juillet 1980	1,500
1er juillet 1981	1,500
1er juillet 1982	2,000
1er juillet 1983	2,000
1er juillet 1984	2,500
1er juillet 1985	2,500
1er juillet 1986	2,500
1er juillet 1987	2,500
1er juillet 1988	3,000
1er juillet 1989	129,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $11,000, et si supérieur à ce dernier

Town of Saint-Jean-Chrysostome
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Cajetan Alain, Secretary-Treasurer, Council Room, 162 de l'Église St., St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 17, 1969, for the purchase of an issue of $159,500 of bonds for the town of St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, dated July 1, 1969, and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos. V-178 — $77,000 — aqueduct and sewers; V-184 — (V-187) — $82,500 — construction of a municipal building.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1969.

Table of redemption — $159,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970	$ 1,000
July 1, 1971	1,000
July 1, 1972	1,000
July 1, 1973	1,000
July 1, 1974	1,000
July 1, 1975	1,000
July 1, 1976	1,000
July 1, 1977	1,000
July 1, 1978	1,000
July 1, 1979	1,500
July 1, 1980	1,500
July 1, 1981	1,500
July 1, 1982	2,000
July 1, 1983	2,000
July 1, 1984	2,500
July 1, 1985	2,500
July 1, 1986	2,500
July 1, 1987	2,500
July 1, 1988	3,000
July 1, 1989	129,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $11,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or

montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant, par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $129,000 comprend un solde de $126,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1990	$ 3,000
1er juillet 1991	3,000
1er juillet 1992	4,000
1er juillet 1993	4,000
1er juillet 1994	4,000
1er juillet 1995	4,000
1er juillet 1996	4,500
1er juillet 1997	5,000
1er juillet 1998	5,500
1er juillet 1999	6,000
1er juillet 2000	6,000
1er juillet 2001	6,500
1er juillet 2002	6,500
1er juillet 2003	7,500
1er juillet 2004	8,000
1er juillet 2005	8,000
1er juillet 2006	9,000
1er juillet 2007	10,000
1er juillet 2008	10,500
1er juillet 2009	11,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $129,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $129,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 17 juin 1969, à 8 heures du soir, Salle du conseil, 162, rue de l'Église, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Chrysostome (Comté de Lévis), ce 22 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
CAJETAN ALAIN.

Salle du conseil, 162, rue de l'Église,
St-Jean-Chrysostome (Lévis), P.Q.
Téléphone: 839-8108, code 418. 29465-o

more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1989 maturity in the amount of $129,000 comprises a balance of $126,000, renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1990	$ 3,000
July 1, 1991	3,000
July 1, 1992	4,000
July 1, 1993	4,000
July 1, 1994	4,000
July 1, 1995	4,000
July 1, 1996	4,500
July 1, 1997	5,000
July 1, 1998	5,500
July 1, 1999	6,000
July 1, 2000	6,000
July 1, 2001	6,500
July 1, 2002	6,500
July 1, 2003	7,500
July 1, 2004	8,000
July 1, 2005	8,000
July 1, 2006	9,000
July 1, 2007	10,000
July 1, 2008	10,500
July 1, 2009	11,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal or less than $129,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $129,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, June 17, 1969, at 8:00 o'clock p.m. in the Council Room, 162 de l'Église St., St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Chrysostome (County of Lévis), May 22, 1969.

CAJETAN ALAIN,
Secretary-Treasurer.

Council Room, 162 de l'Église St.,
St-Jean-Chrysostome (Lévis), P.Q.
Telephone: 839-8108, code 418. 29465

La Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Vanier, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 14206 Est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, lundi, le 16 juin 1969, pour l'achat de $105,000 d'obligations pour la commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 4 novembre 1968 — $105,000 — construction d'une maternelle de 6 classes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

Tableau d'amortissement — $105,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970 x	$47,500
1er juillet 1971	1,500
1er juillet 1972	1,500
1er juillet 1973	1,500
1er juillet 1974	2,000
1er juillet 1975	2,000
1er juillet 1976	2,000
1er juillet 1977	2,000
1er juillet 1978	2,500
1er juillet 1979	2,500
1er juillet 1980	3,000
1er juillet 1981	3,000
1er juillet 1982	3,000
1er juillet 1983	3,500
1er juillet 1984	4,000
1er juillet 1985	4,000
1er juillet 1986	4,500
1er juillet 1987	4,500
1er juillet 1988	5,000
1er juillet 1989	5,500

Le « x » indique l'année durant laquelle le versement annuel d'un octroi total de $50,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 1 versement de $50,000, en 1970, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $5,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant,

The Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Guy Vanier, Secretary-Treasurer, Office of the Commission, 14206 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, County of Bourget, P.Q., until 7:00 o'clock in the evening, Monday, June 16, 1969, for the purchase of an issue of $105,000 of bonds for the Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles, County of Bourget, dated July 1, 1969 and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or more complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution dated November 4, 1968 — $105,000 — building of a 6-class kindergarten.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1969.

Table of redemption — $105,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970 x	$47,500
July 1, 1971	1,500
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	2,000
July 1, 1975	2,000
July 1, 1976	2,000
July 1, 1977	2,000
July 1, 1978	2,500
July 1, 1979	2,500
July 1, 1980	3,000
July 1, 1981	3,000
July 1, 1982	3,000
July 1, 1983	3,500
July 1, 1984	4,000
July 1, 1985	4,000
July 1, 1986	4,500
July 1, 1987	4,500
July 1, 1988	5,000
July 1, 1989	5,500

The "x" indicates the year during which the annual payment of a total subsidy of $50,000, granted by the Provincial Government and payable in 1970 in one payment of $50,000, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term bonds or for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part, and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $5,500, and if greater than the latter amount, said part should include only one or several entire annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include one only of the terms

les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $5,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $5,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 16 juin 1969, à 7 heures du soir, Bureau de la Commission, 14206 Est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles (Comté de Bourget), ce 22 mai 1969. *Le secrétaire-trésorier,* GUY VANIER.

Bureau de la Commission,
14206 Est, rue Notre-Dame,
Pointe-aux-Trembles (Bourget), P.Q.
Téléphone: 642-7468, code 514. 29496-o

Parroisse de St-Basile-le-Grand

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Martial Lalande, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 204, rue Principale, Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 17 juin 1969, pour l'achat de $209,500 d'obligations de la paroisse de St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 179 — $20,600 — bâtisses et terrains; 183 — $9,000 — voirie; 185 — $26,500 — aqueduc, égouts, voirie; 187 — $9,000 — aqueduc, égouts; 191 — $5,500 — aqueduc, égouts; 193 — $102,000 — voirie etc.; 195 — $16,100 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 202 — $4,500 — aqueduc, égouts; 203 — $16,300 — aqueduc, égouts, voirie.

save in the case of the exception stipulated herein.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to $5,500. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $5,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue, appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, June 16, 1969, at 7:00 o'clock in the evening, at the Office of the Commission, 14206 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, County of Bourget, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles (County of Bourget), May 22, 1969. GUY VANIER, *Secretary-Treasurer.*

Office of the Commission
14206 Notre-Dame Street East,
Pointe-aux-Trembles (Bourget), P.Q.
Telephone: 642-7468, code 514. 29496

Parish of St-Basile-le-Grand

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marial Lalande, Secretary-Treasurer, Town Hall, 204 Main Street, Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 17, 1969, for the purchase of an issue of $209,500 of bonds for the parish of St-Basile-le-Grand, county of Chambly, dated July 1, 1969, and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

By-laws Nos: 179 — $20,600 — buildings and lands; 183 — $9,000 — roads; 185 — $26,500 — aqueduct, sewers, roads; 187 — $9,000 — aqueduct, sewers; 191 — $5,500 — aqueduct, sewers; 193 — $102,000 — roads, etc.; 195 — $16,100 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 202 — $4,500 — aqueduct, sewers; 203 — $16,300 — aqueduct, sewers, roads.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

Tableau d'amortissement — $209,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	$ 2,500
1er juillet 1971	2,500
1er juillet 1972	2,500
1er juillet 1973	3,000
1er juillet 1974	3,500
1er juillet 1975	4,000
1er juillet 1976	4,000
1er juillet 1977	4,000
1er juillet 1978	5,500
1er juillet 1979	5,500
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	4,000
1er juillet 1982	4,500
1er juillet 1983	5,000
1er juillet 1984	5,000
1er juillet 1985	6,000
1er juillet 1986	6,000
1er juillet 1987	7,000
1er juillet 1988	7,000
1er juillet 1989	124,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $15,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée.

L'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $124,000 comprend un solde de $116,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1990	$ 8,500
1er juillet 1991	9,000
1er juillet 1992	9,500
1er juillet 1993	9,500
1er juillet 1994	10,500
1er juillet 1995	12,000
1er juillet 1996	13,000
1er juillet 1997	14,000
1er juillet 1998	15,000
1er juillet 1999	15,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $124,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1969.

Table of redemption — $209,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970	$ 2,500
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	3,000
July 1, 1974	3,500
July 1, 1975	4,000
July 1, 1976	4,000
July 1, 1977	4,000
July 1, 1978	5,500
July 1, 1979	5,500
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,000
July 1, 1982	4,500
July 1, 1983	5,000
July 1, 1984	5,000
July 1, 1985	6,000
July 1, 1986	6,000
July 1, 1987	7,000
July 1, 1988	7,000
July 1, 1989	124,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term bonds or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $15,500, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein.

The July 1, 1989 maturity in the amount of $124,000 comprise a balance of $116,500 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1990	$ 8,500
July 1, 1991	9,000
July 1, 1992	9,500
July 1, 1993	9,500
July 1, 1994	10,500
July 1, 1995	12,000
July 1, 1996	13,000
July 1, 1997	14,000
July 1, 1998	15,000
July 1, 1999	15,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jeques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $124,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an

montant supérieur à $124,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 17 juin 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 204, rue Principale, Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Basile-le-Grand (Comté de Chambly), ce 22 mai 1969. *Le secrétaire-trésorier,*
MARTIAL LALANDE.

Hôtel de ville, 204, rue Principale,
St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, P.Q.
Téléphone: 653-4261, code 514. 29497-o

Ville de Saint-Laurent
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Adrien Limoges, greffier, Hôtel de ville, 777, Boulevard Laurentien, St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 16 juin 1969, pour l'achat de $2,682,000 d'obligations de la ville de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juillet 1969 et remboursables par séries du 1er juillet 1970 au 1er juillet 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No: 421 (438) — $2,682,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1969.

Tableau d'amortissement — $2,682,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1970	$ 34,000
1er juillet 1971	36,000
1er juillet 1972	38,000
1er juillet 1973	41,000
1er juillet 1974	43,000
1er juillet 1975	45,000
1er juillet 1976	48,000
1er juillet 1977	51,000
1er juillet 1978	54,000
1er juillet 1979	57,000
1er juillet 1980	61,000
1er juillet 1981	64,000
1er juillet 1982	68,000
1er juillet 1983	72,000
1er juillet 1984	77,000
1er juillet 1985	81,000
1er juillet 1986	86,000
1er juillet 1987	91,000
1er juillet 1988	97,000
1er juillet 1989	1,538,000

amount higher than $124,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 17, 1969, at 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 204 Main Street, Saint-Basile-le-Grand, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Basile-le-Grand (County of Chambly), May 22, 1969. MARTIAL LALANDE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 204 Main Street,
St-Basile-le-Grand, county of Chambly, P.Q.
Telephone: 653-4261, code 514. 29497

Town of Saint-Laurent
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Adrien Limoges, Clerk, Town Hall, 777 Laurentian Boulevard, St-Laurent, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, June 16, 1969, for the purchase of an issue of $2,682,000 of bonds for the town of St-Laurent, county of Jacques-Cartier, dated July 1, 1969 and redeemable serially from July 1, 1970 to July 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law No.: 421 (438) — $2,682,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1969.

Table of redemption — $2,682,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1970	$ 34,000
July 1, 1971	36,000
July 1, 1972	38,000
July 1, 1973	41,000
July 1, 1974	43,000
July 1, 1975	45,000
July 1, 1976	48,000
July 1, 1977	51,000
July 1, 1978	54,000
July 1, 1979	57,000
July 1, 1980	61,000
July 1, 1981	64,000
July 1, 1982	68,000
July 1, 1983	72,000
July 1, 1984	77,000
July 1, 1985	81,000
July 1, 1986	86,000
July 1, 1987	91,000
July 1, 1988	97,000
July 1, 1989	1,538,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $184,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1989 au montant de $1,538,000 comprend un solde de $1,435,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1990	$ 109,000
1er juillet 1991	115,000
1er juillet 1992	122,000
1er juillet 1993	130,000
1er juillet 1994	137,000
1er juillet 1995	146,000
1er juillet 1996	154,000
1er juillet 1997	164,000
1er juillet 1998	174,000
1er juillet 1999	184,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Laurent.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $1,538,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $1,538,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 juin 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 777, Boulevard Laurentien, St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Laurent (Comté de Jacques-Cartier), ce 23 mai 1969.

Le greffier,
J. ADRIEN LIMOGES.

Hôtel de ville, 777, Boulevard Laurentien,
St-Laurent (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 744-6411, code 514. 29498-o

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or serially 10 years with the balance for 10-year short-term for one part and the other part for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $184,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1989 maturity in the amount of $1,538,000 includes a balance of $1,435,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1990	$ 109,000
July 1, 1991	115,000
July 1, 1992	122,000
July 1, 1993	130,000
July 1, 1994	137,000
July 1, 1995	146,000
July 1, 1996	154,000
July 1, 1997	164,000
July 1, 1998	174,000
July 1, 1999	184,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Laurent.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $1,538,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $1,538,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 16, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 777 Laurentian Boulevard, St-Laurent, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Laurent (County of Jacques-Cartier), May 23, 1969.

J. ADRIEN LIMOGES,
Clerk.

Town Hall, 777 Laurentian Boulevard,
St-Laurent (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 744-6411, code 514. 29498

Ventes pour taxes

Ville de Cadillac
Abitibi-Est

Avis public est les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Cadillac, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Cadillac, situé au 2 rue Dumont, LUNDI le SEPTIÈME jour de JUILLET 1969, à DEUX heures de l'après-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, des rentes annuelles des baux emphytéotiques, balance dues sur l'achat des terrains, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, rentes, balances, intérêts, dépenses ne soient payés avant la vente:

Sales for Taxes

Town of Cadillac
Abitibi-East

Public notice is hereby given that the properties below designated shall be sold by public auction at the Town Hall of the Town of Cadillac, situated at 2 Dumont Street, MONDAY the SEVENTH day of JULY 1969, at TWO o'clock in the afternoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes, the annual rent of the emphyteutic lease, balance due on purchase of lot, interests, plus the cost which shall subsequently be incurred unless the said taxes, annual rent, interest and cost be paid before the sale:

Noms de propriétaires Owner's names	No du bloc No. of bloc	No du lot No. of llt	Taxes munic. Mun. taxes	Taxes d'eau Water taxes	Taxes scol. School taxes	Rente ann. Annual rent	Int.	Bal. due sur lot Bal. due on lot	Total
Gagnon-Duperreault, Mme-Mrs. Claire	46	5	$ 58.28	$ 16.00	$ 84.89	$ 4.00	$ 14.86	.....	$ 178.03
Gagnon-Duperreault, Mme-Mrs. Claire	46	6	476.65	23.84	720.04	4.00	101.39	.....	1,325.92
Gagnon-Duperreault, Mme-Mrs. Claire	46	7	42.38	16.00	61.90	4.00	12.76	.....	137.04
Wells, Matthew	46	104	24.76	16.00	35.76	13.00	6.75	.....	96.27
Landry, Victor	46	170.5N	86.04	94.80	371.44	4.00	21.20	.....	577.48
Dyer, John A	46	175	35.32	16.00	37.76	29.00	8.75	.....	126.83
Pinard, Paul	46	215	18.90	16.00	25.65	4.00	3.31	.....	67.86
Gagnon, Patrick	46	224	9.90	8.00	26.30	2.00	1.86	.....	48.06
Gagnon, Patrick	46	225	12.38	8.00	33.88	2.00	2.29	.....	58.55
Dyer, John A	46	244	18.80	16.00	28.60	28.00	5.46	.....	96.86
Proulx-Babin, Marie-Anna	46	263	9.90	8.00	26.30	20.00	2.14	.....	66.34
Proulx-Babin, Marie-Anna	46	266	9.90	8.00	26.30	29.00	2.14	.....	75.34
Proulx-Babin, Marie-Anna	46	267	15.12	8.00	40.81	29.00	2.18	.....	95.11
Proulx-Babin, Marie-Anna	46	268	192.56	.....	264.07	22.00	29.49	.....	508.12
Duquette, Edwind	46	281	41.36	.....	35.70	23.00	.....	$ 83.33	183.39
Grenier, Roland	46	467	60.11	9.40	32.00	8.00	3.11	.....	112.62
Les bâtisses seulement seront vendues pour les taxes des propriétés ci-bas mentionnées étant sur du terrain non cadastré et connu sous le nom de Petit Canada:									
Kell, Simonne	Petit Canada		79.76	.....	.....	.....	10.06	.....	89.82
Landry, Victor	Petit Canada		34.89	.....	44.37	.....	15.03	.....	94.29
Chouinard, Julien	Petit Canada		19.14	.....	39.54	.....	4.08	.....	62.76
Only the buildings will be sold for taxes on the properties below designated, being on land not survey and known as Little Canada:									

Donné à Cadillac, Abitibi-Est, province de Québec, ce 15e jour de mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE BÉLANGER.

29365-21-2-o

Given at Cadillac, Abitibi-East, province of Québec, this 15th dy of May, 1969.

CLAUDE BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

29365-21-2-o

La corporation de la cité des Trois-Rivières

Avis public est par le présent donné que le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent soixante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi; certains de ces immeubles seront vendus à charge pour l'adjudicataire d'acquitter les taxes consolidées et les versements sur trottoirs permanents non exigibles, savoir:

1° « La subdivision No 1119-20 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses, comme appartenant à Jean Crépin. »

2° « La subdivision No 177-42 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, comme appartenant à Norbert Dontigny. »

The Corporation of the City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that on the SEVENTEENTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, in the City Hall of the city of Trois-Rivières, the lands and tenements hereinafter designated will be sold for taxes unpaid in the six months following the deposit of the roll, as required by law; some of the said immovables shall be sold on condition that the adjudicator pay the consolidated taxes and payments on permanent non exigible sidewalks, to wit:

1. "Subdivision No. 1119-20 in the cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings, as belonging to Jean Crépin."

2. "Subdivision No. 177-42 in the cadastre of the parish of Trois-Rivières, as belonging to Norbert Dontigny."

3° « Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente-six (P. 236) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, contenant 58′ de largeur par 500′ de profondeur, borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord, par le terrain de monsieur Eugène Bellefeuille et du côté sud par le terrain de Dame Alphonse Tessier, comme appartenant à Maurice Morneau. ».

4° « La subdivision No 183-72 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisses, comme appartenant à Josaphat St-Arneault. »

5° « La subdivision No 184-144 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisses, comme appartenant à Gérard Lebel. »

6° « La subdivision No 7-37 du cadastre de la paroisse de St-Étienne des Grès, comme appartenant à Philippe Cormier. »

7° « La subdivision No 26-6 du cadastre de la paroisse de St-Étienne des Grès, comme appartenant à Marcel St-Germain. »

8° « Les subdivisions Nos 27-29 et 27-30 du cadastre de la paroisse de St-Étienne des Grès, comme appartenant à Lucien Richard. »

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, le 16 mai 1969.

Le greffier de la cité,

29390-21-2-o GEORGES BEAUMIER.

3. "A lot of land known and designated as forming part of lot number two hundred and thirty-six (P. 236) in the official cadastre of the parish of Trois-Rivières, measuring 58′ in width by 500′ in depth, bounded in front by the public road, in depth and on the north side by the land belonging to Mr. Eugène Bellefeuille, and on the south side by the land belonging to Dame Alphonse Tessier, as belonging to Maurice Morneau."

4. "Subdivision No. 183-72 in the cadastre of the parish of Trois-Rivières, with buildings, as belonging to Josaphat St-Arneault."

5. "Subdivision No. 184-144 in the cadastre of the parish of Trois-Rivières, with buildings, as belonging to Gérard Lebel."

6. "Subdivision No. 7-37 in the cadastre of the parish of St-Étienne des Grès, as belonging to Philippe Cormier."

7. "Subdivision No. 26-6 in the cadastre of the parish of St-Étienne des Grès, as belonging to Marcel St-Germain."

8. "Subdivision Nos. 27-29 and 27-30 in the cadastre of the parish of St-Étienne des Grès, as belonging to Lucien Richard."

City Hall, Trois-Rivières, May 16, 1969.

GEORGES BEAUMIER,

29390-21-2 *City Clerk.*

Cité de Farnham

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que: les propriétées ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil de la cité de Farnham, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquents encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 14 mai 1969, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

City of Farnham

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that: the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting room of the Council of the city of Farnham, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1969, at TEN o'clock in the morning, in payment of municipal and school taxes, with interest and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid prior to the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated May 14, 1969, has authorized and abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Noms Names	Cadastre	Taxes mun. et scol. Mun. and School taxes
Dupont, Adonias Mme-Mrs.	203, P. 204, Ville de-Town of Farnham	$ 364.36
Dupont, Adonias Mme-Mrs.	P. 214, par. de-of St-Romuald	982.27
Lapointe, Paul-E.	P. 385, P. 387, Ville de-Town of Farnham	1,529.28
Lebrun, Philias	P. 173, P. 175, P. 200, Ville de-Town of Farnham	320.84
Racine, Paul	P. 283, Ville de-Town of Farnham	600.67
Racine, Paul	P. 307, P. 309, P. 119, P. 326, P. 327, Ville de-Town of Farnham	308.45
Fournier, Antoinette	P. 550, Ville de-Town of Farnham	374.06
Léo Faucher Construction Ltée	214-69, par. de-of St-Romuald	213.06

L'acquéreur devra payer comptant ou par chèque certifié immédiatement après la vente.

Donné à Farnham, ce 16e jour de mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,

29418-22-2-o J.-B. LUNEAU, C.M.A.

The purchaser must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at Farnham, this 16th day of May, 1969.

J.-B. LUNEAU, C.M.C.,

29418-22-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Brossard

Avis public aux contribuables de la susdite municipalité, est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite ville, que:

Town of Brossard

To the ratepayers of the aforesaid town, notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the aforesaid town, that:

Les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère à l'Hôtel de Ville de la Ville de Brossard, le LUNDI, TRENTIÈME jour du mois de JUIN 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

The hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall of the Town of Brossard, 6840 Matte Boulevard, Town of Brossard, on MONDAY, the THIRTIETH day of JUNE 1969, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall be subsequently be incurred unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
240-2	Michel Lachapelle	36	438 à-to 440.
256-2	Charles Philp	36	535-536.
263-2	Joseph Zsuppon	36	548 à-to 550.
301-2	Charles-Henri Bussières	36	452-453.
320-2	Louis & Arthur Bilodeau	36	568.
322-2	Louis & Arthur Bilodeau	36	571.
670-2	Jacques-R. Dubé	74	33.
		75	31.
54-3	Lucien Ayotte	121	P. 42, P. 43.
1217-3	Lucien Ayotte	121	48-49.
87-3	Gilles Houde	121	79.
110-3	Frank Matthews	121	90.
154-3	François Clanner	121	194.
323-3	Joseph Roy Hoffman *et als*	123	31.
758-3	Sebastina M. F. Meldei L. Fl.	127	250 à-to 252.
942-2-3	Mme-Mrs. Roger Joannette	127	P. 28-29-30.
942-3-3	Jean-Paul Godin In Trust, a/s-c/o Trigo Construction Ltée	127	34 à-to 39.
1123-3	Thomas Brossard	127	5.
1124-3	Thomas Brossard	127	3-4.
1186-3	New York Motel Inc.	122	P. 57.
		123	23-24.
30-4	Jean-Paul Boucher	99	50.
50-4	Philippe Préfontaine	96	215-2.
57-4	Mme-Mrs. Georges Bougard	96	218.
		97	40.
61-4	Mme-Mrs. Johan Engelbertink	96	26-4.
617-4	Henry Blais	102	24.
1061-4	Jean-Claude Dufour	99	58.
1150-4	Paul Hébert, syndic	99	P. 81.
1510-4	Thomas Konai	119	38.
1514-4	Mme-Mrs. Peter J. S. Ball	119	P. 42.
1976-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	177.
1977-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	178.
1978-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	179.
1979-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	180.
1980-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	181.
1981-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	182.
1982-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	183.
1983-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	184.
1984-4	Mme-Mrs. Emma Mussard	222	185.
1191-5	Mme-Mrs. Boris Elias	142	132.
1192-5	Mme-Mrs. Boris Elias	142	133.
1193-5	Mme-Mrs. Boris Elias	141	P. 88.
		142	P. 134.
2112-5	Mlle-Miss Hrysoula Frangou	153	67.
2124-5	M. Mme-Mrs. Jeno Galambos	153	81.
2125-5	M. Mme-Mrs. Jeno Galambos	153	82.
2226-5	M. Mme-Mrs. Jeno Galambos	153	187.
2240-5	Jose Mariano	153	201.
2241-5	Jose Mariano	153	202.
2242-5	Jose Mariano	153	203.
75-2	Bernard Guite	P. 13	

Un emplacement sis et situé à Ville de Brossard, comté de Laprairie, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro treize (P. 13) des plans et livre de renvoi officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine mesurant 155′ en front dans une de ses lignes ouest le long du Boulevard Marie Victorin, 120′ dans une autre ligne ouest, 72.8 pieds dans une de ses lignes nord, 223.4 pieds dans une autre ligne nord, 275 pieds dans sa ligne sud et bornée comme suit: en front vers l'une de ses lignes ouest par le Boulevard Marie Victorin, vers une autre ligne ouest par le lot 13-1 vers l'une de ses lignes nord par le lot 13-1, vers une autre ligne nord par les lots 12-1030 12-1031 et partie du lot 12, vers sa ligne est par partie du lot 13 et vers sa ligne sud par partie dudit lot 13, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes bâtisses dessus érigées comprenant 32 unités de motels, un bureau, un entrepôt, une piscine et une chambre.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Le tout ayant une superficie totale de 73,241.5 pieds carrés.

A certain piece of land located in the town of Brossard, Laprairie County, known and designated as being a part of the original lot 13 of the official book of reference of the parish of Laprairie de la Magdeleine measuring 155′ feet in front in one of its west line along Marie Victorin boulevard, 120 feet in another west line, 72.8 feet in one of its northerly line, 223.4 feet in another of its northerly line 275 feet in its south line and bounded as follows: in front towards a west line by Marie Victorin boulevard in another west line by lot 13-P-1, toward one of its northern line by lot 13-1′ in one of its north line by lots 12-1030, 12-1031 and part of lot 12, in its east line by another part of lot 13 and in its south line by part of the said lot 13; all in English measures and more or less.

With all buildings thereon erected comprising of 32 motel units, an office, a warehouse, a swimming pool and a room.

As everything stands presently with all present active and passive servitudes attached to the said immovable.

The whole having a total area of 73,241.5 square feet.

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
1220-3	Jean Jasmin	P. 121	

Un emplacement situé à Ville Brossard connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro Ptie 121, aux plans et livre de renvoi officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine. Ladite partie étant en figure parallélogramatique et bornée comme suit: au nord-est par partie du lot numéro 121, au sud-ouest par la Montrée de Lapinière, au nord-ouest par partie du lot numéro 121 (rue Albert) mesurant quarante-quatre pieds et quatre-vingt-dix-sept centièmes de pied (44.97′) dans sa ligne nord-est, 45.1 dans sa ligne sud-ouest, 100′ dans ses lignes sud-est et nord-est, contenant 4,503′ mesures anglaises.

Tel que le tout se trouve présentement, circonstances et dépendances, notamment la maison dessus érigée, portant les numéros civiques 2105 et 2107 Montée de Lapinière, dont le mur sud-est est mitoyen.

Ledit emplacement étant sujet à une servitude mutuelle et réciproque de vue en faveur de et contre l'emplacement adjascent au sud aux termes d'un acte de servitude reçu par Régis Rémillard, notaire, le 19 mai 1967 enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie sous le numéro 80591.

A certain piece of land located in the town of Brossard known and designated as being part of original lot number 121 of the reference book of the parish of Laprairie de la Magdeleine. The said part being of parallelogram shape and bounded as follows: in its northeast line by another part of lot 121, in its southwest line by part of lot 121 (Albert street) measuring 44.97 feet in its northeast line, 45.1 feet in its southwest line, 100 feet in its southeast and north east lines, having a total area of 4,503′ square feet English measures.

As everything stand presently, circumstances and buildings, with the house built thereon bearing civic number 2105-2107 Montée Lapinière with its southeast wall being common.

The said property being subject to a mutual and reciprocal servitude of view in favour of and against the adjacent property in its southeast line as stipulated in an act of servitude passed before notary Régis Rémillard on May 19, 1967 and registered at the Laprairie County registration office under number 80591.

1412-5	Mme-Mrs. Boris Elias	140 P. 90	

Partie de terrain de forme triangulaire bornée en front au nord-est par une autre partie de la subdivision 90 du cadastre 140 mesurant 187.08 le long d'un rayon de 225.97 (rue Bréard), à l'ouest par la partie 140-89 mesurant 188.31 pieds, au sud par une autre partie 140-90 et mesurant 66.2 pieds; le tout ayant une superficie de 4,434 pieds carrés.

A certain piece of land of triangular shape bounded in front in a northeasterly line by another part 140-90 measuring 187.08 feet along a radius of 225.97 feet (Bréard Street) in its west line by part 140-89 measuring 188.31 feet; in its south line by another part 140-90 measuring 66.2 feet, having a total area of 4,434 square feet.

1412-5	Mme-Mrs. Boris Elias	P. 140	

Partie de terrain de forme triangulaire ayant un front dans sa ligne nord le long de la rue Bréard sur une distance de 13.59 pieds, bornée au sud par une autre P. 140 mesurant 9.49 pieds à l'ouest par une partie 140-90 mesurant 10.53 pieds; ayant une superficie totale de 49 pieds carrées.

A certain piece of land of triangular shape bounded in its north line along Bréard Street on a distance of 13.59 feet; in its south line by another part 140 measuring 9.49 feet, in its west line by part 140-90 measuring 10.53 feet; having a total area of 49 square feet.

1414-5	Mme-Mrs. Boris Elias	P. 140	

Une certaine partie de terrain de forme triangulaire bornée dans sa ligne nord-est par la partie 140-160 (ave Bréard) et ayant une longueur de 364.76 pieds au sud par la partie 141 ayant une distance de 206.07 pieds; à l'ouest par une partie 140-90 mesurant 298.19 pieds, au nord par une autre P. 140 mesurant 9.49 pieds; le tout ayant une superficie totale de 39,368 pieds carrés.

A certain piece of land of triangular shape bounded in its northeasterly line by part 140-160 (Bréard ave) measuring 364.76 feet, in its south line by part 141 measuring 206.07, feet in its west line by part 140-90 measuring 298.19 feet, in its north line by another P. 140 measuring 9.49 feet, having a total area of 39,368 square feet.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 6 mai 1969, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statut refondus de Québec 1964, chapitre 193 article 550).

Donné à Ville de Brossard, ce 16e jour de mai 1969.

Le greffier,
LAURENT GERVAIS.

29417-22-2-o

The Québec Municipal Commission by a decision dated May 6, 1969 has authorized an abdriged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of Cities and Towns Act (SRQ 1964, Chapter 193).

Given at the Town of Brossard, this 16th day of May, 1969.

LAURENT GERVAIS,
City Clerk.

29417-22-2-o

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No 16,033. { BANQUE DE MONTRÉAL, demanderesse, *vs* GEORGES ÉMILE BISAILLON, défendeur, et L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Iberville

Saint-Jean, to wit: No. 16,033. { BANK OF MONTREAL, plaintiff, *vs* GEORGES ÉMILE BISAILLON, defendant, and THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate,

politique et incorporé, ayant siège social à Québec, créancier-hypothécaire requérant, et DAME ANDRÉ PERREAULT-BISAILLON, adjudicataire défaillant, mis-en-cause.

Avis public est par le présent donné que les immeubles vendus dans la cause ci-dessus au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville, en la ville d'Iberville, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1968, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendus de nouveau au même endroit le HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1969, à DIX heures du matin, à la folle enchère de Dame André Perreault-Bisaillon, le ci-devant adjudicataire, à la suite d'un jugement rendu par l'honorable juge Marcel Nichols, J.C.S., en date du 10 février 1969.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, P.Q., ce 23 mai 1969. 29479-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Provinciale — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No. 1850. SYLVIO TARCY, demandeur *vs* DAME CHARLES HENRI CLOUATRE, défendeur.

Le lot no 474-14, borné à l'est par la partie non encore subdivisée du lot no 474, au sud par le lot no 474-13, à l'ouest par la rue Grégoire (474-21) et au nord par le lot no 474-15 mesurant 78 pieds français de l'est à l'ouest et 46 pieds français du sud au nord soit une superficie de 3,128 pieds français. Avec bâtisse dessus y érigée.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, le TRENTIÈME jour de JUIN 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, P.Q., ce 20 mai 1969. 29486-o

having its head office in Québec petitioning creditor-hypothecary, and DAME ANDRÉ PERREAULT-BISAILLON, defaulting purchaser, mis-en-cause.

Public notice is hereby given that the immovables sold in the above case in the Registry Office of the county of Iberville, in the town of Iberville, on the TENTH day of SEPTEMBER, 1968, at TWO o'clock in the afternoon, will again be sold in the same place on the EIGHTH day of the month of JULY, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, by the false biding of Dame André Perreault-Bisaillon, the above purchaser, following a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Marcel Nichols, J.S.C., on February 10, 1969.

CLAUDE AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Offixe,
Saint-Jean, P.Q., May 23, 1969. 29479

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Provincial Court — District of Iberville

Saint-Jean, to wit: No. 1850. SYLVIO TARCY, plaintiff, *vs* DAME CHARLES HENRI CLOUATRE, defendant.

Lot No. 474-14, bounded on the east by the as yet unsubdivided part of lot No. 474, on the south by lot No. 474-13, on the west by Grégoire St. (474-21), and on the north by lot No. 474-15, measuring 78 French feet from east to west and 46 French feet from south to north, having an area of 3,128 French feet, with the building erected thereon.

To be sold in the registry office of the county of Saint-John, in the Town of Saint-Jean, on the THIRTIETH day of JUNE, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jean, P.Q., May 20, 1969. 29486

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Provinciale, Kamouraska, No 656. J. HERVÉ D'AMOURS LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, demanderesse, *vs* JOSEPH A. MORIN, Saint-Jean de la Lande, district de Kamouraska, défendeur.

« Un terrain ou emplacement, mesurant le long de l'ancien chemin connu comme étant la route No 51, une largeur de cinquante (50) pieds par une profondeur courrant nord de soixante-quinze (75) pieds, ledit terrain borné au sud à l'ancien chemin, à l'est à Gérard Lévesque, au nord à Adélard Martin et à l'ouest à Rodrigue Pinette; lequel terrain fait partie du lot No trente-trois-A (33-A Ptie) au cadastre officiel pour le canton de Robinson, dans le quatrième rang; avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, au palais de justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le DIXIÈME jour de JUILLET 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 26 mai 1969. 29489

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Provincial Court, Kamouraska, No. 656. J. HERVÉ D'AMOURS LTÉE, body legally incorporated, having its head office in Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, plaintiff, *vs* JOSEPH A. MORIN, Saint-Jean de la Lande, district of Kamouraska, defendant.

"A lot of land or emplacement measuring, along the former road known as Route No. 51, fifty (50) feet in width by a depth, running north, of seventy-five (75) feet, and bounded on the south by the former road, on the east by Gérard Lévesque, on the north by Adélard Martin, and on the west by Rodrigue Pinette, which lot of land forms part of lot No. thirty-three-A (Part 33-A) on the official cadastre for the township of Robinson, on the fourth range, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the registry office for the division Témiscouata, in the Court House, 33 de la Cour St., Rivière-du-Loup, on the TENTH day of JULY, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 26, 1969. 29489

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No. 754 933. ACE FINANCE CORPORATION LTD., un corps politique et incorporé, dûment constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires à 4770, avenue Kent, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* Mlle GITTA WITT, défenderesse.

« La subdivision 77 du lot originaire No. 119, le tout aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, portant le numéro civique 1139, 40e avenue, en la cité de Fabreville, district de Montréal. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je me souviens, en la cité de Laval, le TROISIÈME jour du mois de JUILLET 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 20 mai 1969. 29480

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal: No 620 963. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* JEAN LAURENT POISSANT, du 4044, Bordeaux, en les cité et district de Montréal, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné sous le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quarante-huit (248-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Philippe de Laprairie, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214, rue St-Ignace, à Laprairie, le TROISIÈME jour de JUILLET 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 20 mai 1969. 29481-o

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No. 736 053. CANADIAN DOMINION LEASING CORPORATION LIMITED, corps politique et dûment constitué en corporation en vertu de la loi et ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, au 860, boulevard Décarie, cité de Saint-Laurent, district de Montréal, demandeur, *contre* CHARLES SILVERMAN, défendeur.

A) La portion nord-est la plus éloignée de la subdivision numéro quatre cent trente-six du lot originaire numéro six cent quatorze (614 n.e. ptie 436) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant trente-cinq pieds (35′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur et bornée en front au sud-est par l'avenue Glengarry, à l'arrière au nord-ouest par une ruelle connue comme étant le lot numéro 614-432, d'un côté au sud-ouest par le résidu de la subdivision numéro 436 et de l'autre côte au nord-est par la portion de la subdivision numéro 437 du lot originaire numéro 614 et dont la description suit immédiatement au paragraphe B):

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 754 933. ACE FINANCE CORPORATION LTD., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business at 4770, Kent Avenue, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Miss GITTA WITT, defendant.

"Subdivision 77 of original lot No. 139 all on the official plan and book of reference of the parish of St. Rose, bearing civic number 1139, 40th Avenue, in the city of Fabreville, district of Montreal."

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155, Je me souviens Blvd., in the city of Laval, on the THIRD day of the month of JULY 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Associate Sheriff*.
Montreal, May 20, 1969. 29480-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal: No. 620 963. THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN LAURENT POISSANT, 4044 Bordeaux, in the City and district of Montreal, defendant.

"An immovable known and designated as lot number one of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-eight (248-1) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Philippe de Laprairie, with the buildings constructed thereon."

To be sold in the registry office of the county of Laprairie, 214 St-Ignace St., in Laprairie, on the THIRD day of JULY, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Associate Sheriff*.
Montreal, May 20, 1969. 29481

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 736 053. CANADIAN-DOMINION LEASING CORPORATION LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated according to law and having its principal place of business in the Province of Québec at 860 Décarie Boulevard, city of St-Laurent, district of Montreal, plaintiff, *against* CHARLES SILVERMAN, defendant.

(A) The extreme northeasterly portion of subdivision number four hundred and thirty-six of original lot number six hundred and fourteen (614 N.E. pt. 436) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring thirty-five (35′) feet in width by one hundred (100′) feet in depth and bounded in front to the southeast by Glengarry Avenue, in the rear to the northwest by a lane known as lot number 614-432, on one side to the southwest by the residue of subdivision number 436 and on the other side to the northeast by that portion of subdivision number 437 of original lot number 614 immediately hereinafter described in paragraph (B);

B) La portion sud-ouest la plus éloignée de la subdivision numéro quatre cent trente-sept du lot originaire numéro six cent quatorze (614 S.O., ptie 437) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant trente-cinq pieds (35′) de largeur par cent pieds de profondeur et bornée en front, au sud-est, par l'avenue Glengarry, à l'arrière au nord-ouest par la ruelle susmentionnée et connue comme étant le lot numéro 614-432, d'un côté au sud-ouest par cette portion de ladite subdivision numéro 436 décrite au paragraphe A), et de l'autre côté au nord-est par le résidu de ladite subdivision numéro 437.

C) Avec la bâtisse y érigée, portant le numéro civique 501, avenue Glengarry.

Pour être vendues au bureau du protonotaire, au Vieux Palais de Justice (bureau 129) ,dans la ville de Montréal, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1969, à DEUX heures de l'arpès-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 20 mai 1969. 29482

(B) The extreme southwesterly portion of subdivision number four hundred and thirty-seven of original lot number six hundred and fourteen (614 S.W. pt. 437) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring thirty-five (35′) feet in width by one hundred feet in depth and bounded in front to the southeast by Glengarry Avenue, in the rear to the northwest by the above-mentioned lane known as lot number 614-432, on one side to the southwest by that portion of the said subdivision number 436 described in paragraph (A), and on the other side to the northeast by the residue of the said subdivision number 437.

(C) With building thereon bearing civic address number 501 Glengarry Avenue.

To be sold at the protonotary's office in the old Court House, Room No. 129, in the City of Montreal, on the FOURTH day of JULY 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 20, 1969. 29482-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal: No 759 855. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* ÉMILE TRUESDELL, & *AL*, défendeurs.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Lachance (autrefois rue de la Colline) en la Ville de Laval (autrefois Ville de Duvernay) connu et désigné comme étant le lot de la subdivision numéro soixante-neuf (69) du lot originaire 350 trois cent cinquante (350-69) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, mesurant ledit lot ou emplacement soixante-dix pieds (70′) suivant sa ligne de front au nord, cent quarante-quatre pieds et huit dixièmes (144.8′) suivant sa ligne brisée du côté sud-est, cinquante-cinq pieds (55′) suivant sa ligne arrière au sud-ouest et cent onze pieds et trois dixièmes (111.3′) suivant sa ligne du côté nord-ouest, et contenant une superficie de huit mille six cent vingt-sept pieds carrés (8,627 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison y construite portant le numéro civique 7440 rue Lachance.

Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes ou occultes et plus particulièrement sujet aux servitudes de passage établies en faveur de The Bell Telephone Company of Canada suivant deux (2) actes à cet effet reçus devant Me Claude Séguin, notaire, le premier jour de mars mil neuf cent cinquante-sept et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laval, sous le numéro 110755 et le second, le vingt-sixième jour du mois de février mil neuf cent cinquante-huit et enregistré au même bureau d'enregistrement sous le numéro 118964. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, Boul. Je Me Souviens, en la ville de Laval, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 20 mai 1969. 29483-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal: No. 759 855. THE CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* ÉMILE TRUESDELL, & *AL*., defendants.

"A certain emplacement fronting on Lachance Street (formerly de la Colline Street) in the Town of Laval (formerly Town of Duvernay) known and designated as being the lot of subdivision number sixty-nine (69) of original lot 350 three hundred and fifty (350-69) on the official plan and book of reference of the parish of St-Vincent-de-Paul, the said lot or emplacement measuring seventy feet (70′) following its front line on the north, one hundred and forty-four feet and eight tenths (144.8′) following its broken line on the southeast side, fifty-five feet (55′) following its rear line on the southwest and one hundred and eleven feet and three tenths (111.3′) following its line on the northwest side, and containing an area of eight thousand six hundred and twenty-seven square feet (8,627 sq. ft.), English measure and more or less.

With the house built thereon bearing civic number 7440 Lachance Street.

Such and as the whole is presently found with all its servitudes, active and passive, apparent or occult and particularly subject to the servitudes of right of way established in favor of The Bell Telephone Company of Canada according to two (2) deeds to this effect received before Me Claude Séguin, notary, on the first day of March, one thousand nine hundred and fifty-seven and registered at the Registry Office of the couty of Laval, under number 110755 and the second, on the twenty-sixth day of the month of February one thousand nine hundred and fifty-eight and registered at the same registry office under number 118964."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the Town of Laval, on the FOURTH day of JULY, 1969, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 20, 1969. 29483

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal: No 727 884. { JEAN JACQUES JOBIN, pro- jeteur, résidant et domicilié en les cité et district de Montréal, demandeur, *vs* JEAN-YVES PHANEUF, défendeur.

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 61-319 tel qu'il appert au livre de renvoi de la paroisse de St-Vincent-de-Paul. Ledit emplacement, de forme rectangulaire, borné au nord-est par le lot numéro 61-313, au sud-est par le lot numéro 61-320, au sud-ouest par le lot numéro 61-289 (rue), au nord-ouest par le lot numéro 61-318. mesurant soixante (60) pieds de largeur sur une profondeur de cent (100) pieds. Contenant en superficie six mille pieds carrés, mesure anglaise. »

Il n'y a pas de servitude.

Avec bâtisses dessus construite, situé au 1095, Croissant Louis-Joliette, à Duvernay, ville de Laval, district de Montréal.

Pour être vendu au bureau d'entregistrement du comté de Laval, 155, boul. Je Me Souviens en la ville de Laval, le TROISIÈME jour de JUILLET 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 20 mai 1969. 29484-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal: No. 727 884. { JEAN JACQUES JOBIN, planner, residing and domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN-YVES PHANEUF, defendant.

"A certain emplacement known and designated as being lot number 61-319 as it appears in the book of reference of the parish of St-Vincent-de-Paul. The said emplacement, of rectangular shape, is bounded on the north-east by lot number 61-313, on the south-east by lot number 61-320, on the south-west by lot number 61-289 (street), on the north-west by lot number 61-318, and measures sixty (60) feet in width by a depth of one hundred (100) feet, having an area of six thousand square feet, English measure."

There are no servitudes.

With the building constructed thereon, situated at 1095 Croissant Louis-Joliette in Duvernay, town of Laval, district of Montreal.

To be sold in the registry office of the county of Laval, 155, Je Me Souviens Blvd., in the town of Laval, on the THIRD day of JULY, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, May 20, 1969. 29484

NICOLET

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Provinciale: No 591. { LA COOPÉRATIVE AGRICOLE DU LAC ST-PIERRE, société régie en vertu de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles et ayant son siège social à Nicolet, district de Nicolet, demanderesse, *vs* DAVID DESMARAIS, résidant à Bonsecours, district de Bedford, défendeur.

« Une terre de quatre arpents et demi environ de front sur environ dix-sept arpents et demi de profondeur dans le rang nord St-Henri, paroisse de Précieux-Sang connue et désignée par les lots numéro cinq cent soixante-quinze et cinq cent soixante-seize (Nos 575 et 576) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de St-Grégoire, maintenant de la paroisse de Précieux-Sang; avec les bâtiments dessus construits ».

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division numéro 2, situé au Palais de Justice de Nicolet, district de Nicolet, MERCREDI, le DEUXIÈME jour de JUILLET 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 23 mai 1969. 29485-o

NICOLET

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Nicolet

Provincial Court: No. 591. { LA COOPÉRATIVE AGRICOLE DU LAC ST-PIERRE, an association governed by the Cooperative Agricultural Associations Act and having its head office at Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, *vs* DAVID DESMARAIS, residing at Bonsecours, district of Bedford, defendant.

"A piece of land of four arpents and one-half approximately in front by about seventeen arpents and one-half in depth of St-Henri North Range, parish of Précieux-Sang known and designated by lot numbers five hundred and seventy-five and five hundred and seventy-six (Nos. 575 and 576) on the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of St-Grégoire, now in the parish of Précieux-Sang; with buildings constructed thereon."

To be sold "en bloc" at the registry office of division number 2, situated at the Court House of Nicolet, district of Nicolet, WEDNESDAY, the SECOND day of JULY, 1969, at ELEVEN o'clock in the morning.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, May 23, 1969. 29485

ST-MAURICE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, Shawinigan, No 1692. { WELLIE MORINVILLE rentier, *contre* ARTHUR MORINVILLE *et al.*

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* numéro 21, en date du 24 mai 1969 à la

ST-MAURICE

Fieri Facias de Terris

Superior Court, Shawinigan, No. 1692. { WELLIE MORINVILLE annuitant, *versus* ARTHUR MORINVILLE *et al.*

In the notice published in *Québec Official Gazette* number 21, on May 24, 1969, on page 3013,

page 3013 nous aurions dû lire comme date de vente: JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1969 au lieu de JEUDI, le VINGTIÈME jour de JUIN 1969. 29414-o

the date of sale should have read: THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1969, instead of THURSDAY, the TWENTIETH day of JUNE, 1969. 29414

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 60 924. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* ARMAND TASSÉ, R.R. 1, St-Jovite, comté de Terrebonne, défendeur.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur Armand Tassé.

« 1° Les lots de terre numéros cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente et cent trente et un (127, 128, 129, 130 et 131) des plan et livre de renvoi officiels du canton De Salaberry, avec maison, grange-étable et autres dépendances y érigées.

Moins et à distraire dudit lot cent vingt-neuf (129) le coin nord-ouest, étant l'emplacement de la croix du chemin, emplacement que Fernando Paquette s'est réservé, à l'acte 211978, lequel emplacement contient une superficie d'environ un arpent et s'étend en largeur jusqu'à un ponceau et en profondeur jusqu'à une coulée.

2° Un lopin de terre faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (pt 194) desdits plan et livre de renvoi officiels du canton De Salaberry, contenant environ deux acres en superficie, et bornée au nord par l'ancien chemin public, au sud par le lot cent trente (130), à l'est par le lot cent quatre-vingt-seize et à l'ouest par le lot cent quatre-vingt-treize, sans bâtisse.

3° Le droit de prendre de l'eau à toutes sources qu'il y a sur une partie du lot cent vingt-six et sur une partie du lot cent quatre-vingt-dix-huit (pt 126 et 198) desdits plan et livre de renvoi officiels du canton De Salaberry, parties appartenant au vendeur, avec droit de poser des tuyaux d'acqueduc et droit de passage requis pour fins d'acqueduc.

Sauf et à distraire:

Un lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné comme étant le lot No 129 (ptie 129) du cadastre officiel du canton De Salaberry, mesurant ce lopin de terre 100′ de largeur dans sa ligne sud, 165′ de profondeur dans sa ligne est et 145′ dans sa ligne ouest, et borné ledit emplacement, au nord par un ruisseau qui sépare le terrain vendu de celui appartenant à Fernando Paquette en vertu de son titre dont copie est enregistrée sous le No 211978 et des trois autres côtés par le résidu du terrain restant la propriété d'Armand Tassé.

Et plus particulièrement les lignes est et ouest forment à leur point de rencontre avec la ligne sud des angles droits.

Et l'extrémité ouest de la ligne sud est située à 79′, en ligne droit vers l'ouest, de la ligne séparant le lot 129 et 130.

Et l'extrémité nord de la ligne ouest, à son point de rencontre avec le ruisseau, est située à 89′ en ligne droit vers l'ouest, de la ligne séparant le 129 et 130. Sans bâtisse.

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 60 924. { THE QUÉBEC FARM CREDIT, BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Québec, plaintiff, *vs* ARMAND TASSÉ, R.R. 1, St-Jovite, county of Terrebonne, defendant.

The immovables hereinafter designated and in the possession of the defendant, Armand Tassé:

"1. Lots of land numbers one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty and one hundred and thirty-one (127, 128, 129, 130 and 131) on the official plan and in the book of reference of the township of De Salaberry, with the house, barn-stable and other dependencies erected thereon.

Less and to be withdrawn from said lot one hundred and twenty-nine (129) is the northwest corner which is the emplacement of the "croix du chemin" which Fernando Paquette reserved for himself in deed 211978, and which has an area of approximately one arpent and extends on the width to a culvert, and on the depth to a stream.

2. A lot of land forming part of lot number one hundred and ninety-four (P. 194) on the said official plan and in the said book of reference of the township of De Salaberry, having an area of approximately two acres, and bounded on the north by the old public road, on the south by lot one hundred and thirty (130), on the east by lot one hundred and ninety-six, and on the west by lot one hundred and ninety-three, without buildings.

3. The right to draw water from all springs on a part of lot one hundred and twenty-six and on a part of lot one hundred and ninety-eight (P. 126 and 198) on the said official plan and in the said book of reference of the township of De Salaberry, which parts belong to the vendor, with the right to lay aqueduct pipes, and right of way required for aqueduct purposes.

Save and to be withdrawn:

A lot of land forming part of the lot known and designated as being lot No. 129 (P. 129) in the official cadastre of the township of De Salaberry, measuring 100′ in width on its south line, 165′ in depth on its east line, and 145′ on its west line, and bounded on the north by a brook which separates the land sold from that belonging to Fernando Paquette pursuant to his deed, a copy of which is registered under No. 211978, and on the three other sides by the remainder of the land which remains the property of Armand Tassé.

More specifically, the east and west lines, at their point of juncture with the south line, form right angles.

The west extremity of the south line is situated at a distance of 79′ in a straight line towards the west, from the line separating lot 129 and lot 130.

The north extremity of the west line, at its point of meeting with the brook, is situated at a distance of 89′ in a straight line towards the west from the line separating lot 129 and lot 130. Without buildings.

Et avec droit de passage dans la rue située à l'est du terrain vendu et sur autre partie dudit lot 129 (ptie 129) restant à la partie de première part, Armand Tassé, passage et rue de 40'4 de largeur sur une longueur de 234'7 mesure prise du côté nord de ladite tue et par une autre longueur de 100' vers le nord pour atteindre le chemin public.

Le tout tel que démontré sur un plan préparé par M. René Leduc, A.G., le 2 juin 1964. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne 190 rue Parent St-Jérôme, JEUDI le TROISIÈME jour de JUILLET 1969 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE
Saint-Jérôme, le 21 mai 1969. 29487-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 755553. { E. DEAUDELIN INC., corporation légalement constituée, ayant une principale place d'affaires au No 11,601 boulevard Albert-Hudon, Montréal-Nord, district de Montréal, demandeur; *vs* DAME THÉRÈSE HÉNEAULT, épouse contractuellement séparée de biens de Fernand Thériault, faisant affaires seule sous la raison sociale de Marché Albert, au No 5162 rue De La Fabrique, dans St-Vincent-de-Paul, Ville de Laval, district de Montréal, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur Dame Thérèse Héneault:

Un emplacement situé en front de la IIe avenue, cité de Deux-Montagnes, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-treize (73-49) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et plus spécialement avec une maison portant le numéro 247 de la IIe avenue, à cité des Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, MERCREDI le DEUXIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent soixante-neuf, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 23 mai 1969. 29488-o

With a right of way on the street situated east of the land sold and on another part of said lot 129 (P. 129) which remains the property of the party of the first part, Armand Tassé, way and street of 40'4 in width by a length of 234'7, measured from the north side of the said street, and by another length of 100' on the north to reach the public road.

The whole as outlined on a plan drawn up by Mr. René Leduc, L.S., on June 2, 1964."

To be sold "en bloc" in the registry office of the county of Terrebonne, 190 Parent St., St-Jérôme, on THURSDAY the THIRD day of JULY, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff.*
Saint-Jérôme, May 21, 1969. 29487

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 755553. { E. DEAUDELIN INC., a corporation legally incorporated, having a principal business place at No. 11,601 Albert-Hudon Boulevard, Montreal North, district of Montreal, plaintiff; *vs* MRS. THÉRÈSE HÉNEAULT, wife contractually separate as to property of Fernand Thériault, carrying on business alone under the name of Marché Albert, at No. 5162 De La Fabrique Street, in St-Vincent-de-Paul, town of Laval, district of Montreal, defendant.

The immovable hereafter designated and in the possession of the defendant Mrs. Thérèse Héneault:

An emplacement situated in front of IInd Avenue, city of Two Mountains, known and designated as being lot number forty-nine of the official subdivision of original lot number seventy-three (73-49) on the official plan and book of reference of the parish of St-Eustache.

With all buildings erected thereon and especially with a house bearing number 247 IInd Avenue, in the city of Two Mountains, county of Two Mountains.

Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable.

To be sold at the registry office of the county of Two Mountains, situated at Ste-Scholastique, WEDNESDAY, the SECOND day of JULY, one thousand nine hundred and sixty-nine at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff.*
Saint-Jérôme, May 23, 1969. 29488

INDEX No 22

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1470 — Métal en feuille, province 3116
1470 — Sheet-Metal, Province 3116
1554 — Soustraction au jalonnement de claims miniers sur certains terrains situés dans le canton de Normanville, district électoral de Saguenay 3116
1554 — Withdrawal from staking of mining claims on certain lots of land situated in the township of Normanville, electoral district of Saguenay 3116

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'habitation co-op-habitat Gentilly (*Formation*) 3120
Association coopérative d'habitation co-op-habitat Laviolette (*Formation*) 3120
Association coopérative des consommateurs d'huile d'Asbestos (*Formation*) 3119
Association coopérative d'habitation co-op-habitat des pionniers (L') (*Formation*) 3120

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Brome, canton-township (*Requête-Petition*) ... 3118
Estate Joseph Raymond Cyrenne (*Benefit of Inventory*) ... 3118
Estate Rosaire Germain (*Rendering of account*) ... 3119
Estate Yvon Plamondon (*Benefit of Inventory*) ... 3119
Foster, village (*Requête-Petition*) ... 3119
Knowlton, village (*Requête-Petition*) ... 3117
Succession Joseph Raymond Cyrenne (*Bénéfice d'inventaire*) ... 3118
Succession Rosaire Germain (*Reddition de compte*) ... 3119
Succession Yvon Plamondon (*Bénéfice d'inventaire*) ... 3119

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Bevan, Mary Estella (*Dem.-Appl.*) ... 3121
Derechinsky, Sheldon, Bernard (*Dem.-Appl.*) ... 3122
Dubeau, Nelson Raymond (*Dem.-Appl.*) ... 3121
Gagnon, Micheline (*Dem.-Appl.*) ... 3122
Jewtuschenko, Constantino (*Dem.-Appl.*) ... 3121
Jewtuschenko, Demetrio (*Dem.-Appl.*) ... 3121
Kapusta, Stephen Joseph (*Dem.-Appl.*) ... 3121
Kapusta, Howard Robert (*Dem.-Appl.*) ... 3122
Lobel, Brono (*Dem.-Appl.*) ... 3120
Lobel, Stella (*Dem.-Appl.*) ... 3120
Petchikowsky, Georges Jacques (*Dem.-Appl.*) ... 3120
Pisticoulis, Jean (*Dem.-Appl.*) ... 3122
Schlievert, Terrance Wesley (*Dem.-Appl.*) ... 3121

COMMISSION de Géographie — ***GEOGRAPHICAL Commission***

Lac du Crépuscule ... 3106
Mont Camille-Pouliot ... 3106

COMMISSION du Salaire minimum — ***MINIMUM Wage Commission***

Ord. No 7, 1969, Chaussure-Shoe ... 3073
Ord. 9, 1969, Exploitations forestières-Forest Operations ... 3079
Ord. 11, 1969, Corporations municipales et commissions scolaires-Municipal Corporations and School Boards ... 3083

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires — ***Notices relative to the Act of Licensed to do Business***

Cen-Ta Services Ltd ... 3114

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

Chalet Realties Corporation ... 3100
D. & C. Electric ltée ... 3100
Dante Land Corp ... 3101
Di Paolo (G.) General Buildings Contractors Ltd ... 3100
Entreprises Beauharnois ltée (Les) ... 3099
Gîte Saint-Laurent ... 3100
Institut Croft inc ... 3100
Kaybar Industries Ltd ... 3100
Kayen Demolition ltée ... 3099
Restaurant Barbel inc ... 3101
Singer Shoe Company Limited ... 3101
Souvenir Agencies Ltd ... 3100
Trinity Ladder Inc ... 3101

Dissoutes — ***Dissolved***

A-A-A Construction inc ... 3086
Auto-Location Moisan limitée ... 3086
B. D. M. Industries Inc ... 3087
Barclay Management Corporation ... 3087
Builders Mart Inc ... 3087
Caravelle Investments Inc ... 3087
Cartier Industriel Equipment Inc ... 3087
Compagnie de Publicité Populaire limitée (La) ... 3087
Containerized Refuse Limited ... 3088
Elsee Investments Ltd ... 3088
Équipement Industriel Cartier inc ... 3087
Flamo inc ... 3088
Guyland inc ... 3088
Hendelman (Harry) Furs Ltd ... 3088
Investments Corporation Limited ... 3088
Lac Marie-Francine inc ... 3089
Lanoie & Lacombe inc ... 3089
Leon Developments Ltd ... 3089
L'Origo Corporation ... 3089
New Life Supermarket Inc ... 3089
Nova Knitting Mills Inc ... 3089
Paradis & Frères ltée ... 3090
Popular Advertising Company Limited 3087
St-Jérôme Oxygène ltée ... 3090
Trans-Canada Lifts Ltd ... 3090
Tremblay (Maurice) Construction ltée. 3090

Divers — ***Miscellaneous***

Ariens Company of Canada Ltd. (The) (*Dir.*) ... 3101
Circuit Québec-Ste-Croix inc. (Le) (*Dir.*) 3102
Commercial Computer Services Inc. (*Dir.*) ... 3102
Compagnie Ariens du Canada ltée (Le) (*Dir.*) ... 3101
Delray Holdings Limited (*Dir.*) ... 3102
Étoile de Gaspé inc. (L') (*Dir.*) ... 3102
Golden Age Manor (*Dir.*) ... 3102
Golden Age Manor (*By-laws*) ... 3101
Imprimerie l'Écho du Nord incorporée (L') (*Dir.*) ... 3101
Lycée Mont-Royal (*Règl.-By-laws*) ... 3103
Manoir l'Age d'Or (*Dir.*) ... 3102
Manoir l'Age d'Or (*Règl.*) ... 3101
Mobilab inc. (*Dir.*) ... 3102
O'Connell Mont Gabriel Lodge Inc. (*Dir.*) ... 3102
Service Commercial d'Ordinateur inc. (*Dir.*) ... 3102
Superseal Corporation (*Dir.*) ... 3102

Lettres patentes *Letters Patent*

Accel Inc. 3020
Agence Centrale de Sécurité limitée 3029
Agence de détective Nationale inc. 3020
Alpha Reflectors Ltd 3021
Aristo Cleaners Inc. 3052
Association des Amis Guides et Scouts de St-Nom de Marie, de Baie-Comeau 3021
Association des Marchands d'automobiles des Laurentides (L') 3021
Auberge du Passant inc. 3022
Audio-Versity Inc. 3022
Barca Food Services (Québec) Ltd. 3022
Barrif Ltd. 3023
Bayard & Bélanger inc. 3023
Beauchemin (Paul T.) inc. 3024
Beauchemin (R. O.) inc. 3024
Bertrand (Fernand) & fils inc. 3024
Bienvenue (Olivier) ltée 3024
Blazey Enterprises Limited 3025
Boisvert (Ronald) inc. 3025
156 Boulevard le Mont Bleu limitée 3025
156 Le Mont Bleu Boulevard Limited 3025
Bouthillier (G.R.) plomberie limitée 3026
Bouthillier (G.R.) Plumbing Limited 3026
Boutique Sylvie ltée 3026
Brasserie Le Taurillon inc 3026
Café au Régal inc. 3027
Cafétéria Collégial inc 3027
Camp Burton inc. 3027
Canadian Guild of Crafts, Québec 3028
Carbo-Jet (Québec) Limited 3028
Carrefour Amitié inc. 3028
Cavendish Photo Inc. 3029
Cellard inc. 3029
Central Security Agency Limited 3029
Cerco Industries Inc. 3042
Château Mackay inc. 3030
Chez Denyse Bruyère inc. 3030
Cidex Inc. 3030
Cie d'Étalage publicitaire internationale ltée 3043
Clermont (Lionel) inc. 3031
Club de tir d'Eastman inc. (Le) 3031
Cogeval inc. 3031
Colibec Society Inc. 3061
Colmo Mining Corporation Limited 3032
Compagnie de publication du journal l'Écho du Dimanche inc. (La) 3032
Constructions Husu ltée (Les) 3032
Coronet tailleur inc. 3033
Créations Huguette inc 3033
Croydon Volunteer Firemen's Association Incorporated 3033
Curzon Varieties Inc. 3034
Dallaire (André) inc. 3034
Deschenes (J.) Inc. 3034
Design Photography Inc. 3035
Desroches (Paul G.) & Associés inc. 3035
Dial-A-Tronics Inc. 3035
Disco-Club Epoca inc. 3036
Distributeurs S.M. inc. (Les) 3036
Dollard Photo & Music Inc. 3036
Domaine Brazeau inc. 3037
Domaine L'Assomption inc. 3037
Double « R » Ranch Inc. 3037
Dufour (Gabriel) inc. 3038
École Cycliste Provinciale 3038
Econo-Mart Department Store Ltd 3038
Efraim Spiewak Memorial Foundation 3039
Elite's Discount Store Inc. 3039
Entretien Select inc. 3039
480 Duvernay Corporation Ltd 3040
Ferland (J. P.) et frère inc. 3040
Fonds Kiwanis de Granby 3041
Franan Investment Company Inc. 3040
Gendreau (Irénée) inc. 3041
Gestion Polaire inc. 3054
Gourmet Food Products Ltd. 3041
Granby Kiwanis Fund 3041
Guilde Canadienne des métiers d'art, Québec 3028
Harvey Sports Inc. 3042
I. & G. Originals Inc 3042
Industries Cerco inc. 3042
Industries maritimes de Sept-Iles inc. (Les) 3043
International Advertising Display Co. Ltd. 3043
International Radio Telephone Inc. 3043
JDS Metal Ltd 3044
Jones Enterprises Ltd. 3044
Joylonn Investment Inc. 3044
King of the Pizza Limited 3045
Knitree Inc. 3045
Laboratoires Lynn & Johnston inc. (Les) 3047
Lacerte (R.A.) and Associates Inc. 3045
Lacerte (R.A.) et Associés inc. 3045
Laiterie Perrette (Laval) ltée 3053
Laurentian Automobile Dealers Association 3021
Leclerc (Elphège) inc 3046
Leisure Products Inc. 3046
Lilben Holdings Limited 3046
L.P. Services Inc. 3047
Lessard (Aurélien) inc. 3047
Lynn & Johnston Laboratories Inc. 3047
M.B. automobiles ltée 3048
M.W. Diecutting Service Inc. 3048
MacEachern (Gordon A.) (Québec) Ltd. 3048
Magasin à rayons Econo-Mart ltée 3038
Magasin d'escompte Élite inc. 3039
Mar-Bi inc. 3049
Martel (Paul) inc. 3049
Martin (Paul) inc 3049
Marv's Shoe Den Inc. 3050
Meadow-West Building Corp. 3050
Mobilier Vic-Bec inc. (Le) 3050
Montreal Art Boutique Ltd. 3051
Morin (M.) et Associés inc. 3051
Moto Kometik inc. 3051
Music Mart Inc. 3052
Nanuk Inc. 3052
National Detective Agency Inc 3020
Nettoyeurs Aristo inc. 3052
Nettoyeur Lévisien inc. (Le) 3053
Perrette Dairy (Laval) Ltd. 3053
Peterson Discount Plaza Ltd 3053
Pic IX Service Centre Inc. 3054
Polar Holdings Inc. 3054
Poudrière de l'Esplanade ltée (La) 3054
Productions Provinciales inc. 3055
Produits alimentaires Gourmet ltée 3041
Proulx automobiles inc. 3055
Provincial Productions Inc 3055
Québec Automobile Sales Agency Ltd. 3055
Québec Council of Odd Pants Employers 3056
R & C Associates Inc. 3056
Rayson Trading Co. Ltd 3057
Rapco Inc. 3057
Restaurant Florentin inc. 3057
Rev Counter Ltd 3057
S.M. Distributors Inc. 3036
St-Adolphe Development Inc. 3058
Salon Émelie inc. 3058
Salrec Association 3058
Sanctuaire de Beauvoir 3059
Savard (Henri-Paul) inc. 3059
Selco Industries Inc. 3059
Select Maintenance Inc 3039

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)
Service de pneus Baie-Comeau inc. 3060
Services d'alimentation Barca (Québec) ltée (Les) 3022
Service National de l'auto inc. 3060
Service Paroissial des loisirs St-Denis .. 3060
Shewchuk (Emil) & Son Inc. 3061
Sinol Inc. 3061
Société Colibec inc. 3061
Sojolin ltée 3062
Soucis (Osias) inc. 3062
Sulinco Ltd. 3062
Sulinco ltée 3062
Tabatière du Portage inc. (La) 3063
Taverne T.P. inc 3063
Tôlerie Générale ltée 3063
Turbotronics Co. Ltd 3064
Turnkey Design Inc. 3064
United Farms Inc. 3064
Universal Gas Equipment Ltd 3065
Univrac inc. 3065
Valdo construction inc 3065
Variétés Curzon inc. 3034
Vic-Bec Furniture Inc. 3050
Ward Graphics Inc. 3066
Wiele (Eric) Agencies Inc. 3066
Wong Kung Har Tong Association 3066
Yellow Submarine Sandwich Bars Ltd. (The) 3067

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*
A. & M. Investment Corp. 3067
Barth Construction Inc. 3067
Bauer International Investment & Securities Co. Ltd 3068
Brochu Industries Limited 3068
Corporation du Foyer d'Accueil de Matane ltée (La) 3068
Cotton Frocks Inc. 3068
Desmond-Hall Limited 3068
Dutch-Canadian Association (The) 3069
Dynamic Metals Inc. 3069
Entrepreneurs en Service Sanitaire du Québec inc. (Les) 3069
Fournier (Yvon) inc. 3069
General Franchising Corporation of Canada Ltd. 3072
Horizons du Monde inc. 3070
Ideal Dress Co. Ltd 3070
Industries Brochu limitée (Les) 3068
Lee's Fine Foods Ltd 3070
Leclerc (Lucien) inc. 3070
Molson & Company Limited 3070
Montreal Duluth Glass Inc. 3073
Placements Reino ltée 3071
Plow & Watters Holdings Ltd 3071
Reino Investments Ltd 3071
St. George Shoe Company Limited 3071
Sarosi Shoes Ltd 3071
Self Serv Valet (Canada) Inc. 3071
Société Générale de Franchising du Canada ltée 3072
Tremblay & fils (Assurance) inc. 3072
Tremblay & Sons (Insurance) Inc. 3072
Unitar Ltd 3072
Villeray Enterprise Ltd 3072
Vitrerie Montréal Duluth inc. 3073
Wilderton Shopping Centre Inc 3073

Sièges sociaux *Head Offices*
Ariens Company of Canada Ltd. (The) . 3103
Association des loisirs du domaine des Vallées inc. (L') 3105
Bar of the Province of Québec 3105
Barreau du Québec 3105
Chevra Investment Corporation 3103
Compagnie Ariens du Canada ltée (La) . 3103
Ébénisterie Shawinigan inc. 3103
Entreprises d'Europe (Québec) inc. (Les) 3103
Étoile de Gaspé inc. (L') 3104
Hamelin (J. L.) & Fils ltée 3105
Immeubles Racine limitée (Les) 3105
Montage Éclair inc. 3104
Pauze (Paul) & Fils ltée 3104
Produits Vyn-All inc. 3104
Salon Commodore (Côte-des-Neiges) inc. (*Erratum*) 3106
Sanguinet Express Co. Ltd. 3104
Société d'Entreprise du Canada 3105
Vyn-All Products Inc. 3104

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*
Baldwin-Cartier School Commission 3115
Brossard, ville-town 3114
Commission scolaire Baldwin-Cartier 3115
Fabrique de la paroisse de Sainte-Adèle (La) 3115
Fabrique of the parish of St. Adèle (The) 3115
Église Baptiste Roussy Memorial 3115
St-Gabriel, ville-town 3115
Valleyfield Golf & Country Club Incorporated 3116

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*
Berthier-Dautraic (*Dem.-Appl.*) 3124
Port-Alfred (*Dem.-Appl.*) 3124
Val d'Or (Cath.) (*Acc.-Grant.*) 3123

Industrie et commerce *Industry and Commerce*
Avis de pêche aux coques 3106
Shell fishing notice 3106

Travail *Labour*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*
Employés de tavernes, Cité de Québec (*Mod.*) 3096
Tanners and Curriers, Province (*Amend.*) 3090
Tanneries et coirroieries, Province (*Mod.*) 3090
Tavern Employees, Québec City (*Amend.*) 3096

Voirie *Roads*
Entretien de routes discontinué 3107
Maintenance of roads discontinued 3107

NOMINATION *APPOINTMENT*
Président d'élection 3124
Returning officer 3124

RÉGIE des marchés agricoles du Québec *QUÉBEC Agricultural Marketing Board*
Ord. L-19, Lait nature-raw milk, (*Région centrale-Central Region*) 3111
Ord. L-20, Lait nature-raw milk, (*Région de l'Abitibi-Abitibi Region*) 3113
Ord. L-21, Lait nature-raw milk, (*Région de Chibougamau-Chibougamau Region*) 3108
Ord. L-22, Lait nature-raw milk, (*Région de la Côte-Nord-North Shore Region*) .. 3110

SOUMISSIONS *TENDERS*

Aylmer-Rapide-des-Chênes, munic. 3125
Baieville, village 3126
Pointe-aux-Trembles, c.s.-s.c. 3132
St-Basile-le-Grand, par. 3133
St-Henri-de-Mascouche, par. 3128
St-Jean-Chrysostome, ville-town 3130
St-Laurent, ville-town 3135
St-Prime, munic. (*Erratum*) 3124

SYNDICATS *SYNDICATES*

Professionnels *Professional*

Association des enseignants de l'Outaouais (*Nom–Name ch.*) 3122
Association des prothésistes & Orthésistes du Québec 3123
Association professionnelle des sténographes judiciaires et officiels du Québec (*Cont.–Inc.*) 3123
Québec Association of Prosthetists & Orthotists 3123
Union des ouvriers du textile-coton de Drummondville inc. (L') (*Nom-Name ch.*) 3123

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Iberville *Iberville*

Bank of Montreal *vs* Bisaillon 3140
Banque de Montréal *vs* Bisaillon 3140
Tarcy *vs* Clouatre 3141

Kamouraska *Kamouraska*

D'Amours (J. Hervé) ltée *vs* Morin 3141

Montréal *Montreal*

Ace Finance Corporation Ltd. *vs* Witt . . 3142
Banque Provinciale du Canada *vs* Poissant 3142
Canadian-Dominion Leasing Corporation Limited *vs* Silverman 3142
Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Truesdell *et al* 3143
Jobin *vs* Phaneuf 3144
Provincial Bank of Canada *vs* Poissant . 3142
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Truesdell *et al* 3143

Nicolet *Nicolet*

Coopérative agricole du lac St-Pierre *vs* Desmarais 3144

Saint-Maurice *Saint-Maurice*

Morinville *vs* Morinville (*Erratum*) 3144

Terrebonne *Terrebonne*

Deaudelin (E.) inc. *vs* Héneault 3146
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Tassé 3145
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Tassé 3145

Taxes *Taxes*

Brossard, ville-town 3138
Cadillac, ville-town 3137
Farnham, cité-city 3138
Trois-Rivières, cité-city 3137